



ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

Préface

Le rapport des orientations budgétaires prévu par le législateur a pour objectif d'informer les élus locaux des choix stratégiques envisagés par la collectivité et de garantir la transparence des choix financiers.

Dans un contexte politique, économique et financier atypique encore jamais connu, j'ai souhaité retarder ce débat pour vous proposer les contours d'un budget le plus abouti possible.

Même si la Projet de Loi de Finances 2025 dans sa version initiale n'a pas abouti, nous savons que l'Etat nous engage dans une impasse financière.

Cette inquiétude est partagée par l'ensemble des Départements car, au-delà de toute sensibilité politique, nous sommes convaincus que l'action de proximité est la seule capable d'assurer avec toute l'efficacité nécessaire la défense des intérêts de nos concitoyens.

Nos collectivités font face à un véritable effet de ciseaux : d'un côté, des baisses significatives de recettes ; de l'autre, des dépenses contraintes qui continuent de croître inexorablement.

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), qui représentent 18% de nos recettes, n'ont cessé de décroître depuis 2021 passant de près de 136 M€ à 93 M€ pour l'année 2024, soit une différence de 43 M€ entre 2021 et 2024 (et un manque à gagner de près de 71 M€ en cumulé).

Privés de tout levier fiscal, nous dépendons désormais exclusivement des décisions de l'État et restons soumis aux fluctuations, souvent imprévisibles, du marché immobilier, ce qui est totalement incohérent. Notre panier de ressources ne correspond en rien aux compétences que nous devons exercer. Comprenez que nous devons parier sur la spéculation immobilière pour assurer la cohésion sociale et territoriale du Département.

Pourtant, la solidarité, la réduction des inégalités, garantir l'accès aux services publics de tous, cela a un coût. Et cette réalité locale est étroitement liée aux arbitrages budgétaires nationaux, qui contraignent nos marges de manœuvre et renforcent les incertitudes pour nos territoires.

Malgré ces difficultés, et grâce à une gestion rigoureuse et prudente, le Département des Landes a su mobiliser son épargne afin de préserver l'ensemble de ses politiques publiques et un niveau d'intervention conséquent. Nous avons continué à soutenir les investissements des communes, à réaliser des projets structurants pour le territoire, à mettre en œuvre un plan ambitieux de soutien aux EHPAD et à poursuivre la rénovation de nos collèges.

L'adoption tardive du projet de loi de finances (PLF) national a été source d'incertitudes et d'inquiétudes quant au niveau de contribution au redressement des finances publiques demandé aux Départements et à sa répercussion sur l'équilibre de nos finances publiques.

D'autant que lorsque l'État demande aux collectivités locales de « se serrer la ceinture » pour combler les déficits, ce sont encore et toujours les services publics locaux qui en payent le prix.

Au final, l'effort demandé aux collectivités de 5 milliards, initialement par le gouvernement Barnier, a été ramené à 2,2 milliards d'euros. Il n'en reste pas moins que cette contrainte, fil directeur de notre réflexion, nous conduit à vous proposer un **budget de mesure et de responsabilité, sans renier nos engagements et sans renoncer à nos politiques.**

Mais, dans un contexte d'incertitude sur la reprise des droits de mutation et d'évolution contrainte des dépenses de fonctionnement (solidarité, SDIS, masse salariale), l'impact des mesures de participation au redressement des comptes publics et des prélèvements supplémentaires imposés par l'Etat pour 2025 accentuent, au plus mauvais moment, l'effet ciseau subi par l'ensemble des Départements et nous amèneraient inéluctablement à une épargne négative.

Quand le Département est amputé d'une partie de ses moyens, ce sont, in fine, tous ses partenaires qui le sont également. Notre volonté de maintenir toutes nos politiques, en tenant compte de l'impact des décisions de l'Etat, nous conduit à resserrer le dialogue de gestion avec le bloc communal et les associations.

Cette situation complexe, partagée par la grande majorité des départements, que nous espérons transitoire, nous conduit à envisager des efforts qui permettront de :

- Maintenir un autofinancement (épargne) positif,
- Réajuster en 2025, au regard du contexte, nos dépenses d'investissement afin de maîtriser notre recours à l'emprunt et maintenir un niveau d'encours soutenable pour préserver l'avenir.

Seront proposées des économies de l'ordre de 3 M€ en fonctionnement, limitant ainsi leur progression à +2,2 %, et un ajustement de 6 M€ en investissement, soit à peu près l'impact de la baisse des ressources et des contraintes supplémentaires liées aux décisions de l'Etat.

Avec un budget de près de 593 M€, les orientations budgétaires 2025 reposent sur des principes clairs :

Dans un cadre redéfini, nos priorités sont réaffirmées.

Nous ne renonçons à aucune politique publique qui structure la vie des Landaises et des Landais et répond à leurs préoccupations : l'accompagnement des personnes vulnérables, le transport scolaire gratuit pour tous, l'investissement dans les collèges, l'entretien des routes pour favoriser la mobilité, le soutien à l'enseignement artistique et à la pratique sportive des jeunes resteront au centre de nos préoccupations.

Le Département reste pleinement engagé aux côtés de ses partenaires et des collectivités du territoire, en accompagnant la dynamique démographique tout en veillant à réduire les déséquilibres territoriaux afin que chaque territoire puisse bénéficier des retombées de cette attractivité.

Les mesures proposées se traduisent par un **pilotage de nos engagements financiers dans le cadre d'actions partenariales renforcées**.

- Maîtriser l'évolution de nos dépenses pour **continuer à investir dans les secteurs prioritaires** (collèges, mobilités) tout en assumant nos missions de solidarités humaines et territoriales.
- **Optimiser le dialogue de gestion** avec les partenaires (communes, communautés de communes, CIAS et associations...) offrant une visibilité pluriannuelle dans un cadre sécurisé et partagé,
- Adapter le budget prévisionnel aux besoins effectifs en **préservant la possibilité de financement de nouveaux programmes**,
- Accentuer les **efforts sur les dépenses de structure de la collectivité**

Nos priorités, dans le cadre que nous nous sommes donnés, seront :

- **La dynamisation des communes et l'équilibre territorial** en maintenant notamment les crédits en faveur de l'habitat et le logement à 5,5 M€ et en adoptant un règlement unique à destination du bloc communal. La voirie et le cyclable destinés à améliorer la mobilité (27,4 M€) et les collèges (13,9 M€), équipements structurants essentiels ont été sanctuarisés.
L'aménagement numérique du territoire se poursuivra avec la prise en compte du problème des raccordements complexes.

-
- **Avec 293,4 M€, la cohésion sociale** reste une préoccupation majeure. En investissement pour soutenir la rénovation et la construction des équipements médico-sociaux et en fonctionnement pour accompagner les personnes en situation de vulnérabilité (personnes âgées, en situation de handicap, enfance en danger, actions d'insertion...) le Département agit pour préserver les landaises et les landais.

Depuis 2 ans, conscient des grandes difficultés rencontrées par les EHPADs et les SAADs (non-compensation du SEGUR, crise énergétique), le Département a mis en œuvre un plan de soutien renforcé de plus de 8,5 M€ en 2023 reconduit en 2024, en complément des financements obligatoires.

- **La transition énergétique, l'accessibilité des bâtiments et des équipements publics** seront poursuivies.
- Le soutien à la protection civile, notamment à travers le **financement du SDIS** (25,6 M€), qui s'intensifie avec une augmentation de son budget. Compte tenu des efforts financiers du Département, qui a fait par ailleurs le choix d'un maillage complet du territoire avec l'implantation de 59 centres d'incendie et de secours, les communes sont appelées à contribuer au financement des investissements du SDIS.

Avec une reprise anticipée du résultat 2024 qui devrait s'établir à 21 M€ et un volume d'emprunts de 50 M€, le Département des Landes reste vigilant face aux risques financiers en maintenant une dette soutenable tout en respectant ses engagements.

Nous traversons des temps exigeants, marqués par des défis économiques, sociaux et environnementaux qui impactent profondément notre quotidien et nos politiques publiques.

Par ces orientations **nous confirmons notre volonté de poursuivre les politiques que le Département déploie année après année au bénéfice de nos concitoyennes et concitoyens.**

Mais l'histoire des Landes nous enseigne que notre territoire a toujours su faire face à l'adversité, avec résilience, engagement et esprit d'innovation.

Face aux incertitudes et aux transformations en cours, il est plus que jamais nécessaire de **renforcer notre cohésion et notre capacité à dialoguer entre tous les acteurs** présents aujourd'hui. C'est ensemble que nous trouverons des solutions adaptées et efficaces, au plus près des réalités du terrain.

Notre engagement commun doit rester celui d'un service public de qualité, accessible à tous et garant des solidarités territoriales. Nous devons continuer à œuvrer pour un département qui protège, qui innove et qui anticipe les défis de demain, sans jamais perdre de vue l'intérêt général.

Les Landes ont toujours été une terre de résistance et de progrès. Cette identité, cette force collective, c'est en la mobilisant pleinement que nous surmonterons les épreuves actuelles et que nous construirons un avenir à la hauteur de nos ambitions. Ensemble, unis et déterminés, nous ferons vivre un service public exigeant, proche de chaque Landais, et porteur d'un avenir solidaire et ambitieux.

Xavier FORTINON

Président du Conseil départemental

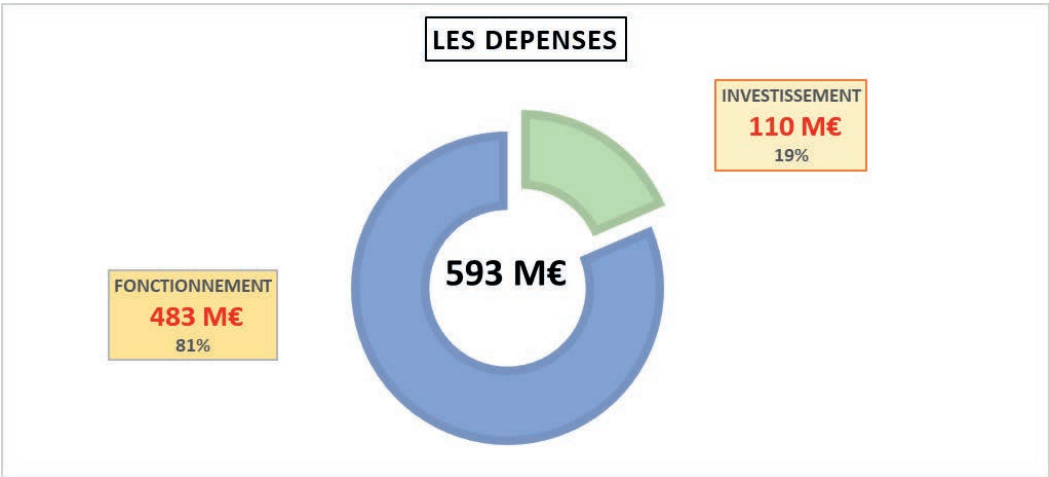
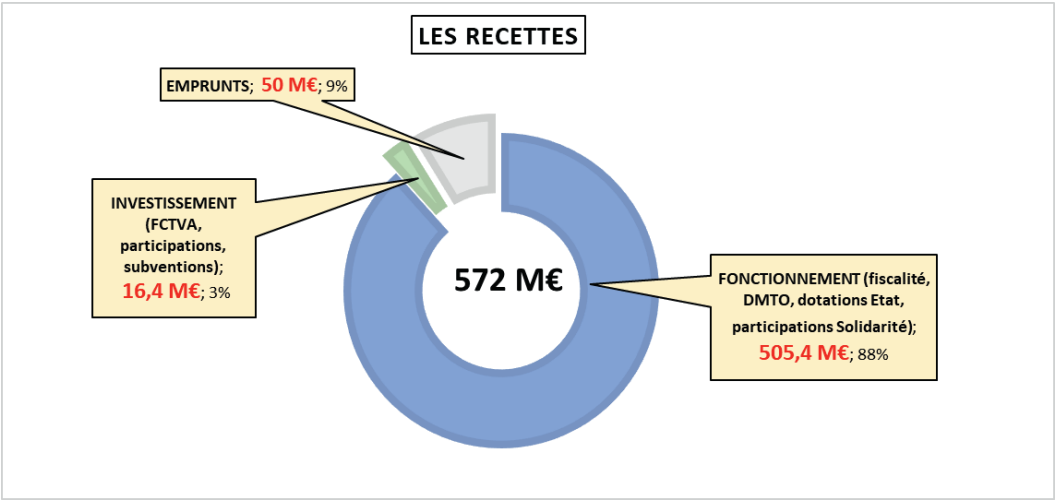


Le cadrage financier des orientations budgétaires 2025

Les **orientations budgétaires 2025** s'établissent à **593 M€** (597 M€ en 2024), **soit -0,6%**. Elles intègrent la **reprise anticipée du résultat de l'exercice 2024** de **21,2 M€** (35,3 M€ résultat 2023).

Elles mettent en œuvre les engagements annoncés aux landaises et aux landais ainsi que les mesures nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques définies par la collectivité.
Dans un contexte financier fortement instable, le Département reste déterminé à mener une politique ambitieuse au profit de la population, des territoires et des acteurs de la vie économique.

Ces orientations budgétaires s'inscrivent pleinement dans la tradition d'exemplarité qui caractérise le Département des Landes reconnu pour ses bonnes pratiques de gestion et son engagement en matière de transparence. Cette adaptation ne signifie pas un recul, mais plutôt une occasion de renforcer son efficacité et sa résilience.



Les données du présent document s'entendent **hors résultats antérieurs** et après prise en compte simplifiée du fonds national de péréquation des droits de mutation (charge nette).

Un financement équilibré et réaliste

Au cours de ces dernières années, les **réformes successives** (pacte de confiance et de responsabilité, Loi NOTRe, réforme de la fiscalité directe de 2021 et Loi de Finances 2023) ont modifié fondamentalement la structure et la composition des recettes départementales.

Avec la suppression de la taxe d'habitation en 2021 et le transfert en compensation de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes et aux EPCI, **le Département a perdu une recette évoluant mécaniquement chaque année, et aussi son dernier levier fiscal.**

En 2023, la suppression de la CVAE, a pour sa part, entériné la **perte de tout lien avec le territoire économique.**

En substitution de ces recettes, les Départements ont « hérité » de fractions successives de TVA, qui représentent aujourd'hui 30% de nos recettes. Cette recette qui se voulait « dynamique » sera gelée en 2025 par la Loi de Finances, contrevenant ainsi avec les engagements précédemment pris par le Gouvernement, après une période de dégradation incomparable des droits de mutation.

Les recettes de fonctionnement : 505,4 M€ (493 M€ en 2024)

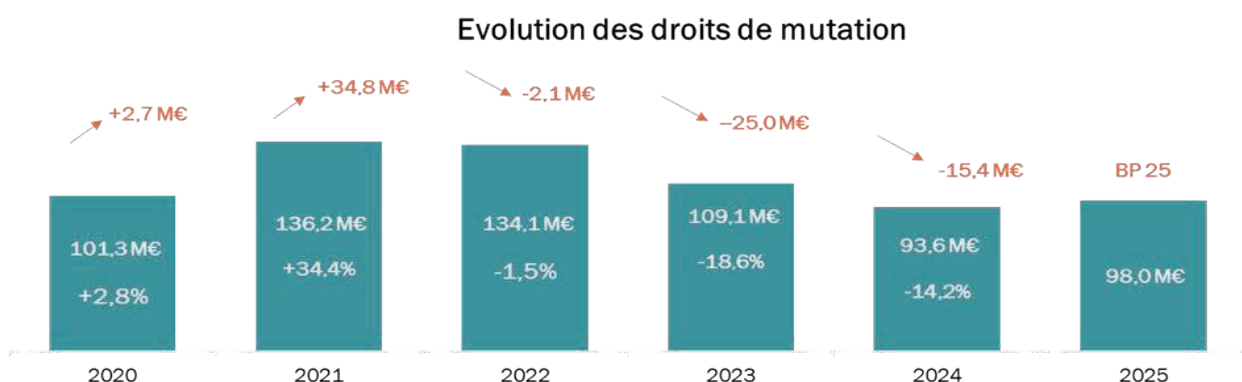
Sur 505 M€, ce sont presque 65 % de nos recettes qui sont désormais nationalisées et déconnectées de la réalité économique et démographique du territoire (fractions de TVA, TSCA TICPE, dotations de l'Etat...) avec une part non négligeable du panier de ressources subissant une érosion constante (DGF, DGD, compensations fiscales).

Le Département est donc désormais **tributaire de recettes qu'il ne maîtrise pas**, principalement les droits de mutation, alors même que la conjoncture économique défavorable renforce l'effet ciseau qui percute les Départements.

La fiscalité indirecte et transférée avec 221,3 M€ confirme sa place majeure dans le financement

> **Les droits de mutation** (y compris taxe additionnelle) sont estimés à **98 M€** (+3M€/ BP 2024).

Après des recettes de droits de mutation exceptionnelles encaissées en 2021 et 2022 (136,2 M€ et 134,1 M€) le produit encaissé en 2024 est de **93,6 M€** (pour une prévision de recettes de 95 M€), soit un **recul de 14,2 %**.



Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) représentent, pour le Département des Landes, **environ 18% de nos recettes de fonctionnement**. Ils n'ont cessé de décroître depuis 2021 passant de près de 136 M€ à 93 M€ pour l'année 2024 soit une différence de 43 M€ entre 2021 et 2024 (71 M€ de manque à gagner en cumulé).

Bien que les perspectives pour 2025 restent incertaines, nous anticipons une amélioration des droits de mutation pour 2025 compte tenu de la légère reprise constatée fin 2024 et de la majoration envisagée des droits de mutation de 0,5 points dont les primo-accédants sont exclus.

> La **fiscalité transférée** (TICPE et TSCA) destinée à financer les compétences transférées depuis 2004 (Loi de responsabilités locales, RSA, financement du SDIS) et à compenser les pertes de recettes résultant de la réforme de la fiscalité locale s'établit à **109,2 M€** (+5,6 %/BP24).

> Les **autres recettes de fiscalité indirecte** s'élèvent à **14,1 M€ (-16%)** (taxe aménagement, redevance des mines, taxe consommation finale d'électricité...) et tiennent compte des montants encaissés en 2024 notamment de la perte de recette de taxe d'aménagement liée au contexte économique et à l'impact de la réforme (changement de modalités de déclaration et de gestion).

) Les dotations de l'Etat : 60,6 M€

Les prévisions relatives à la **DGF (56,8 M€)** tiennent compte de l'évolution de la population (+0,3 M€) et de l'écêtement prévisionnel de la dotation forfaitaire (-0,3 M€). Celui-ci est applicable aux Départements dont le potentiel financier est supérieur à 95 % de la moyenne nationale ; le Département des Landes est concerné par ce dispositif depuis 2018.

La part complémentaire de **FCTVA**, au titre des travaux d'entretien de voirie et des bâtiments, représente **0,3 M€**. La **DGD (3,5 M€)** reste inchangée depuis 2008.

) Les autres recouvrements et participations : 72,4 M€

Sont concernées les participations, les recouvrements d'aide sociale, les remboursements relatifs à la masse salariale, les locations, les remboursements des assurances...

Les prévisions pour l'année 2024 intègre la majoration de la participation de la CNSA au titre de la dotation qualité (+1,4 M€).

) Les ressources fiscales et assimilées : 151,1 M€

> Les **parts de TVA** perçues en compensation de la taxe sur le foncier bâti et de la CVAE sont prévues à hauteur de **115,9 M€ soit - 5,3 M€ par rapport au BP 2024** (soit le montant brut encaissé en 2024).

Pour mémoire, au budget primitif 2024, les fractions de TVA notifiées par la DDFIP, pour 2024, correspondaient aux bases prévisionnelles 2023 majorées d'un taux de croissance projeté de 4,5%, conformément à la Loi de Finances 2024. Parallèlement nous avons subi une réfaction de recettes de 1 M€ (au titre de la TVA définitive encaissée en 2023) qui s'est traduite par une inscription en dépenses de fonctionnement.

Pour 2025, la Loi de Finances a entériné le gel du dynamisme de cette recette, le manque à gagner se situe entre 1,2 M€ et 3 M€ pour le Département des Landes.

> Les **autres recettes fiscales assimilées** représentent **24 M€** (23,3 M€ en 2024 soit +3 %)

> L'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** (IFER) : **3,8 M€** (3,6 M€ en 2024)

> Le **fonds national de garantie individuelle des ressources** (FNGIR) : **9,9 M€** (idem 2024)

> Le **fonds de compensation des allocations de solidarité**, alimenté par les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties antérieurement perçus par l'Etat : **7,4 M€** (6,9 M€ en 2024)

> Les **allocations compensatrices** (variables d'ajustement des dotations de l'Etat) sont estimées à **2,9 M€** (idem 2024)

> La **dotation de compensation de la réforme de la TP** (DCRTP) : **11,2 M€** (idem 2024)

(Depuis 2017, cette dotation entre également dans le périmètre des variables d'ajustement des dotations de l'Etat.).

Un fonctionnement maîtrisé au service des landaises et des landais à 483 M€

En 2025, les collectivités sont toujours fragilisées par la crise économique et sociale et de nouveaux prélèvements imposés par l'Etat. Les dépenses de fonctionnement subissent également l'impact des évolutions nécessaires à la solidarité départementale, au financement du SDIS, à la masse salariale départementale impactée par l'augmentation des cotisations CNRACL.

Conscient que les landaises et les landais subissent eux aussi les conséquences financières, économiques et sociales de ces crises, nous avons fait le choix de privilégier un ralentissement de nos dépenses (1,7 % après atténuation et 2,5% en données brutes). La mise en œuvre d'un plan d'économie de 3 M€ nous permet de maintenir les priorités qui sont au cœur de nos compétences. Dans cette optique, nous proposons de ne pas reconduire certains dispositifs relevant de l'Etat (assistants pédagogiques numériques, financement part patronale des Parcours Emplois Compétences) ou des communes (frais de fonctionnement des crèches, centres de loisirs), dont nous privilégions l'accompagnement en investissement.

Les politiques en faveur des solidarités humaines 289,2 M€ (281,1 M€ en 2024)

Le Département impulse des initiatives qui concourent à bâtir une société plus solidaire notamment envers les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ou de précarité.

Les dépenses en faveur des solidarités humaines sont impactées par l'évolution des allocations individuelles de solidarité (allocation personnalisée d'autonomie, revenu de solidarité active et prestation de compensation du handicap) qui représentent 131 M€ soit +3,5%.

Les autres domaines d'intervention en matière sociale, 158,2 M€ soit +2,4%, concernent principalement les actions en faveur de l'enfance et la famille (dont assistants familiaux) (71,1 M€), les aides aux personnes handicapées (44,5 M€), la prise en charge du transport des élèves handicapés (3,5 M€), l'accompagnement des personnes âgées (32,8 M€), et les actions en faveur des plus démunis (6,3 M€).

) La famille et la protection de l'enfance : 71,1 M€

Le Département dans sa mission de protection de l'enfance, œuvre au quotidien à l'accompagnement des enfants, des jeunes et de leurs familles.

Il déploie et structure :

- Des actions de prévention avec l'organisation du repérage et du traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant,
- L'accompagnement éducatif au domicile ainsi que l'application des décisions administratives et judiciaires prises pour la protection des enfants.
- L'organisation et la coordination des prise en charges en établissement et famille d'accueil.

Le Département des Landes a élaboré en 2024 son nouveau Schéma Landais de la Protection de l'Enfance qu'il a coconstruit avec les professionnels de la Direction Enfance Famille Insertion (DEFI) ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance (justice, éducation nationale, ARS, organismes gestionnaires de la protection de l'enfance, milieu associatif, PJJ...).

Ce schéma ambitieux décline pour les 5 ans à venir (2024-2028) les actions qui seront portées par le Département dans le déploiement de ses politiques enfance et famille. Il est à la fois un outil programmatique et stratégique et un support de concertation et de coordination avec l'ensemble des acteurs venant renforcer le chef de filât du Département en la matière.

» Les personnes âgées et les personnes handicapées : 80,8 M€

Depuis de nombreuses années le Département des Landes a déployé une politique autonomie ambitieuse à travers un **modèle landais d'accompagnement** visant à renforcer la qualité de la prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap, et à proposer des solutions innovantes et de proximité adaptée à leurs besoins.

Face à ce contexte qui évolue (crise économique et sociale, évolution démographique, gouvernance renouvelée) le **Schéma Départemental de l'Autonomie**, voté en mars 2024, a défini les conditions dans lesquelles les acquis de la politique autonomie du Département des Landes (et son modèle landais) doivent être consolidés et renouvelés sans en altérer les fondamentaux (accessibilité, qualité, humanité), et ce dans le but de faciliter le parcours de vie des personnes en situation de perte d'autonomie.

L'année 2025 marque le début de la mise en œuvre de cette ambition avec en filigrane une volonté de pleinement **investir le Service Public Landais de l'Autonomie** dans une vision territoriale partagée avec tous les acteurs. Que ce soit en termes d'accès à l'information, d'accès aux droits, d'accompagnement des publics (PA et PH) et de solutions participant à l'autonomie adaptée aux besoins des publics et de chaque territoire.

En témoignent, les engagements financiers pris en matière d'**attractivité des métiers**, de soutien à la **modernisation des aides à domicile** (rémunération, modernisation et transformation, expérimentation mobilité), de diversification de l'offre (résidences autonomie et habitat inclusif) et d'innovation (XL Adapt' et Village Répit des Aidants).

Le soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPADs) est une priorité départementale affirmée. Ces deux dernières années, le Département les a accompagnés dans leurs difficultés budgétaires structurelles, au moyen d'un plan de soutien financier inédit et conséquent (8,5 M€ en 2024). Pour autant, **leur mode de financement doit être consolidé**. C'est pourquoi, le département construit depuis 2023 avec chaque EHPAD une trajectoire d'augmentation de leurs tarifs pour parvenir à un équilibre d'exploitation. En 2025, la mise en place d'un tarif différencié, levier complémentaire pour atteindre cet objectif introduit par la Loi dite du Bien Vieillir, fera l'objet d'une étude d'impact et d'une concertation avec les acteurs concernés.

Par ailleurs, le **Département accentue son soutien au fonctionnement des établissements et services pour personnes handicapées**. Cette année encore, les orientations budgétaires en la matière se traduisent par une évolution substantielle des moyens financiers qui y sont consacrés. Ces nouveaux moyens permettront bien évidemment le financement pérenne des mesures salariales dites du « SEGUR pour tous », accordées sur décision de l'Etat mais ne faisant l'objet d'aucune compensation.

Les financements prévus pour 2025 intègrent également **des mesures dites « nouvelles » permettant de soutenir les établissements et services dans leurs projets d'évolution de leur offre**, que ce soit par transformation ou par création.

En effet, la traduction des orientations politiques du Département en matière de handicap (inscrites dans le Schéma Départemental de l'Autonomie), conjuguée aux annonces gouvernementales faisant suite à la Conférence Nationale du Handicap (plan de création des « 50 000 solutions »), engageront les établissements et services à proposer des projets de renforcement de l'offre médico-sociale sur l'ensemble du département. L'accompagnement financier du Département sera nécessaire et déterminant pour mener à bien certains de ces projets.

Par ailleurs, le Département renouvelle sa politique en faveur du transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, assurant ainsi un service individualisé adapté aux 440 landais concernés (3,5 M€).

Focus : le programme d'intérêt général (PIG)

Le Département des Landes souhaite renforcer ses actions en faveur du maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à travers la mise en œuvre d'un programme d'intérêt général (PIG) en soutien à l'autonomie sur l'ensemble des territoires landais n'étant pas déjà couverts par un programme animé sur la période 2024-2027.

L'intérêt de ce programme, dénommé XL Adapt' réside dans la création d'une dynamique territoriale du « aller vers » les ménages et les professionnels à travers le déploiement d'une ingénierie et des aides financières aux ménages (modestes et très modestes) afin d'adapter leurs logements, contribuer à leur sécurité et favoriser ainsi leur maintien à domicile.

Focus : l'habitat Inclusif

Prévue par l'article 34 de la Loi de financement de la sécurité sociale de 2021, l'**Aide à la Vie Partagée (AVP)** est une aide individuelle destinée aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées de plus de 65 ans qui font le choix de vivre dans un habitat inclusif. Bien qu'individuelle, l'AVP est versée aux porteurs de projet d'habitats inclusifs conventionnés avec le Département pour financer le projet de vie sociale et partagée des habitants vivant dans un habitat inclusif. Son montant par an et par habitant est modulé en fonction de son intensité : socle 5 000 €, intermédiaire à 8 000 € et intensive 10 000 €. Cette aide est inscrite dans le règlement départemental d'aide sociale.

Délibérée en juillet 2022, le déploiement de l'AVP s'est particulièrement engagé en 2023 et 2024. La programmation validée en 2025 permettra au département de disposer, au total, **d'ici fin 2026 de 28 Habitats Inclusifs pour 220 personnes** (120 personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et 100 personnes en situation de handicap).

) La lutte contre les exclusions : 6,3 M€

Le Conseil départemental, dans son rôle de chef de file de l'action et de l'intervention sociale et de l'insertion, déploie une politique départementale en faveur de l'insertion professionnelle et de la lutte contre l'exclusion sociale dans tous les domaines d'action de ses politiques publiques (prévention, enfance, accès aux droits, autonomie).

Pour répondre à ce besoin de réponse globale, les Maisons Landaise des Solidarités, réparties sur tout le territoire départemental, sont les lieux où se déclinent et s'adaptent tous les dispositifs au bénéfice des publics. Elles ont pour objectifs, au travers de projets de territoire en cours de construction sur 2025, en concertation avec les autres acteurs (CCAS, CIAS...), de répondre à tous les besoins sociaux par le développement et la mise en œuvre de mesures et d'actions inclusives à destination des publics pauvres, précaires et éloignés de l'emploi.

Les orientations proposées et les actions qui en découlent, tant pour ce qui relève de l'intervention des services du Département, que celle des partenaires conventionnés, bénéficient de l'appui de programmes nationaux relevant de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Deux nouvelles conventions, l'une portant sur le Pacte des Solidarités, l'autre relative à l'application de la Loi Plein emploi ont été signées en 2024.

Focus : La démographie médicale

A l'instar de tous les Départements de France, les Landes font face à une démographie de ses professionnels de santé fragilisée. Afin d'attirer les professionnels de santé sur son territoire, la collectivité devra mettre en place des stratégies globales pour mobiliser les acteurs de santé et aborder tous les aspects de l'attractivité du territoire - conditions d'exercice, mais aussi ressources locales, accueil et accompagnement des étudiants et des médecins.

Fort de cette conviction, le Département s'est engagé à construire une politique volontariste, et concertée, de soutien à la démographie médicale, qui se traduira en 2025 par le recrutement d'un chef de projet « XL Santé ». Ce chef de projet aura la charge de structurer un dispositif collaboratif d'accueil, d'accompagnement et d'aide à l'installation des professionnels de santé sur le territoire, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, les représentants de la profession, l'AML40 et les élus des collectivités landaises.

) Le plan d'actions « Ambition X'Elles » relatif à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes (2024 2026)

Les mesures prises dans le cadre de ce plan d'actions concourent à atteindre plusieurs politiques :

- > Promouvoir l'émancipation des femmes par la culture, l'éducation et le sport,
- > Prévenir les violences sexuelles, sexistes et domestiques et en protéger toutes les victimes,
- > Mobiliser les politiques de solidarités humaines en faveur de l'égalité femmes-hommes,
- > Garantir l'égalité professionnelle et agir pour une collectivité sans sexisme.

La démarche du Département en matière d'égalité femmes-hommes constitue une **politique transversale, globale et intégrée** qui se déploie dans l'ensemble des politiques publiques, pour une véritable promotion de l'égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations durables.

Les autres politiques publiques départementales 79,3 M€ (idem 2024)

) Les politiques en faveur de l'Education, de la culture, de la jeunesse et des sports : 27,1 M€

Dans le secteur de l'Education, le soutien aux collèges est réaffirmé. Après une évolution de plus de 23% entre 2021 et 2023, leurs dotations de fonctionnement seront maintenues à plus de 6,6 M€. Le Département poursuit, par ailleurs, les dispositifs de financement ou cofinancement en faveur des travaux d'entretien, achats d'équipements (mobiliers, etc.) mais également des déplacements des élèves vers les équipements sportifs et les accès aux piscines.

Focus : La restauration scolaire

Une diététicienne et un coordonnateur de commande accompagneront les établissements dans les démarches visant à atteindre les objectifs de la Loi Egalim et une amélioration continue des repas servis aux élèves. En 2025, le Département coordonnera la création de 5 groupements de commandes pour la passation de marchés de fournitures de denrées alimentaires qui permettront notamment aux établissements d'agir sur la maîtrise de leurs coûts d'approvisionnement et de privilégier les approvisionnements bio et locaux. En lien avec cette démarche et dans le cadre de l'accessibilité du service « restauration scolaire » pour tous, en 2025 le prix des repas est maintenu à 3€.

Dans un contexte budgétaire contraint, le Département prend l'option de recentrer ses actions vers ses compétences premières. C'est pourquoi, les dispositifs de financement des assistants pédagogiques numériques (dont les domaines d'intervention relèvent de missions de l'Education Nationale) et de la part employeur des contrats aidés « parcours emplois compétences » ne seront pas reconduits.

Au titre de son projet éducatif global, le Département maintient sa politique de **gratuité du transport scolaire** pour 1,9 M€ et poursuit ses actions en **faveur des aides aux familles** à l'éducation et aux séjours.

L'aide résiduelle à l'accueil en centre de loisirs, relevant d'une aide au fonctionnement de ces structures, par ailleurs de compétence communale, ne sera pas reconduite à la fin d'année scolaire en cours.

Dans le cadre de sa **politique en faveur de la jeunesse** (engagement citoyen et parcours), le Département poursuit ses dispositifs d'aides visant à accompagner les initiatives des jeunes sur le territoire (Pack XL, collégiens citoyens, lutte contre le sexisme) et à permettre aux acteurs locaux de l'orientation et de la formation de répondre à leurs besoins (soutien aux formations landaises, au CIO, route de l'orientation, etc.) et aux jeunes landais de choisir leurs parcours.

Dans le domaine sportif, les Landes sont depuis longtemps reconnues comme un Département sportif (1^{er} rang en Nouvelle Aquitaine et 4^{ème} au niveau national). Le chèque sport, le soutien au sport scolaire, aux écoles de sport, aux sports de nature et aux structures sportives (CDOS, PSL, etc.) seront renouvelés en 2025. Labellisé depuis janvier 2020 « Terre de jeux 2024 » et fort de cette dynamique olympique, le Département mènera en 2025 un plan d'actions « héritage JOP ».

L'ouverture en 2025 de la maison départementale des sports en est un signe fort. Cet outil de travail attendu par les acteurs du mouvement sportif landais répond aux enjeux à venir, notamment celui du sport santé, pour lequel le département lancera en 2025 un appel à projet « Héritage JO sport santé ».

Le Département **réaffirme sa politique volontariste en matière culturelle** (7,1M€) avec la finalisation en 2025 de l'actualisation de son Schéma des enseignements artistiques.

Le pôle image à Dax accueillera le Bureau d'accueil des tournages (BAT40) et l'association du cinéma plein mon cartable. Ce nouvel outil vise à renforcer la visibilité de l'offre complète d'accompagnement du secteur cinématographique et audiovisuel pilotée par le Département et à ouvrir le champ de l'accompagnement, de la sensibilisation et de la formation des métiers du cinéma et de l'audiovisuel.

Par ailleurs, les actions au titre de l'éducation artistique et culturelles telles que « culture en herbe » ou « XL impro club » (2^{ème} édition), les rencontres théâtrales sont reconduites en 2025 ainsi que le « XL Tour et les différents soutiens aux acteurs culturels au titre de leurs programmations ou actions menées dans les Landes, à l'image du Conservatoire départemental et des festivals Arte Flamenco ou Musicalarue.

Les archives départementales, outre leurs actions d'accompagnement des publics feront vivre en 2025 l'exposition lancée en 2024 « Les Landes, le plus beau terrain de sport ! ». Elles accompagneront également un projet de recherche mené par l'IEP de Bordeaux sur les contributions citoyennes archivées à la suite du mouvement des gilets jaunes. **La médiathèque départementale** poursuivra son accompagnement auprès du réseau de lecture publique (programme de formation primé nationalement, expérimentations, renouvellement de ses collections...) et les actions telles qu'« un livre à tout âge » et les « Rendez-vous ». **Les musées départementaux**, véritables outils de connaissance, de conservation, de diffusion et d'éducation artistique et culturelle présenteront deux expositions en 2025 : « Les abbayes vues du ciel » à Arthous de Yann Arthus-Bertrand et la poursuite de l'exposition temporaire dédiée à Louis Dages au musée de la Faïence et des arts de la table. Les deux musées procéderont au récolement décennal des collections « musée de France »

Concernant **l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)**, mode de développement et de coopération économique solidaire de proximité, le Département, doté d'une feuille de route 2024-2027, affirme son soutien à l'ESS en maintenant un budget dédié constant. Le budget 2025 de la stratégie départementale en faveur de l'ESS et ses acteurs priorise le maillage territorial tiers-lieux Solidaires, la sensibilisation et la formation des jeunes landais à la coopération, le soutien aux acteurs de l'accompagnement des structures ESS.

» Les politiques en faveur des solidarités territoriales : 52,1 M€

Le développement du territoire (agriculture, économie, tourisme, logement) : 16,9 M€

La ferme landaise constitue un enjeu majeur pour le Département.

Les filières landaises continuent à être impactées par des crises sanitaires, conjoncturelles et climatiques. En 2024, la filière viticole a été touchée pour la deuxième année consécutive par une forte pression de Mildiou engendrant une perte de rendement d'environ 30%, la filière bovine, déjà impactée par la persistance de la Maladie Hémorragique Epizootique, a été confrontée à l'arrivée de la Fièvre Catarrhale Ovine 8 et la crise conjoncturelle a continué d'impacter les filières en agriculture biologique.

En 2025, le Département maintiendra un **soutien historique fort à son agriculture et continuera d'exercer sa solidarité envers les acteurs des filières impactées par des crises avec, notamment, la création d'un fonds d'urgence sanitaire doté de 1,5 M€** qui permettra de pouvoir être réactif en cas de nouvelle crise.

Les aides à destination des structures du monde agricole seront poursuivies pour permettre le maintien du dynamisme agricole, élément primordial pour le tissu rural landais.

Le Département souhaite également accompagner les agriculteurs pour faire face aux défis à venir engendrés par les nouvelles attentes sociétales, les évolutions réglementaires et le changement climatique. Des crédits seront dédiés à l'accompagnement à la modernisation des exploitations et à des actions en faveur de la mise en œuvre de la transition agroécologique dans les fermes landaises, avec notamment le remplacement des conventions cadre agriculture environnement et captages prioritaires par un Laboratoire Landais de la Transition Agroécologique qui visera à récolter de la donnée sur les évolutions de pratiques et d'analyser les conséquences à l'échelle de la parcelle de l'îlot cultural, du système d'exploitation et du système agraire.

La collectivité intervient au côté des territoires avec notamment le soutien aux études dans le programme « Petites Villes de Demain », prolongement de notre politique en faveur de la revitalisation et redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs initiée dès 2019.

Sont également soutenus les acteurs de l'ingénierie territoriale notamment l'agence départementale d'aide aux collectivités locales et le conseil d'architecture et d'urbanisme et d'environnement.

En matière d'attractivité touristique et économique, la **participation à Landes Attractivité** est poursuivie ainsi que le développement de la Marque Landes.

L'environnement, la transition énergétique et écologique : 5 M€

En matière environnementale, outre la **transition énergétique** qui reste un marqueur fort de 2025, le Département poursuivra son accompagnement en faveur des structures gestionnaires des **déchets ménagers** sur les volets prévention et gestion des déchets amiantés des particuliers. Il restera également attentif à la structuration des filières de traitement des flux d'ordures ménagères pris en charge aujourd'hui par la filière landaise de traitement mécano-biologique.

En interne, **la lutte contre le gaspillage alimentaire** dans les collèges permettra d'engager la dernière phase de sensibilisation de ces établissements, action intégrée pleinement dans le Plan Alimentaire Départemental Territorial, « les Landes au menu ! ».

Par ailleurs, dans le cadre partenarial consolidé au travers des syndicats mixtes de gestion du Littoral Landais et de Géolandes, les actions en faveur de l'espace littoral seront poursuivies, notamment pour ce qui est du soutien à la lutte contre le recul du trait de côte avec l'engagement des 2^{èmes} générations de stratégie de gestion de la bande côtière ou contre le comblement des étangs arrière-littoraux.

Par ailleurs, le Département innovera également, via sa participation statutaire au Syndicat Mixte du Littoral Landais, en matière de surveillance des plages en s'impliquant dans le dispositif expérimental NS^{XL} « Landes, terre de Sauveteurs ».

La contribution au SDIS : 25,6 M€

Le Département poursuivra, en 2025, son accompagnement du SDIS en augmentant sa contribution de 4,3 % par rapport à 2024 soit + 1,1 M€.

Cette hausse significative est la continuation de la majoration de la contribution départementale entre 2019 et 2024 (+ 27 % subventions exceptionnelles 2022 et 2023 incluses) et vise à consolider structurellement le SDIS afin qu'il puisse mener à bien au quotidien ses différentes missions.

*A titre de comparaison, en 2022, le Département a consacré **55,7 € par habitant** au financement du SDIS (y compris subvention exceptionnelle) soit **70,6% des contributions des collectivités locales**. Ces ratios sont très largement supérieurs à la moyenne de la strate soit 42 € par habitant (et 55% des contributions). Au regard de la moyenne de la strate, l'effort départemental représente donc une **économie estimée à 5,8 M€** pour les communes landaises.*

L'entretien du patrimoine (voirie, mobilités douces...) : 4,6 M€

Les autres dépenses de fonctionnement 100 M€ (98,6 M€ en 2024)

(masse salariale, moyens généraux des services, usages numériques, assurances, dotation Région Loi NOTRe...)

La masse salariale* avec **83,3 M€** comprend une **évolution des besoins de + 2,5%** par rapport à l'année **2024**.

Ces prévisions tiennent compte de l'impact en année pleine des dernières mesures nationales successives depuis plusieurs années (augmentation du point d'indice, complément de traitement indiciaire SEGUR de la santé, évolution de l'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat et diverses réformes catégories C et B notamment ...), mais surtout de l'augmentation de 3 points de cotisation CNRACL (12 points sur 4 ans) estimée à 1,1 M€ pour la seule année 2025.

Les autres moyens généraux de la collectivité sont en baisse de 4,5% compte tenu des efforts en matière de dépenses d'énergie et de maîtrise de frais de fonctionnement.

*(hors assistants familiaux, et adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement non titulaires)

Les intérêts de la dette : 3 M€ (-9% compte tenu de la baisse de l'encours)

Le fonds de péréquation des droits de mutation : 7,7 M€ (- 4,6 M€)

compte tenu des dernières simulations.

Le disponible pour le financement des DM : 2 M€

Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales « Dilico » : 1,6 M€

Ce dispositif de mise en réserve, défini par la Loi de Finances 2025 au titre de la participation des collectivités territoriales au redressement des comptes publics, cible 2 000 collectivités parmi lesquelles 50 départements. La somme prélevée devra être reversée à ces collectivités contributives, par tiers, pendant trois ans.

Selon les dernières simulations de Départements de France, un montant de 1,6 M€ est intégré aux orientations budgétaires.

L'autofinancement brut : 43,8 M€

Il tient compte du résultat antérieur (21,2 M€ prévisionnel) et participe au financement des dépenses d'investissement à plus de 40 %.

Les efforts sur l'évolution du budget 2025 permettent de limiter la contraction de l'autofinancement net (après remboursement du capital de la dette) découlant de l'incidence des mesures de la Loi de Finances 2025, nationales, de l'évolution contrainte du budget (progression incompressible de certaines dépenses de fonctionnement : (Solidarité, SDIS...). et de la diminution du résultat antérieur.

Un niveau d'investissement ajusté dans un contexte financier incertain

264,2 M€ d'autorisations de programme (hors GPSO) soit +2,8% destinés à assurer les engagements pris en faveur du territoire et des crédits de paiement à 94,2 M€ hors dette (100,2 M€ en 2024)

Depuis 2020, le Département des Landes, acteur essentiel des solidarités territoriales, a fait le choix d'une importante montée en charge de ses dépenses d'équipement.

Ces choix se sont accompagnés d'une stratégie de désendettement destinée à pallier les retournements de conjoncture économique tels que nous les connaissons aujourd'hui, pour dégager des marges de manœuvre conséquentes.

Pour 2025, il est proposé de donner une large visibilité de notre implication sur les prochaines années en privilégiant les AP globalisées structurantes. Le niveau d'investissement (hors dette) sera ajusté à 94 M€. Nos actions seront maintenues et les opérations engagées poursuivies pour soutenir l'activité économique locale et favoriser le développement de programmes stratégiques pour le territoire :

Logement (21 M€), aide à l'investissement dans les EHPADs (14 M€), Aides au développement territorial (FDAL, FDAL revitalisation, contrats de relance et de transition énergétique) (13,2 M€), création de résidences autonomie (7 M€), immobilier d'entreprises Loi NOTRe (15 M€), plan plage (2 M€), plan rivières (3 M€), équipements ruraux (10,3 M€), Plan Très Haut Débit Raccordements complexes (1,5 M€), PPI des Collèges (100 M€)

Les équipements directs de la collectivité : 55,8 M€ (60,1 M€ en 2024)

Ce patrimoine permet à la collectivité de conforter ses politiques publiques et de maintenir la qualité des infrastructures utiles à ses concitoyens.

Dans un contexte budgétaire toujours plus contraint, les programmes bâtimentaires propres à la collectivité, à l'exception des collèges, seront décalés (-2,7 M€) pour assumer l'objectif fixé qui est d'assurer un service de qualité et de renforcer la cohésion territoriale, et cela sans pénaliser le service rendu au public.

Conscient que dans notre département rural, l'accès aux services publics constitue une préoccupation majeure nous avons privilégié le maintien des crédits pour conforter le maillage territorial qu'il s'agisse de la voirie, des collèges, des EHPAD... les dispositifs visant à garantir l'accès aux services publics de proximité en moins de 30 minutes.

La voirie et les mobilités douces : 25,3 M€

Le Département a la responsabilité du réseau routier départemental (4 289 Kms), de ses dépendances, des ouvrages d'art, des mobilités douces et plus généralement de l'aménagement du territoire.

Les opérations d'envergure menées antérieurement sont arrivées à leur terme et les crédits consacrés au programme « grands travaux » et « ouvrages d'art » s'élèvent à 1,1 M€ afin de permettre l'achèvement de l'opération « contournement du port de Tarnos » ainsi que les rénovations des grands ouvrages d'art (ponts de Sorde l'Abbaye, St-Paul-en-Born (Mort) et Vieux pont de Dax). 2025 marquera également la poursuite des études liées à l'ouvrage de Gousse.

L'entretien du réseau routier départemental de 23,2 M€ comprend les crédits nécessaires aux opérations de sécurité (traverses d'agglomérations, carrefours), aux renforcements programmés et aux crédits sectorisés.

Cette orientation témoigne de l'engagement du Département à **maintenir un réseau routier sûr et durable** par son entretien et sa **modernisation**, sa gestion intégrée visant à améliorer l'état et la durée de vie des infrastructures routières tout en renforçant la sécurité et la résilience du réseau.

En parallèle, l'action du Département visera à **encourager l'usage du vélo et promouvoir d'autres formes de mobilités douces**.

L'objectif est de créer une culture de la mobilité durable et à coordonner les actions en soutenant financièrement et techniquement les projets de mobilité. Le Département engagera 1 M€ au titre des voies vertes pour les travaux d'aménagement, la signalétique et les acquisitions foncières.

S'ajoutent 1,1 M€ de subventions consacrées aux territoires pour la réalisation des pistes cyclables.

Enfin, le Département poursuivra sa démarche de **définition du schéma départemental** afin de s'adapter aux enjeux contemporains de la mobilité, en intégrant des solutions durables et accessibles à tous.

*NB : Depuis 2017, le Département a consacré en moyenne annuelle **5 572 € par km** au programme d'investissement relatif à la voirie. (Nouvelle Aquitaine : 5 270 € par km, Strate : 5 546 € par km (OFGL CA 2023))*

Les collèges : 16,3 M€

Le Département va poursuivre en 2025 son engagement pour la rénovation et la modernisation des collèges afin de permettre aux élèves, aux équipes éducatives et aux personnels de travailler dans les meilleures conditions possibles.

Les crédits consacrés aux collèges tiennent compte de l'état d'avancement du programme prévisionnel d'investissement et de l'évolution des besoins du numérique éducatif (opération « un collégien, un ordinateur portable »).

Les travaux dans les collèges représentent **12,1 M€** pour la maintenance générale et les mises aux normes (3,8M€), les extensions, modernisations et restructurations (6,1 M€) et l'accélération du programme spécifique de rénovation énergétique et thermique des établissements (2,2 M€).

La sécurité des collèges est une priorité tout comme la modernisation des infrastructures, notamment dans le cadre de la transition écologique. Au titre du programme « extensions, modernisations et restructurations », seront comprises :

- la restructuration – extension du collège François Truffaut de Saint-Martin-de-Seignanx (travaux démarrés en aout 2024 pour une livraison au second semestre 2027),
- la construction de la chaudière bois du collège Jacques Prévert de Mimizan,
- la poursuite de diverses études dont celles afférentes à la restructuration totale de la demi-pension du collège Jean Mermoz de Biscarrosse, à la restructuration des collèges de Capbreton et Tartas

et celle, partielle, du collège du Pays d'Orthe (cité scolaire Jean Taris de Peyrehorade) en partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

- la poursuite des études opérationnelles afférentes à la reconstruction du collège Jean-Claude Sescousse de Saint-Vincent-de-Tyrosse, l'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de cette opération ayant été désignée début 2025.

En complément 1,8 M€ sont réservés au titre de la participation au financement des travaux à venir dans les cités scolaires (compétence Région).

Le numérique éducatif avec 4,2 M€ tient compte du rythme habituel de renouvellement des matériels dans le cadre de l'opération « un collégien, un ordinateur portable » ainsi que des acquisitions de matériels à destination de l'administration des collèges, de la poursuite de l'harmonisation des systèmes de téléphonie fixe ainsi que des opérations de renforcement de la sécurité des systèmes informatiques des collèges.

L'opération « un collégien un ordinateur portable » se poursuit au bénéfice des élèves de 4ème et 3ème, étant précisé que le Département ne renouvelle pas (rentrée 2026) la dotation des élèves de 5ème (et 6ème dans un établissement) en équipement informatique mobile (EIM) ; 13 établissements étaient concernés par cette initiative résultant du « Plan Hollande », l'Etat n'apportant plus son soutien financier depuis la fin de phase expérimentale.

) Les bâtiments : 8,2 M€

Propriétaire de nombreux bâtiments, le Département se doit de maintenir ce patrimoine dont les fonctions sont essentiellement axées sur la réalisation de services à destination du public directement ou indirectement.

Le Département s'engage aux côtés des **séniors, des personnes en situation de handicap** et de leurs familles en menant plusieurs projets :

- Rendre accessible au plus grand nombre les Maisons Landaises de Solidarité et plus largement les bâtiments administratifs.
- Achever le pôle « adultes » départemental des jardins de Nonères spécialisé dans l'accompagnement de personnes adultes en situation de handicap en vue de favoriser leur inclusion professionnelle et sociale,
- Poursuivre la construction de la Maison de jour de l'autisme.

Dans le domaine sportif, La maison départementale des Sports devrait être livrée dans le 1^{er} semestre 2025. Elle permettra aux partenaires de disposer de manière pérenne d'un outil de travail performant.

Par ailleurs depuis plusieurs années, le Département s'est engagé dans une démarche globale de **sécurisation et disponibilité des données numériques du Département**. Le DATA CENTER, nouveau centre de données à St-Geours-de-Maremne sur le site du parc d'activités Atlantisud, a été livré en 2024 et il est connecté aux 2 centres de données existants (distants de plus de 50 Km) par le biais d'une fibre noire en droit irrévocable d'usage. Le site sera fonctionnel en 2025 après achèvement des derniers travaux et l'acquisition du matériel et des logiciels nécessaires.

) Les autres équipements : 5,9 M€

Ces interventions concernent les domaines de **l'environnement, de la culture, de l'agriculture, de la solidarité, ainsi que les bâtiments départementaux et divers moyens généraux de la collectivité**.

Notre action en faveur des **transitions écologique et énergétique** est primordiale pour répondre aux défis environnementaux actuels et futurs. Elle englobe diverses politiques publiques visant à réduire l'empreinte carbone, promouvoir l'efficacité et la sobriété énergétique, développer les énergies renouvelables et encourager des pratiques durables.

Ces investissements sont essentiels pour construire un avenir durable et nécessitent une approche intégrée, impliquant de nombreux partenaires.

C'est ainsi qu'en 2025 ces politiques seront notamment consacrées à :

- La poursuite de l'action en faveur de la protection de l'eau et la mise en œuvre de pilotes de traitement des micropolluants dont les PFAS en sortie de stations d'épuration ;
- La valorisation de la biodiversité patrimoniale en engageant des travaux sur les sites Nature40 et plus généralement la gestion des sites labellisés ;
- La réalisation d'un forage de reconnaissance pour prospecter l'état de la ressource à des fins d'alimentation en eau potable sur le secteur Sud-Ouest du territoire. Cette démarche s'inscrit dans une étude plus globale permettant de projeter l'état de la ressource à 2040 en intégrant le changement climatique, l'évolution de la population dans un but de sécurisation de la ressource ;
- La mise en production au printemps 2025 de la centrale photovoltaïque sur le délaissé de voirie situé sur la commune de Rion des Landes permettant de couvrir 40% des besoins électriques du Conseil Départemental ;
- La mise en œuvre de projets agrivoltaïques sur le domaine d'Ognoas et des parcelles départementales à Haut Mauco ;
- La continuation de l'étude relative au projet houlomoteur au large de la côte landaise.

Ces 3 derniers dossiers s'inscrivant dans la stratégie 2021-2030 en matière de transition énergétique adoptée par l'Etat et le Département. Pour rappel, elle fixe le cap en matière de réduction des consommations énergétiques du territoire (-25% à horizon 2030) et de développement raisonné des énergies renouvelables à hauteur de 84 % en 2030 pour atteindre une autonomie énergétique en 2033.

Par ailleurs, Le Département valorise et entretient **le patrimoine culturel**, tels les sites d'Arthous et de Sorde l'Abbaye, assure la diversité des biens culturels, œuvres d'art et archives destinés au public.

Il complète son action au bénéfice du maintien à domicile des seniors grâce au **dispositif téléalarme**.

Le Département intervient également pour **l'agriculture avec les aides pour ETAL 40**, le logement avec les études dédiées à la création d'une Foncière destinée à la maîtrise du foncier et la protection civile.

Les interventions en faveur des partenaires : 38,4 M€ (40,1 M€ en 2024)

Les dépenses en faveur des tiers (subventions, avances, travaux pour compte de tiers) intègrent la poursuite des actions traditionnelles engagées notamment en faveur du développement communal et intercommunal et l'accompagnement des programmes pluriannuels d'envergure dans les secteurs prioritaires que nous avons définis. Les besoins en la matière anticipent les calendriers de réalisation des projets réalisés par nos partenaires et connaissent des évolutions contrastées d'une année sur l'autre.

) La voirie et les mobilités douces : 3,3 M€

Sont compris :

- La **participation au financement du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)** (1,2 M€).
Conformément à ses engagements, le Département assume sa participation au financement des deux nouvelles lignes à grande vitesse Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Espagne du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) sous réserve de la réalisation de la branche Bordeaux – Dax.

- La participation au **financement des bretelles autoroutières de l'A64 - BARO Peyrehorade** (0,3 M€) et les subventions à la voirie communale.
- Nos aides en faveur du développement des autres réseaux (voirie communale, cyclable...).

) **L'accompagnement et le développement durable des territoires : 34 M€**

Ces politiques ont pour objectif la mise en valeur et la protection de l'espace ainsi que l'accompagnement des territoires et des filières dans leur mutation. Elles s'articulent autour des grandes thématiques prioritaires suivantes :

☞ **L'environnement** (3,5 M€) regroupe les actions en faveur des partenaires œuvrant pour les transitions écologique et énergétique qui se poursuivront en 2025. Dans un contexte où les défis environnementaux sont d'importance, le soutien et l'encouragement des acteurs du territoire demeurent primordiaux.

La **gestion et la protection de l'eau** resteront centrales pour le Département tant sur le volet quantitatif et qualitatif que sur le petit et grand cycles. Les soutiens technique et financier à la création et au traitement de la ressource en eau seront maintenus. Il en sera de même sur le volet inondation où le Département demeure la seule collectivité sur le bassin de l'Adour à accompagner les collectivités gemapiennes dans la prévention des inondations.

Les partenaires œuvrant pour la politique Nature40 en faveur de la **biodiversité et la gestion des sites labellisés** seront également soutenus.

Le Département accompagnera également les collectivités qui œuvrent au quotidien en faveur du **littoral** notamment via sa participation statutaire au Syndicat Mixte du Littoral Landais et innovera également en matière de surveillance des plages en s'impliquant dans le dispositif expérimental NS XL « Landes, terre de Sauveteurs ».

Enfin, compte tenu de ses compétences en matière de **précarité énergétique et d'autonomie**, le Département sera signataire des pactes territoriaux avec l'Etat et les Collectivités territoriales, maîtres d'ouvrage du Service Public de Rénovation de l'Habitat. Il accompagnera également les Collectivités pour la mise en œuvre de ce service public visant aussi à la **rénovation énergétique de l'habitat**.

☞ **Le dynamisme et l'attractivité du territoire** (11,3 M€) comprend le soutien aux filières et les aides traditionnelles au secteur communal (fonds de développement et d'aménagement local et fonds d'équipement des communes).

Les **aides à l'immobilier d'entreprises**, aux investissements matériels et environnementaux des entreprises des filières agro-alimentaires, bois et pêche, **au tourisme et au thermalisme** (2,5 M€).

Le **soutien à l'agriculture et à la forêt** (2,6 M€) avec 3 axes principaux : la solidarité envers la ferme landaise et le maintien du dynamisme agricole et rural, l'accompagnement à la transition agroécologique pour faire face aux effets du changement climatique et aux évolutions de la réglementation et la relocalisation de l'alimentation avec le Plan Alimentaire Départemental Territorial « Les Landes au menu ! » complété par le soutien aux productions de qualité.

Un nouveau programme d'aides aux collectivités 2025-2027 de 13,2 M€ permettra de poursuivre les soutiens au secteur communal en regroupant les dispositifs d'aides à la revitalisation des centralités landaises et les contrats pour la réussite de la transition écologique.

Pour leur part, les **dispositifs en faveur de la revitalisation des centralités landaises** (aides directes et aides à l'ingénierie), s'inscrivent dans le cadre du **programme pluriannuel de 12 M€ défini pour la période 2022-2026**, en complément des aides règlementaires sectorielles. **50** (sur 67) centralités landaises sont déjà engagées dans des démarches de « plan de référence » et 19 ont déjà contractualisé l'aide à la dynamisation du centre-bourg ou centre-ville.

L'appui aux collectivités en matière de développement durable est renforcé considérablement à travers les **contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE) (12,5 M€ sur la période 2023-2026 avec 9,2 M€ déjà programmés pour soutenir 323 projets).**

Cet effort permettra d'accentuer le soutien aux projets des collectivités en cohérence avec les politiques départementales dédiées à la transition énergétique, aux mobilités douces, à la redynamisation des centres bourgs ou à l'accessibilité aux services.

Le plan très haut débit se poursuivra avec une **prise en charge des raccordements complexes** dans le cadre d'une Autorisation de Programme (AP) de 1,5 M€.

Dès le début du déploiement de la fibre optique, des infrastructures ont été identifiées comme réutilisables et qui, in fine, ne permettent pas ou plus certains raccordements désormais qualifiés de complexes ! Entre 2 et 3% des locaux, en fonction des territoires, sont concernés par des difficultés de raccordements dont les origines sont multiples.

- Soit ils sont inexistants car la ligne téléphonique a été enfouie en pleine terre (sans gaine) par l'opérateur Orange dans le cadre de ses missions de Service universel.
- Soit ils sont défectueux (fourreaux bouchés, écrasés, etc.).

Les données communiquées par Orange lors de la construction du réseau ne faisaient que trop peu état des câbles cuivre en pleine terre, et aucunement de l'état des fourreaux et appuis sur les portions d'adduction. »

Dès lors, que de nouvelles adductions aériennes ou souterraines sont nécessaires pour ces raccordements dits « complexes », il convient d'accompagner le SYDEC en 2025 à hauteur de 1 M€ (CP), pour les premières infrastructures à construire. Dans le cadre d'une convention partenariale, il sera demandé le même effort à PIXEL et au SYDEC.

☞ **Le logement et l'habitat (5,5 M€)** demeurent une préoccupation majeure qui se traduit par un accroissement des crédits affectés à cette politique année après année (3 M€ en 2022, 4,5 M€ en 2023 et 5,5 M€ en 2024).

Doté d'un Programme Départemental de l'Habitat (PDH), outil essentiel permettant d'anticiper et de répondre au mieux à la diversité des besoins, le Conseil départemental des Landes poursuivra son intervention financière en matière d'habitat afin d'aider nos concitoyens à faire face à la crise du logement.

Dans les Landes, près de 13 000 demandes de logements sociaux sont encore sans réponse, les disparités entre le littoral et l'intérieur du Département sont accentuées par la crise de l'immobilier.

Ainsi, en 2025, nous poursuivrons les travaux destinés à **renforcer la maîtrise du foncier**, comme levier déterminant des politiques d'habitat. Nous étudions avec la Banque des Territoires la possibilité de créer un outil dédié à la constitution de réserves foncières.

En prenant appui sur le principe de la dissociation du foncier et du bâti, **ce véhicule innovant sera dédié au portage foncier de long terme** en vue de conserver en maîtrise publique des fonciers stratégiques, **lutter contre la spéculation et accélérer la production de programmes mixtes de logements** en étalant dans le temps et en allégeant le coût du foncier de sorte à sécuriser davantage les parcours résidentiels des landais.

Cette foncière dédiée au développement d'une offre de logements pérenne et abordable pour chacun viendra ainsi **compléter les compétences de l'EPFL « Landes Foncier »**, qui a vocation à acquérir des biens, les porter, les gérer, puis les rétrocéder à la collectivité membre lorsqu'elle est prête à lancer son projet, et de **Vitalandes** qui concourt, aux côtés des communes, à rendre leurs centres-bourgs plus attractifs en favorisant notamment le développement économique territorial.

En 2023, nous avons décidé de renforcer notre investissement global sur la période 2021-2026, à hauteur de **21 M€** (contre 15 M€ initialement soit + 40 % par rapport au programme initial).

En 2025, il vous sera proposé **de maintenir** le montant annuel dévolu à ce secteur afin de soutenir la production d'une offre de logements abordables pour chacun.

🔊 **Les politiques en faveur de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports représentent 9,6 M€.**

Le Département accompagne les communes et leurs EPCI à la construction, extension et rénovation d'équipements structurants à l'échelle locale, intercommunale ou départementale. Ces dispositifs concernent notamment :

- Pour les constructions scolaires du 1^{er} degré (qui sont maintenues bien que ne relevant pas de la compétence du Département)
- Pour les équipements sportifs à l'usage prioritaire des collèges (afin d'optimiser l'utilisation de ces équipements publics coûteux qui peuvent servir aussi bien à l'enseignement au collège ou à l'école que, dans d'autres créneaux horaires, à la pratique des clubs locaux, le Département privilégie le partenariat avec les communes)

Le Département prévoit également un soutien renouvelé au plan « Piscine-Savoir nager » adopté par l'Assemblée départementale afin de favoriser l'accès des classes de 6èmes à ces équipements dans le cadre de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive (EPS). Une enveloppe de 3M€ est engagée pour la période 2023.2026.

Sont également prévus les crédits nécessaires aux cités scolaires (1,8 M€), au **projet XYLOMAT 2** sur le site d'Agrolandes (3,2 M€). Porté avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et l'Institut des sciences analytiques et de Physico-chimie pour l'Environnement et les Matériaux (IPREM). Il vise à rassembler et étoffer les moyens consacrés à la « recherche et développement » en matière de matériaux bio-sourcés (bois, chimie verte...).

Le soutien à l'investissement sur le territoire concerne également :

- Le maintien des aides aux équipements culturels à travers la restauration et la valorisation des sites protégés, l'aménagement des espaces patrimoniaux et la lecture publique.
- L'aide aux pratiques sportives et notamment aux équipements sportifs de proximité
- Les prêts d'honneur aux étudiants et aux apprentis,
- L'accompagnement des acteurs de l'Economie sociale et solidaire à travers les tiers-lieux et la sensibilisation des jeunes.

🔊 **Les politiques en faveur des solidarités humaines s'élèvent à 4,1 M€**

Dans un contexte financier particulièrement contraint, **le Département continuera en 2025 à accompagner les personnes âgées et handicapées par sa politique de soutien à l'investissement en faveur des établissements médico-sociaux des secteurs « enfance, personnes âgées et handicapées » en :**

- **Soutenant les Investissements immobiliers dans les EHPADs** pour répondre à l'évolution de la dépendance et à la complexité de l'accompagnement des personnes vulnérables. Depuis 2023, le Département a majoré la base subventionnable passant de 90 K€ à 180 K€ par chambre.
- **Diversifiant et densifiant** le réseau des solutions alternatives en soutenant les projets de résidences autonomie et d'habitat inclusif déclinés dans le plan départemental ambitieux de création de résidences autonomie (406 places autorisées pour un objectif de 1 000 places) et d'habitats inclusifs (28 habitats Inclusifs pour 220 personnes).

) **Le Budget Participatif Citoyen des Landes destiné à financer les projets proposés par les Landaises et les Landais mobilisera 1,1 M€.**

Le remboursement de la dette en capital : 16 M€

Afin d'optimiser ses capacités d'investissement pour réaliser ses projets actuels et futurs, le Département des Landes maintient ses objectifs de **sécurisation et de maîtrise de son endettement**.

› Sécurisation de l'encours

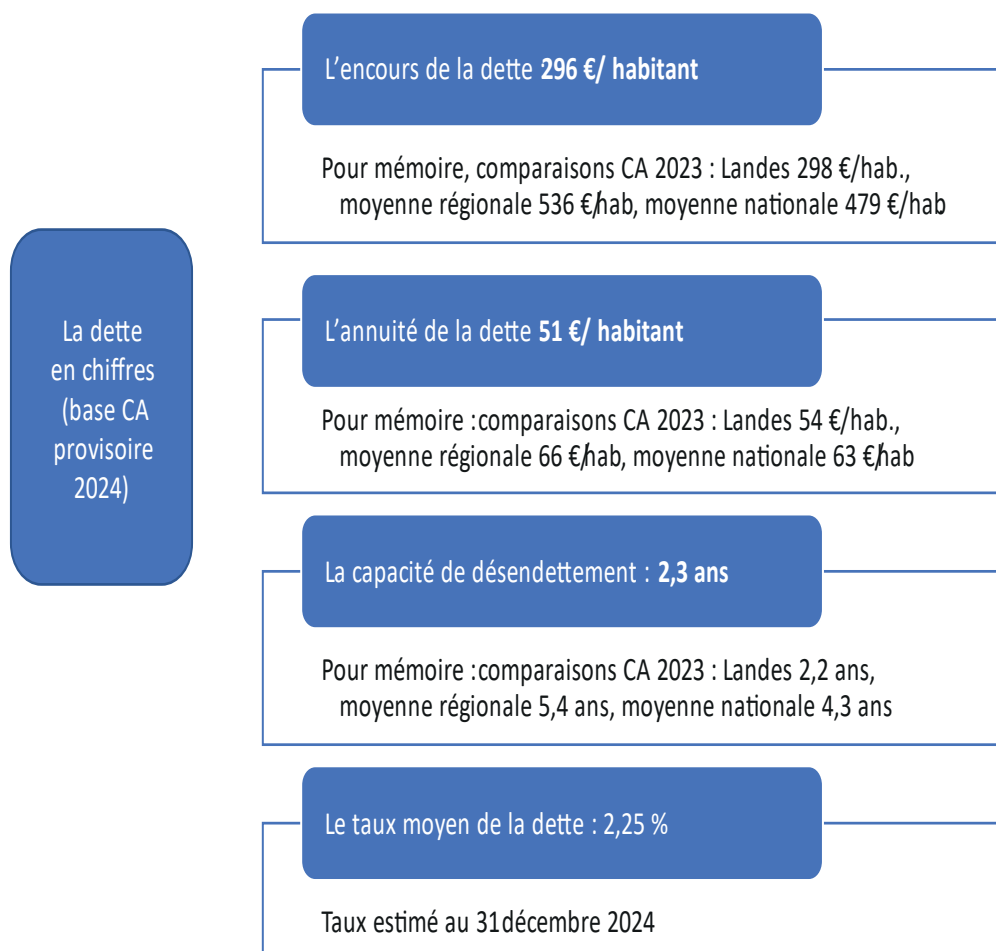
Sur le tableau de la Charte Gissler qui mesure le degré d'exposition de la dette, tous les emprunts du Département sont classés 1A soit les moins risqués.

La part des emprunts à **taux fixe** représente, au 1^{er} janvier 2025, **60,5 %** de l'encours total. A noter que le taux moyen de l'encours, au 31/12/2024 est de 2,25%.

› Maîtrise de l'endettement

En 2024, pour la 1^{ère} fois depuis 2021, un emprunt de 20 M€ a été mobilisé auprès de l'Agence France Locale à taux fixe 3,05% sur 15 ans.

Au 1^{er} janvier 2025, il s'établit à **128,6 M€** (128,2 M€ au 1^{er} janvier 2024).



Les recettes d'investissement : 66,4 M€ (68,6 M€ en 2024)

) Les recettes d'investissement (hors emprunts) s'établissent à 16,6 M€

Elles sont composées pour l'essentiel du fonds de compensation de la TVA (8,4 M€), de la DDEC (1,5 M€), du produit des amendes « radars » (0,7 M€), de subventions, participations, recouvrements et avances (5,8 M€).

) Le recours à l'emprunt est prévu à hauteur de 50 M€

Vous trouverez ci-joint les éléments d'information complémentaires (pour le budget principal) prévus par le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que ceux prévus par la Loi de Programmation des Finances Publiques (pour le budget principal et les budgets annexes).



LES ANNEXES



DONNEES GENERALES



EVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES BUDGETAIRES

EVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

DEPENSES	BP 2024	OB 2025	RECETTES	BP 2024	OB 2025
INVESTISSEMENT	120 000 000	110 200 000	INVESTISSEMENT	68 550 000	66 434 369
Equipements directs	60 124 260	55 750 083	Dotations et subventions	16 767 400	14 649 150
dont voirie et cyclable	25 239 000	25 343 000	dont recettes voirie (y/c Port de Tarnos)	3 781 000	1 186 200
			dont produits amendes radars (autres dotations)	700 000	700 000
dont collèges	17 820 000	16 296 000	dont participations des communes collèges	26 900	10 700
dont Numérique éducatif	5 976 000	4 176 000			
dont bâtiments et bâtiments culturels	10 933 000	8 247 950	dont FCTVA	8 000 000	8 400 000
			dont DDEC (autres dotations)	1 495 000	1 495 000
dont autres équipements directs	6 132 260	5 863 133	dont DGE DSID	861 000	1 810 000
dont Environnement	1 401 600	1 623 750	dont subvention Europe centre données	1 430 000	
dont Usages Numériques (dont centre données - fibre)	2 270 000	1 870 000	dont subvention Projet Haulomoteur		412 500
			dont autres subventions	473 500	634 750
Interventions en faveur des partenaires	40 075 740	38 449 917	Avances, créances op. compte tiers et cessions	1 782 600	1 785 219
dont grandes infrastructures, réseaux	4 904 000	4 265 000	dont créances diverses	728 482	359 082
dont Haut débit aménagement numérique	300 000	1 000 000	dont participation XYLOMAT	1 000 000	810 000
dont bretelles autoroutières de l'A64 (BARO Peyrehorade)	1 215 000	250 000	dont cessions (matériels, op. portable...)	54 118	616 137
dont participation LGV GPSO	2 470 000	1 235 000			
dont autres réseaux (voirie communale, cyclable...)	919 000	1 780 000			
dont accompagnement et développement durable des territoires	33 810 740	33 070 275			
dont éducation, jeunesse, sports, culture	7 367 200	9 604 300			
dont attractivité du territoire et soutien aux filières	5 669 140	5 174 400			
dont Ets médico-sociaux (PA, PH, enfance)	5 670 000	4 110 000			
dont solidarité territoriale	5 364 000	5 160 000			
dont Environnement	4 185 400	3 466 575			
dont Logement social et habitat regroupé	5 555 000	5 555 000			
dont Budget participatif	1 361 000	1 114 642			
Remboursement dette en capital	19 800 000	16 000 000	Emprunts	50 000 000	50 000 000
FONCTIONNEMENT	476 795 767	482 800 000	FONCTIONNEMENT	492 976 711	505 400 000
Solidarités humaines	281 079 027	289 249 530	Solidarité départementale	78 582 158	90 193 768
(hors frais de personnel)					
dont allocations individuelles de solidarité (APA, RSA, PCH)	126 650 000	131 050 000	dont financement allocations de solidarité	56 854 000	65 455 650
dont autres dépenses de solidarité	154 429 027	158 199 530	dont TSCA TICPE RSA	24 154 000	24 154 000
(lyc assistants familiaux, transports élèves en situation de handicap...)			dont autres recouvrement aide sociale	21 728 158	24 738 118
			dont Etat - CNSA (Enfance Calpaie SEGUR...)	3 195 434	3 415 434
Autres politiques publiques départementales	79 277 934	79 269 257	Dotations de l'Etat (DGF, DGD, FCTVA)	60 596 000	60 596 000
dont éducation et citoyenneté ⁽¹⁾	27 032 487	27 132 487	DGF	56 766 000	56 766 000
dont contribution du SDIS	24 507 151	25 570 751	DGD	3 530 000	3 530 000
dont développement du territoire et environnement	23 162 596	21 977 119	FCTVA (fonctionnement)	300 000	300 000
dont entretien du patrimoine (voirie, mobilité douce...)	4 575 700	4 588 900			
Autres dépenses de fonctionnement	98 560 806	99 993 214	Droits de mutations	95 000 000	98 000 000
dont masse salariale ⁽²⁾	81 293 251	83 320 000			
			Autres produits de fiscalité indirecte	96 140 000	99 140 000
dont autres dépenses	13 325 555	12 731 214	(TSCA, complément TICPE hors financement RSA)		
dont compensation transfert Région Loi Notré	3 942 000	3 942 000	Taxe aménagement, Taxe séjour, Redevance Mines, FNDMTO...)		
Fonds de péréquation	12 347 000	7 700 000	Fiscalité réformée et recettes assimilées	155 715 304	151 105 931
			Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) part ex Taxe foncière	100 341 481	95 785 350
Intérêts de la dette	3 300 000	3 000 000	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) part ex CVAE	20 855 798	20 116 662
			Imposition forfaitaire entreprises de réseaux (IFER)	3 613 707	3 800 000
			Autres recettes fiscales et assimilées ⁽¹⁾⁽²⁾	30 904 318	31 403 919
Dispositif conjoncturel de lissage des recettes		1 600 000			
Disponible pour financement des DM	2 231 000	1 988 000	Autres produits de fonctionnement	6 943 248	6 364 301
TOTAUX	596 795 767	593 000 000	TOTAUX	561 526 711	571 834 369
			Résultat antérieur reporté	35 269 056	21 165 631
TOTAL GENERAL	596 795 767	593 000 000	TOTAL GENERAL	596 795 767	593 000 000

EPARGNE BRUTE en € ^(B) 22 411 944 28 588 000
 EPARGNE NETTE en € ^(B) 2 611 944 12 588 000
 (3) Selon modalités de calcul OFGL : hors résultats antérieurs, avec atténuation de certains crédits et travaux en régie

TAUX EPARGNE BRUTE*	BP 2024	OB 2025
Landes	4,5%	5,7%
Nouvelle Aquitaine	4,1%	
Strate (250 à 500 000 hbts)	5,0%	
Métropole hors 75-69 M	5,9%	
TAUX EPARGNE NETTE*	BP 2024	OB 2025
Landes	0,5%	2,5%
Nouvelle Aquitaine	-2,5%	
Strate (250 à 500 000 hbts)	-0,4%	
Métropole hors 75-69 M	0,5%	

*épargne (brute ou nette)/Recettes de fonctionnement

EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES, DES RECETTES ET DU BESOIN DE FINANCEMENT (budget principal et budgets annexes)

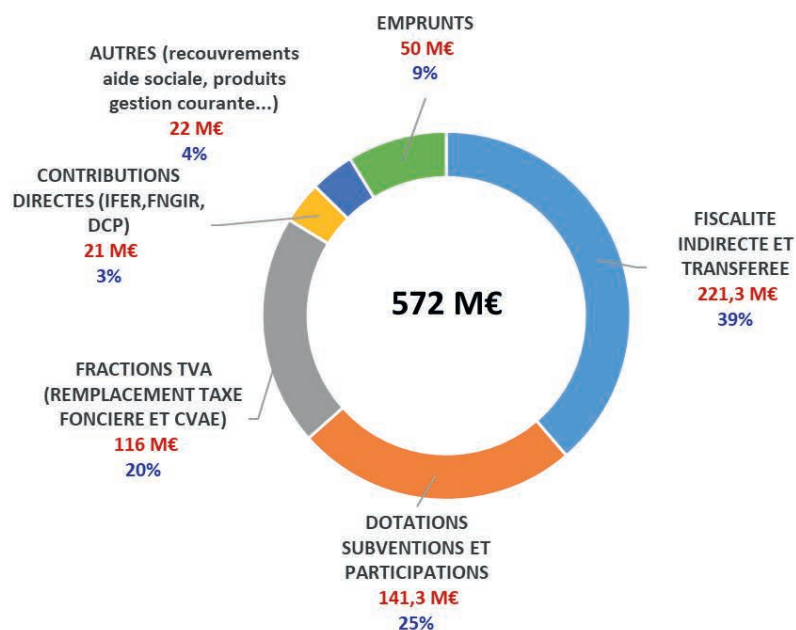
BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES ET RECETTES REELLES dont évolution du besoin de financement (Loi de Programmation des Finances Publiques)

	DEPENSES			RECETTES			dont Besoin de financement*		
	BP 2024	OB 2025	Evolution	BP 2024	OB 2025	Evolution	BP 2024	OB 2025	Evolution
BUDGET PRINCIPAL									
Investissement	120 000 000	110 200 000	-8,2%	68 550 000	66 434 369	-3,1%	30 200 000,00	34 000 000,00	12,6%
Fonctionnement	476 795 767	482 800 000	1,3%	492 976 711	505 400 000	2,5%			
Total	596 795 767	593 000 000	-0,6%	561 526 711	571 834 369	1,8%	30 200 000,00	34 000 000,00	12,6%
<i>(Hors reprises des résultats - Hors refinancement de dette - en charge nette du fonds de péréquation des droits de mutation)</i>									
	DEPENSES			RECETTES			dont Besoin de financement*		
	BP 2024	OB 2025	Evolution	BP 2024	OB 2025	Evolution	BP 2024	OB 2025	Evolution
DOMAINE DEPARTEMENTAL									
D'OGNOAS									
Investissement	207 500,00	296 950,00	43,1%	202 760,00	152 760,00	-24,7%	-13 400	-13 400	0,0%
Fonctionnement	999 000,00	1 196 310,00	19,8%	1 003 740,00	1 340 500,00	33,6%			
Total	1 206 500,00	1 493 260,00	23,8%	1 206 500,00	1 493 260,00	23,8%	-13 400	-13 400	0,0%
E.S.A.T. DE NONERES									
SOCIAL									
Investissement	171 888,80	545 967,90	217,6%	6 500,00	339 911,57	5129,4%			
Fonctionnement	1 051 871,03	1 065 351,00	1,3%	1 217 259,83	1 271 407,33	4,4%			
Total	1 223 759,83	1 611 318,90	31,7%	1 223 759,83	1 611 318,90	31,7%	0	0	
E.S.A.T. DE NONERES									
COMMERCIAL									
Investissement	74 365,00	355 936,98	378,6%	14 390,00	267 976,98	1762,2%			
Fonctionnement	1 194 760,00	1 273 615,00	6,6%	1 254 735,00	1 361 575,00	8,5%			
Total	1 269 125,00	1 629 551,98	28,4%	1 269 125,00	1 629 551,98	28,4%	0	0	
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT									
A LA VIE SOCIALE									
Investissement	12 090,00	39 475,29	226,5%	2 250,00	31 995,29	1322,0%			
Fonctionnement	442 620,00	647 646,40	46,3%	452 460,00	655 126,40	44,8%			
Total	454 710,00	687 121,69	51,1%	454 710,00	687 121,69	51,1%	0	0	
ENTREPRISE ADAPTEE									
DEPARTEMENTALE									
Investissement	227 985,00	465 106,91	104,0%	40 500,00	272 386,91	572,6%			
Fonctionnement	2 731 315,00	3 509 033,28	28,5%	2 918 800,00	3 701 753,28	26,8%			
Total	2 959 300,00	3 974 140,19	34,3%	2 959 300,00	3 974 140,19	34,3%	0	0	
PARC ET ATELIERS ROUTIERS									
DES LANDES									
Investissement	1 286 438,00	1 497 117,00	16,4%	100 000,00	219 117,00	119,1%			
Fonctionnement	6 347 219,00	6 219 003,00	-2,0%	7 533 657,00	7 497 003,00	-0,5%			
Total	7 633 657,00	7 716 120,00	1,1%	7 633 657,00	7 716 120,00	1,1%	0	0	
OPERATIONS FONCIERES									
ET IMMOBILIERES									
Investissement	60 000,00	100 000,00	66,7%	7 676,00	9 211,20	20,0%			
Fonctionnement	413 219,25	473 754,45	14,6%	465 543,25	564 543,25	21,3%			
Total	473 219,25	573 754,45	21,2%	473 219,25	573 754,45	21,2%	0	0	
E.P.S.I.I									
Investissement	485 132,67	454 131,66	-6,4%	66 737,00	32 800,00	-50,9%	-126 420	-126 420	0,0%
Fonctionnement	10 639 422,60	10 478 858,00	-1,5%	11 057 818,27	10 900 189,66	-1,4%			
Total	11 124 555,27	10 932 989,66	-1,7%	11 124 555,27	10 932 989,66	-1,7%	-126 420	-126 420	0,0%
E.P.E.F.40									
Investissement	457 949,66	443 898,90	-3,1%	33 380,00	7 380,00	-77,9%	-324 267	-327 854	1,1%
Fonctionnement	7 521 209,00	8 281 259,79	10,1%	7 945 778,66	8 717 778,69	9,7%			
Total	7 979 158,66	8 725 158,69	9,3%	7 979 158,66	8 725 158,69	9,3%	-324 267	-327 854	1,1%

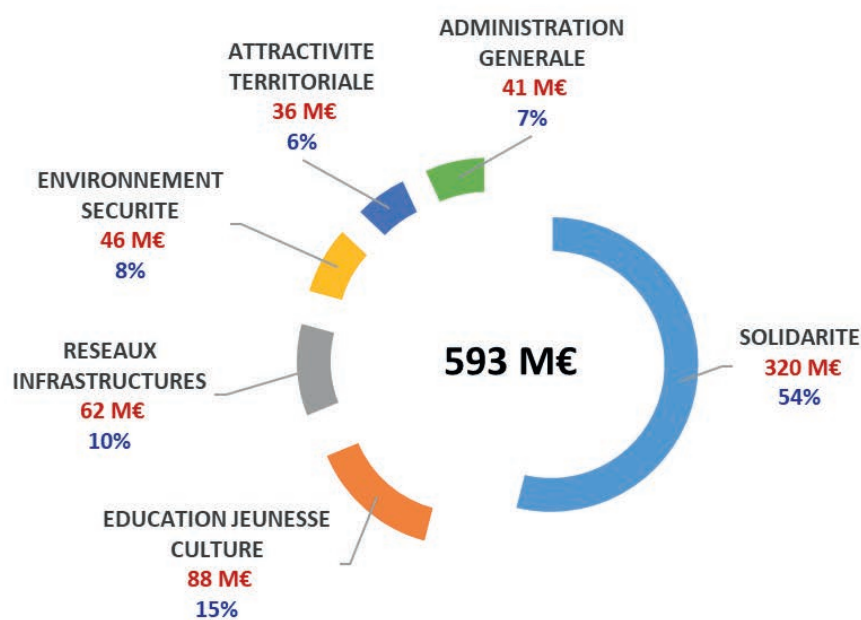
* Prévion d'emprunts (R16) - Remboursement capital emprunts (D16)

LE FINANCEMENT



LA REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITES

après répartition des dépenses non fonctionnelles





EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES

Base budgets primitifs

(en milliers d'€)



PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfections de TVA

LES RECETTES

EVOLUTION PAR SECTION

	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%	OB 2025	%
INVEST.	51 155	-8,5	29 900	-41,6	31 400	5,0	68 550	118,3	66 434	-3,1
FONCT.	453 562	2,0	484 091	6,7	498 219	2,9	492 977	-1,1	505 400	2,5
TOTAL	504 717	0,8	513 991	1,8	529 619	3,0	561 527	6,0	571 834	1,8

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

	2021	2022	2023	2024	OB 2025
INVEST.	10,1%	5,8%	5,9%	12,2%	11,6%
FONCT.	89,9%	94,2%	94,1%	87,8%	88,4%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

LES DEPENSES

EVOLUTION PAR SECTION

	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%	OB 2025	%
INVEST.	120 000	4,3	125 000	4,2	130 000	4,0	120 000	-7,7	110 200	-8,2
FONCT.	409 200	6,2	437 232	6,9	456 890	4,5	476 796	4,4	482 800	1,3
TOTAL	529 200	5,7	562 232	6,2	586 890	4,4	596 796	1,7	593 000	-0,6

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

	2021	2022	2023	2024	OB 2025
INVEST.	22,7%	22,2%	22,2%	20,1%	18,6%
FONCT.	77,3%	77,8%	77,8%	79,9%	81,4%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfections de TVA

LES RECETTES

en milliers d'€

	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%	2025	%
Investissement	51 155	-8,5%	29 900	-41,6%	31 400	5,0%	68 550	118,3%	66 434	-3,1%
Dotations et subventions	13 818	-0,2%	15 143	9,6%	17 905	18,2%	16 767	-6,4%	14 649	-12,6%
FCTVA	7 400	6,3%	7 000	-5,4%	7 010	0,1%	8 000	14,1%	8 400	5,0%
Autres dotations (DSID DDEC ...)	2 674	21,8%	2 595	-3,0%	3 150	21,4%	3 056	-3,0%	4 005	31,1%
Subv investissement	3 744	-20,1%	5 548	48,2%	7 745	39,6%	5 711	-26,3%	2 244	-60,7%
Avances créances divers	3 337	-34,4%	2 757	-17,4%	1 495	-45,8%	1 783	19,3%	1 785	0,1%
Créances	2 063	9,2%	1 917	-7,1%	1 395	-27,2%	729	-47,7%	359	-50,8%
Autres (Op compte tiers Cessions divers)	1 274	-60,2%	840	-34,1%	100	-88,1%	1 054	954,0%	1 426	35,3%
Emprunts	34 000	-8,1%	12 000	-64,7%	12 000	0,0%	50 000	316,7%	50 000	0,0%
Fonctionnement	453 562	2,0%	484 091	6,7%	498 219	2,9%	492 977	-1,1%	505 400	2,5%
Solidarité départementale	66 222	2,2%	70 079	5,8%	75 822	8,2%	78 582	3,6%	90 194	14,8%
Financement des allocations de solidarité	48 304	3,3%	51 854	7,3%	54 604	5,3%	56 854	4,1%	65 456	15,1%
Financement RSA (TICPE)	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%
Financement RSA (FMDI)	1 900	-2,8%	1 800	-5,3%	1 800	0,0%	1 800	0,0%	2 200	22,2%
Financement APA (CNSA-Dotation qualité)	19 000	8,0%	21 700	14,2%	24 150	11,3%	26 400	9,3%	33 402	26,5%
Financement PCH (CNSA)	3 250	6,6%	4 200	29,2%	4 500	7,1%	4 500	0,0%	5 700	26,7%
Autres recouvrements aide sociale	17 918	-0,8%	18 225	1,7%	21 218	16,4%	21 728	2,4%	24 738	13,9%
Dotations de l'Etat	60 572	-0,1%	60 491	-0,1%	60 580	0,1%	60 596	0,0%	60 596	0,0%
DGF	56 782	0,0%	56 701	-0,1%	56 700	0,0%	56 766	0,1%	56 766	0,0%
DGD	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%
FCTVA	260		260		350		300		300	
Droits de mutation (et TA)	98 600	6,0%	120 000	21,7%	115 000	-4,2%	95 000	-17,4%	98 000	3,2%
Fiscalité transférée (TSCA TICPE)	68 617	4,0%	70 000	2,0%	71 883	2,7%	79 300	10,3%	85 000	7,2%
(hors financement RSA)										
Autres produits de fiscalité indirecte	14 025	-13,9%	15 226	8,6%	15 535	2,0%	16 840	8,4%	14 140	-16,0%
(TElectricité, Taménagt, Rmines ...)										
Ressources fiscales et assimilées	138 801	1,0%	140 290	1,1%	151 631	8,1%	155 716	2,7%	151 106	-3,0%
Contributions directes	124 478	1,2%	125 950	1,2%	137 393	9,1%	141 641	3,1%	137 031	-3,3%
Fraction TVA compensatoire de la TFPB	86 002		88 488	2,9%	99 049	11,9%	100 342	1,3%	95 785	-4,5%
Fraction TVA compensatoire de la CVAE	18 980	-0,6%	18 033	-5,0%	18 791	4,2%	20 856	11,0%	20 117	-3,5%
IFER	2 640	13,7%	2 800	6,1%	3 204	14,4%	3 614	12,8%	3 800	5,1%
FNGIR	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%
Fds de compensation péréqué AIS	6 927	3,5%	6 700	-3,3%	6 420	-4,2%	6 900	7,5%	7 400	7,2%
DCRTP	11 367	-0,3%	11 367	0,0%	11 331	-0,3%	11 187	-1,3%	11 187	0,0%
Compensations fiscales et autres comp	2 956	-4,8%	2 973	0,6%	2 907	-2,2%	2 888	-0,7%	2 888	0,0%
Autres produits de fonctionnement	6 725	5,9%	8 005	19,0%	7 768	-3,0%	6 943	-10,6%	6 364	-8,3%
Total général	504 717	0,8%	513 991	1,8%	529 619	3,0%	561 527	6,0%	571 834	1,8%

PRESENTATION GENERALE

Base Budgets Primitifs en atténuations du FNPDMTO et des réfections de TVA

LES DEPENSES

en milliers d'€

	2021	%	2022	%	2023	%	BP 2024	%	OB 2025	%
Investissement	120 000	4,3%	125 000	4,2%	130 000	4,0%	120 000	-7,7%	110 200	-8,2%
Dépenses d'équipement	57 376	-1,0%	61 139	6,6%	67 423	10,3%	60 124	-10,8%	55 750	-7,3%
Voirie et cyclable travaux (hors batiments)	30 620	10,3%	32 435	5,9%	33 226	2,4%	25 239	-24,0%	25 343	0,4%
Collèges (travaux)	13 907	-8,0%	15 014	8,0%	14 920	-0,6%	11 844	-20,6%	12 120	2,3%
Numérique éducatif et divers équipements collèges	4 632	2,3%	2 250	-51,4%	4 940	119,6%	5 976	21,0%	4 176	-30,1%
Bâtiments (y compris bâtiments culturels)	3 386	-19,4%	5 982	76,7%	5 998	0,3%	10 933	82,3%	8 248	-24,6%
Autres dépenses d'équipement	4 831	9,7%	5 458	13,0%	8 339	52,8%	6 132	-26,5%	5 863	-4,4%
Autres interventions	42 724	11,8%	43 861	2,7%	42 577	-2,2%	40 076	-5,9%	38 450	-4,1%
Réseaux Mobilités infrastructures	8 656	5,5%	7 907	-8,7%	6 066	-23,3%	4 904	-19,2%	4 265	-13,0%
Accompagnement et développement durable du territoire	32 267	13,0%	34 154	7,1%	34 711	1,4%	33 811	-2,6%	33 070	-2,2%
Budget participatif	1 801	20,0%	1 800	0,0%	1 800	0,0%	1 361	-24,4%	1 115	-18,1%
Dettes	19 900	5,9%	20 000	0,5%	20 000	0,0%	19 800	-1,0%	16 000	-19,2%
Fonctionnement	409 200	6,2%	437 232	6,9%	456 890	4,5%	476 796	4,4%	482 800	1,3%
Solidarités humaines (hors frais de personnel)	242 390	5,3%	256 926	6,0%	270 285	5,2%	281 079	4,0%	289 250	2,9%
Allocations individuelles de solidarité	116 143	7,7%	120 484	3,7%	124 120	3,0%	126 650	2,0%	131 050	3,5%
Allocations RMI/RSA	53 120	10,0%	52 820	-0,6%	51 020	-3,4%	52 050	2,0%	53 350	2,5%
Prestations APA	53 093	6,5%	57 114	7,6%	61 500	7,7%	62 500	1,6%	64 500	3,2%
Prestation de compensation du handicap	9 930	2,3%	10 550	6,2%	11 600	10,0%	12 100	4,3%	13 200	9,1%
Autres dépenses de solidarité (yc assistants familiaux et transports élèves en situation de handicap)	126 247	3,1%	136 442	8,1%	146 165	7,1%	154 429	5,7%	158 200	2,4%
Autres politiques publiques départementales	73 113	9,4%	74 699	2,2%	78 022	4,4%	79 278	1,6%	79 269	0,0%
Education et citoyenneté	25 352	5,3%	25 260	-0,4%	26 840	6,3%	27 032	0,7%	27 132	0,4%
Développement du territoire	21 612	29,0%	22 798	5,5%	23 232	1,9%	23 163	-0,3%	21 977	-5,1%
SDIS	21 635	5,2%	22 052	1,9%	23 362	5,9%	24 507	4,9%	25 571	4,3%
Entretien patrimoine (voirie mobilités douces...)	4 514	0,0%	4 589	1,3%	4 588	0,0%	4 576	-0,3%	4 589	0,3%
Autres dépenses de fonctionnement	83 603	0,4%	88 502	5,9%	94 474	6,7%	98 561	4,3%	99 993	1,5%
Masse salariale ⁽¹⁾	70 265	2,8%	73 540	4,7%	77 490	5,4%	81 293	4,9%	83 320	2,5%
Autres dépenses	9 396	-11,0%	11 020	17,3%	13 042	18,3%	13 326	2,2%	12 731	-4,5%
Compensation Transfert Région Loi Notré	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%
Fonds de péréquation	4 800	77,8%	7 000	45,8%	8 800	25,7%	12 347	40,3%	7 700	-37,6%
Intérêts de la dette	2 216	0,0%	2 000	-9,7%	3 300	65,0%	3 300	0,0%	3 000	-9,1%
Dispositif de lissage conjoncturel des recettes									1 600	
Disponible pour financement des DM	3 078		8 105	163,3%	2 009	-75,2%	2 231	11,1%	1 988	-10,9%
Total général	529 200	5,7%	562 232	6,2%	586 890	4,4%	596 796	1,7%	593 000	-0,6%

(1) Incidence Mesures Nouvelles (intégration postes accès tous numériques, service public insertion et emploi (DEP=REC), assistants d'éducation numérique éducatif et du budget annexe actions culturelles patrimoniales) => à périmètre constant la masse salariale progresse de 2,5%

(1) Hors assistants familiaux (solidarité) et remplacements agents collèges (éducation-sports)

	2021	%	2022	%	2023	%	2024	%	2025	%
Fonctionnement	409 200	6,2%	437 232	6,9%	456 890	4,5%	476 796	4,4%	482 800	1,3%
Aide Sociale Globale (yc frais de personnel)	265 310	4,9%	280 809	5,8%	296 116	5,5%	308 479	4,2%	316 248	2,5%
Intérêts de la dette	2 216	0,0%	2 000	-9,7%	3 300	65,0%	3 300	0,0%	3 000	-9,1%
Autres dépenses de fonctionnement	141 674	8,7%	154 423	9,0%	157 474	2,0%	165 017	4,8%	163 552	-0,9%

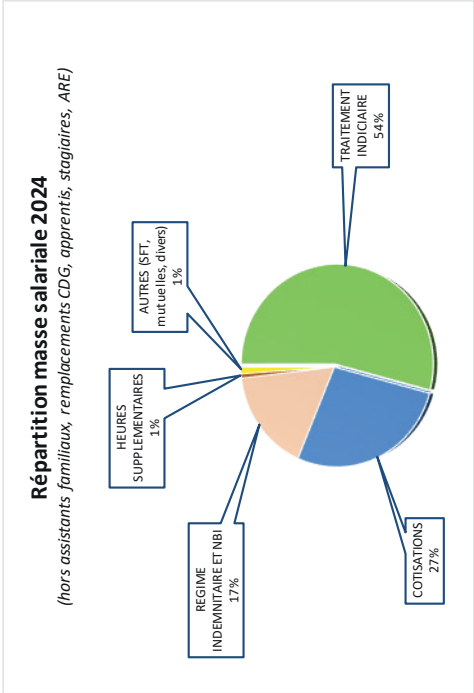


LES DEPENSES DE PERSONNEL



EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

	CA 2020	% évol	CA 2021	% évol	CA2022	% évol	CA 2023	% évol	CA 2024	% évol	OB 2025	% évol
MASSE SALARIALE Y COMPRIS MESURES NOUVELLES* (hors assistants familiaux)	69 982 750	2,0%	72 750 762	4,0%	76 966 285	5,8%	81 131 686	5,4%	83 233 365	2,6%	85 169 762	2,3%
MASSE SALARIALE A PERIMETRE CONSTANT, Y COMPRIS MESURES NOUVELLES* (hors assistants familiaux et AFTIC)	69 982 750	2,0%	72 750 762	4,0%	76 966 285	5,8%	80 322 986	4,4%	82 384 976	2,6%	84 313 891	2,3%
RECETTES EN ATTENUATION (rembours de personnels mis à disposition et part. Etat plan pauvreté stratégie enfance...)	-2 246 592		-3 757 725		-3 473 990		-2 547 939		-2 610 080		-2 550 000	
MASSE SALARIALE (hors assistants familiaux)	67 736 158	2,2%	68 993 037	1,9%	73 492 295	6,5%	77 775 047	5,8%	79 774 896	2,6%	81 763 891	2,5%
Assistants familiaux	14 925 287	1,6%	14 516 993	-2,7%	15 252 665	5,1%	17 076 881	12,0%	17 394 306	1,9%	17 851 100	2,6%



**EFFECTIFS EMPLOIS PERMANENTS
(hors Assistants)**

Années (1er janvier)	Total effectif (emplois pourvus)	dont conseillers numériques/ Animateurs SSID	dont postes cofinancés Etat/Europe, divers	dont AFTIC	dont agents mis à disposition	Total net effectif (emplois pourvus)	Evolution
2019	1412				68	1344	
2020	1407				70	1337	-0,5%
2021	1416	5	15		65	1331	-0,4%
2022	1461	17	15		66	1363	2,4%
2023	1470	11	23	20	66	1350	-0,9%
2024	1483	11	29	20	69	1354	0,0%
2025	1509	12	29	20	64	1384	2,2%

AVANTAGES EN NATURE AU 31/12/2024

NATURE	MARQUE/LOCALISATION
VEHICULE	PEUGEOT 308 DIESEL 7CV
LOGEMENTS DE FONCTION	COL HENRI EMMANUELLI LABRIT
POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	COL NELSON MANDELA BISCARROSSE
	COL AIMÉ CÉSAIRE ST GEOURS DE MAREMNE
	COL MARIE CURIE RION DES LANDES
	COL FRANCOIS TRUFFAUT ST MARTIN DE SEIGNANX
	COL LANGEVIN WALLON TARNOS
	COL D' ALBRET DAX
	COL J.CLAUDE SESCOUSSE ST VINCENT DE TYROSSE
	COL DANIELLE MITTERRAND ST PAUL LES DAX
	COL FRANCOIS MITTERRAND SOUSTONS
	CONCIERGERIE MEDIATHEQUE
	CONCIERGERIE HOTEL DU DEPARTEMENT
	CONCIERGERIE MUSEE D'ARTHOUIS

TEMPS DE TRAVAIL

Suite à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique et par délibération n° M-5/1 de la Décision Modificative n° 1-2022 du Conseil départemental des Landes approuvant le cadre du temps de travail applicable aux agents du Département, la durée annuelle de travail d'un agent à temps complet est fixée à 1 607 heures à compter du 1er janvier 2023.

LA DETTE



ETAT DE LA DETTE

Caractéristiques		Montants					Taux				
		Durée Initiale	Durée Résiduelle au 01/01/2025	Montant Initial	Dette en capital au 01/01/2025	ANNUITE 2025	Capital	Intérêts	Dette en capital au 31/12/2025	Index	Marge
Gestion active de la dette en 2020 et 2021											
TOTAL REALISATION ANNEE 2010 : 20 000 000											
CREDIT FONCIER 2009 (SOLDE TRANCHE 2 EN 2010)		15 ans	12 jours	20 000 000,00	333 333,53	336 429,16	333 333,53	3 095,63	0,00	EUR 3 mois 0,45	
				20 000 000,00	333 333,53	336 429,16	333 333,53	3 095,63	0,00		
TOTAL REALISATION ANNEE 2011 : 30 000 000											
BNP PARIBAS 2011		15 ans	1 an, 3 mois, 7 jours	20 000 000,00	2 000 000,18	1 385 390,16	1 333 333,36	52 056,80	666 666,82	EUR 3 mois 0,53	
BNP PARIBAS 2011 (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)		15 ans	1 an, 11 mois, 12 jours	5 000 000,00	666 666,84	354 053,51	333 333,38	20 720,13	333 333,46	EUR 3 mois 1,10	
CREDIT COOPERATIF (FIN EXERCICE 2011) (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)		15 ans	1 an, 11 mois, 30 jours	5 000 000,00	666 666,68	354 848,36	333 333,36	21 515,00	333 333,32	EUR 3 mois 1,20	
				30 000 000,00	3 333 333,70	2 094 292,03	2 000 000,10	94 291,93	1 333 333,60		
TOTAL REALISATION ANNEE 2012 (avant renégociations) : 22 000 000											
CAISSE D'EPARGNE 2013 (EMPRUNT ORIGINE 10 M€ CA 2012) (RENEG. MARGE EN 2015) (RENEG. EN TAUX FIXE EN 2020)		14 ans	2 ans, 8 mois, 10 jours	9 000 000,00	1 928 571,46	653 464,28	642 857,14	10 607,14	1 285 714,32	FIXE 0,60	
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRÊT CDC 2012 N°8 - 5 M€)		11 ans 9 mois	2 ans, 7 mois, 2 jours	3 916 000,00	916 510,60	363 870,71	333 276,60	30 594,11	583 234,00	EUR 3 mois 0,91	
CREDIT COOPERATIF 2012 - 3 M€ (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)		15 ans	2 ans, 7 mois, 20 jours	3 000 000,00	550 000,00	224 472,00	200 000,00	24 472,00	350 000,00	EUR 3 mois 1,20	
CAISSE D'EPARGNE 2012 - (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)		15 ans	2 ans, 11 mois, 3 jours	4 000 000,00	799 999,85	270 166,64	266 666,64	3 500,00	533 333,21	FIXE 0,50	
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CDC 2012 N°11 - 5 M€) (EMPRUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011)		12 ans 6 mois	3 ans, 4 mois, 2 jours	4 166 000,00	1 166 480,00	373 471,99	333 280,00	40 191,99	833 200,00	EUR 3 mois 0,91	
				24 082 000,00	5 361 561,91	1 885 445,62	1 776 080,38	109 365,24	3 585 481,53		
TOTAL REALISATION ANNEE 2013 (avant renégociations) : 10 000 000											
CREDIT COOPERATIF FIN EXERCICE 2013 (EMPRUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011)		15 ans	3 ans, 11 mois, 27 jours	5 000 000,00	1 333 333,34	379 250,03	333 333,36	45 916,67	999 999,98	LIVRET A 0,80	
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€)		18 ans	8 ans, 2 mois, 10 jours	6 000 000,00	2 750 000,13	439 206,89	333 333,35	105 873,54	2 416 666,78	EUR 3 mois 1,10	
BANQUE POSTALE / CAFFIL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€)		18 ans 10 mois	9 ans, 1 jour	3 375 000,00	1 665 000,00	187 987,50	180 000,00	7 987,50	1 485 000,00	FIXE 0,50	
				14 375 000,00	5 748 333,47	1 006 444,42	846 666,71	159 777,71	4 901 666,76		
TOTAL REALISATION ANNEE 2014 (hors solde CDC voirie) : 30 000 000											
EMPRUNT COLLEGE LABRIT		30 ans	20 ans, 2 mois, 1 jour	7 615 000,00	5 140 125,13	452 672,60	253 833,32	198 839,28	4 886 291,81	LIVRET A 1,00	
CDC 2014 VOIRIE 8 585 000 (7 385 000 EN 2014 - 1 200 000 EN 2015)		30 ans	20 ans, 2 mois, 1 jour	8 585 000,00	5 794 874,87	510 334,14	286 166,68	224 167,46	5 508 708,19	LIVRET A 1,00	
BANQUE POSTALE / CAFFIL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)		15 ans 1 mois	5 ans, 3 mois, 1 jour	15 000 000,00	5 500 000,00	1 017 937,50	1 000 000,00	17 937,50	4 500 000,00	FIXE 0,35	
				31 200 000,00	16 435 000,00	1 980 944,24	1 540 000,00	440 944,24	14 895 000,00		

ETAT DE LA DETTE

Caractéristiques			Montants					Taux			
Gestion active de la dette en 2020 et 2021		Durée initiale	Durée Résiduelle au 01/01/2025	Montant initial	Dette en capital au 01/01/2025	ANNUITE 2025	Capital	Intérêts	Dette en capital au 31/12/2025	Index	Marge
TOTAL REALISATION ANNEE 2015 (dont solde CDC voire) : 32 000 000											
CDC BATIMENTS	30 ans	20 ans, 5 mois, 1 jour		800 000,00	546 666,54	47 818,66	26 666,68	21 151,98	519 999,86	LIVRET A	1,00
CDC COLLEGES	30 ans	21 ans, 11 mois, 1 jour		10 800 000,00	7 920 000,00	666 835,08	360 000,00	306 835,08	7 560 000,00	LIVRET A	1,00
(4 300 000 EN 2015 ET 6 500 000 EN 2016)*	15 ans	5 ans, 6 mois, 1 jour		9 200 000,00	3 526 666,79	649 926,32	613 333,32	36 593,00	2 913 333,47	FIXE	1,11
BANQUE POSTALE / BEI (ENVELOPPE COLLEGES)	15 ans	6 ans, 1 jour		8 000 000,00	3 333 333,32	545 553,36	533 333,36	12 220,00	2 799 999,96	FIXE	0,39
LA BANQUE POSTALE (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)	15 ans	5 ans, 11 mois, 24 jours		8 500 000,00	3 399 999,88	671 869,32	566 666,65	105 202,67	2 833 333,23	EUR 3 mois	0,45
BNP PARIBAS (RENEGOCIATION MARGE EN 2020)				37 300 000,00	18 726 666,53	2 582 002,74	2 100 000,01	482 002,73	16 626 666,52		
*dont 240 000€ d'intérêts de préfinancement											
(- 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016)											
TOTAL REALISATION ANNEE 2016 (dont solde CDC collèges) : 30 000 000											
CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe COLLEGES)	15 ans	6 ans, 3 mois, 28 jour		3 200 000,00	1 386 666,68	227 706,66	213 333,33	14 373,33	1 173 333,35	FIXE	1,10
CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe Performance énergie)	15 ans	6 ans, 10 mois, 10 jours		759 000,00	366 807,80	54 288,60	51 015,86	3 272,74	315 791,94	FIXE	0,88
CDC COLLEGES (Prêt Croissance Verte)	15 ans	11 ans, 9 mois, 21 jours		4 870 000,00	2 922 000,00	243 500,00	243 500,00	0,00	2 678 500,00	FIXE	0,00
CREDIT AGRICOLE	15 ans	6 ans, 11 mois, 23 jours		3 000 000,00	1 446 312,98	212 867,84	201 530,75	11 337,09	1 244 782,23	FIXE	0,83
LA BANQUE POSTALE	15 ans	7 ans, 1 jour		7 671 000,00	3 707 650,00	540 230,18	511 400,00	28 830,18	3 196 250,00	FIXE	0,82
CREDIT COOPERATIF	15 ans	6 ans, 11 mois, 14 jours		4 000 000,00	1 866 666,64	282 533,34	266 666,67	15 866,67	1 599 999,97	FIXE	0,85
(+ 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016)											
TOTAL REALISATION 2017 : 13 000 000											
LA BANQUE POSTALE 2017	15 ans	7 ans, 1 mois, 1 jour		2 000 000,00	966 666,77	141 674,99	133 333,32	8 341,67	833 333,45	FIXE	0,91
CREDIT COOPERATIF 2017	15 ans	7 ans, 11 mois, 18 jours		3 000 000,00	1 600 000,00	216 000,00	200 000,00	16 000,00	1 400 000,00	FIXE	1,00
ARKEA CREDIT MUTUEL 2017	15 ans	7 ans, 11 mois, 20 jours		8 000 000,00	4 326 325,82	664 984,83	533 253,78	131 731,05	3 793 072,04	EUR 3 mois	0,40
TOTAL REALISATION 2018 : 22 000 000											
LA BANQUE POSTALE PLS ALZHEIMER	41 ans 6 mois	35 ans, 4 mois, 1 jour		14 500 000,00	13 352 713,44	815 344,57	268 226,77	547 117,80	13 084 486,67	LIVRET A	1,11
CREDIT AGRICOLE 2018	15 ans	8 ans, 11 mois, 20 jours		7 500 000,00	4 666 547,06	551 448,45	493 116,61	58 331,84	4 173 430,45	FIXE	1,25
TOTAL REALISATION 2019 : 15 8000 000											
MSA ALZHEIMER	10 ans	5 ans, 1 mois		300 000,00	180 897,96	30 414,08	29 961,84	452,24	150 936,12	FIXE	0,25
SOCIETE GENERALE 2019	15 ans	9 ans, 7 mois, 19 jours		10 000 000,00	6 499 999,93	705 950,57	666 666,68	39 283,89	5 833 333,25	FIXE	0,62
CREDIT COOPERATIF 2019	15 ans	9 ans, 5 mois, 10 jours		5 500 000,00	3 483 333,26	408 489,60	366 666,68	41 822,92	3 116 666,58	FIXE	1,25
TOTAL REALISATION 2020 : 16 000 000											
LA BANQUE POSTALE 2020	15 ans	11 ans, 1 jour		10 000 000,00	7 499 999,95	694 941,68	666 666,68	28 275,00	6 833 333,27	FIXE	0,39
SOCIETE GENERALE	15 ans	10 ans, 11 mois, 14 jours		6 000 000,00	4 400 000,00	418 957,89	400 000,00	18 957,89	4 000 000,00	FIXE	0,44
TOTAL REALISATION 2024 : 20 000 000											
AGENCE France LOCALE 2024	15 ans	14 ans, 10 mois, 21 jours		20 000 000,00	20 000 000,00	1 921 051,37	1 333 333,32	587 718,05	18 666 666,68	FIXE	3,05
TOTAL											
				267 257 000,00	128 610 817,43	18 015 942,86	15 174 753,02	2 841 189,84	113 436 064,41	Taux moyen estimé au 31/12/2025	
										2,21	

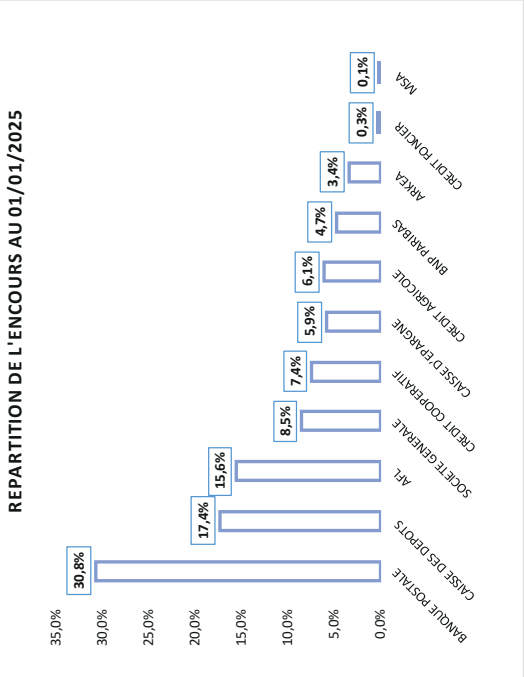
BEI : Banque Européenne d'investissement
CAFFIL : Caisse Française de Financement Local

BEI : Banque Européenne d'Investissement
CAFFIL : Caisse Française de Financement Local

ETAT DE LA DETTE PAR PRETEUR AU 01/01/2025

	Dette en capital au 01/01/2025	EN %
BANQUE POSTALE	39 552 030	30,8%
CAISSE DES DEPOTS	22 323 667	17,4%
AFL	20 000 000	15,6%
SOCIETE GENERALE	10 900 000	8,5%
CREDIT COOPERATIF	9 500 000	7,4%
CAISSE D'EPARGNE	7 561 562	5,9%
CREDIT AGRICOLE	7 866 335	6,1%
BNP PARIBAS	6 066 667	4,7%
ARKEA	4 326 326	3,4%
CREDIT FONCIER	333 334	0,3%
MSA	180 898	0,1%

128 610 817	100,00%
-------------	---------



ETAT DE LA DETTE PAR TYPE DE TAUX AU 01/01/2025

	Dette en capital au 01/01/2025	EN %
TAUX FIXE	77 747 120,45	60,5%
LIVRET A	34 087 713,32	26,5%
EURIBOR 1 et 3 mois	16 775 983,66	13,0%

128 610 817	100,0%
-------------	--------

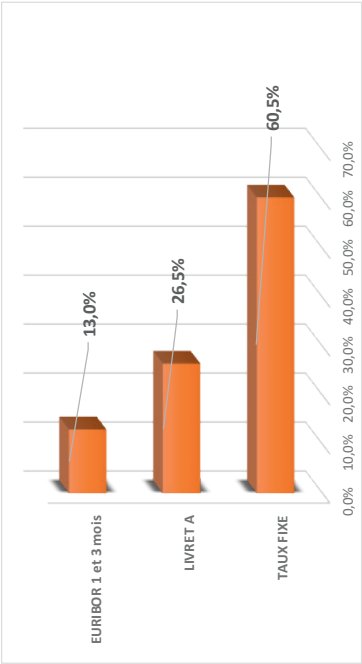


Tableau d'extinction Prévisionnel de la dette au 01/01/2025

Exercice	Dette en capital au 1er Janvier	Amortissement	Intérêts	Annuité	Dette en capital au 31 Décembre
2018	187 769 643,59	16 988 403,36	1 855 997,78	18 844 401,14	192 781 240,23
2019	192 781 240,23	17 859 284,10	2 101 472,75	19 960 756,85	190 721 956,13
2020	190 721 956,13	18 736 945,91	1 894 730,45	20 631 676,36	187 985 010,22
2021	187 985 010,22	19 867 244,07	1 671 696,38	21 538 940,45	168 117 766,15
2022	168 117 766,15	19 965 980,47	1 789 890,96	21 755 871,43	148 151 785,68
2023	148 151 785,68	20 001 218,49	3 080 486,83	23 081 705,32	128 150 567,19
2024	128 150 567,19	19 539 749,97	2 925 539,60	22 465 289,57	128 610 817,22
2025	108 610 817,22	15 174 753,02	2 841 189,84	18 015 942,86	113 436 064,41
2026	113 436 064,41	14 190 279,00	2 548 515,24	16 738 794,24	99 245 785,41
2027	99 245 785,41	12 739 350,04	2 293 112,41	15 032 462,45	86 506 435,37
2028	86 506 435,37	11 279 148,16	2 071 686,91	13 350 835,07	75 227 287,21
2029	75 227 287,21	10 795 308,29	1 874 883,54	12 670 191,83	64 431 978,92
2030	64 431 978,92	10 158 309,77	1 686 420,11	11 844 729,88	54 273 669,15
2031	54 273 669,15	8 111 106,85	1 511 420,62	9 622 527,47	46 162 562,30
2032	46 162 562,30	6 869 754,69	1 360 854,74	8 230 609,33	39 292 807,71
2033	39 292 807,71	5 722 627,76	1 218 834,64	6 941 462,40	33 570 179,95
2034	33 570 179,95	4 615 481,56	1 106 831,93	5 722 313,49	28 954 698,39
2035	28 954 698,39	3 893 085,72	1 009 529,54	4 902 615,26	25 061 612,67
2036	25 061 612,67	2 999 133,83	916 538,39	3 915 672,22	22 062 478,84
2037	22 062 478,84	2 595 128,97	823 248,12	3 418 377,09	19 467 349,87
2038	19 467 349,87	2 601 405,99	731 769,11	3 333 175,10	16 865 943,88
2039	16 865 943,88	2 607 800,76	639 236,03	3 247 036,79	14 258 143,12
2040	14 258 143,12	1 280 981,59	563 493,18	1 844 474,77	12 977 161,53
2041	12 977 161,53	1 287 617,97	511 112,07	1 798 730,04	11 689 543,56
2042	11 689 543,56	1 294 378,62	459 442,12	1 753 820,74	10 395 164,94
2043	10 395 164,94	1 301 265,93	407 488,44	1 708 754,37	9 083 898,01
2044	9 093 899,01	1 308 282,23	356 068,23	1 664 350,46	7 785 616,78
2045	7 785 616,78	897 096,19	306 764,99	1 203 861,18	6 888 520,59
2046	6 888 520,59	756 044,84	274 735,07	1 030 779,91	6 132 475,75
2047	6 132 475,75	403 462,81	249 247,70	652 710,51	5 729 012,94
2048	5 729 012,94	411 019,74	232 959,53	643 979,27	5 317 993,20
2049	5 317 993,20	418 718,19	215 069,42	633 787,61	4 899 275,01
2050	4 899 275,01	426 560,83	197 498,66	624 059,49	4 472 714,18
2051	4 472 714,18	434 550,38	179 598,80	614 149,18	4 038 163,80
2052	4 038 163,80	442 689,57	161 812,16	604 501,73	3 595 474,23
2053	3 595 474,23	450 981,20	142 787,01	593 768,21	3 144 493,03
2054	3 144 493,03	459 428,14	123 862,41	583 290,55	2 685 064,89
2055	2 685 064,89	468 033,29	104 583,33	572 616,62	2 217 031,60
2056	2 217 031,60	476 799,63	85 182,76	561 982,39	1 740 231,97
2057	1 740 231,97	485 730,15	64 935,13	550 665,28	1 254 501,82
2058	1 254 501,82	494 827,93	44 552,34	539 380,27	799 673,89
2059	799 673,89	504 096,13	23 787,78	527 883,91	255 577,76
2060	255 577,76	255 577,76	4 000,50	259 578,26	0,00

extinctions des emprunts

CDC 19,5 M€ dernière échéance 01/01/2024 (amort 1,7M€)

SG 33 M€ dernière échéance 09/09/2024 (amort 1,7M€)

Crédit Foncier 20M€ dernière échéance 15/12/2024 (amort 1,3M€)

EVOLUTION DE LA DETTE POUR EMPRUNT

Comparaisons nationales

DETTE POUR EMPRUNT	CA 2020	Evol 2019/2020	CA 2021	Evol 2020/2021	CA 2022*	Evol 2021/2022	CA 2023	Evol 2022/2023	CA 2024*	Evol 2023/2024
ENCOURS en €	187 985 010	-1,44%	168 117 766	-10,57%	148 151 786	-11,88%	128 610 817	-13,19%	128 610 817	0,00%
ANNUITE en € hors gestion active de la dette et hors ICNE	20 631 676	3,36%	21 538 940	4,40%	21 755 871	1,01%	23 081 705	6,09%	22 425 053	-2,84%
ANNUITE en € hors gestion active de la dette et y compris ICNE à/c de 2016 (base critères DGCL) (Pour mémoire : refinancement/renégociation)	20 546 284	3,32%	21 443 857	4,37%	21 789 708	1,61%	23 084 157	5,94%	22 334 743	-3,25%
Nombre d'habitants INSEE-DGCL	419 709		422 602		425 968		430 346		435 050	**
Encours en €/hab dans les Landes	448	-1,79%	398	-11,18%	348	-12,57%	298	-14,38%	296	-0,73%
Encours en €/hab moy Nat *	515		504		486		479		NC	
Annuité en €/hab dans les Landes	49	2,56%	51	3,65%	51	0,81%	54	4,86%	51	-4,29%
Annuité en €/hab moy Nat *	61		64		61		63		NC	
Capacité de désendettement (encours/epargne brute)	3,0	20,00%	1,7	-43,33%	1,6	-5,88%	2,2	37,50%	2,3	4,55%
Moyenne Nationale*	4,2		2,8		2,6		4,4		NC	

* Base CA 2024 provisoire

** Source : INSEE Population au 01/01/2024



LES ELEMENTS COMPARATIFS

REGION NOUVELLE-AQUITAINE

STRATE

METROPOLE (hors Paris)

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2022 - année de référence 2019).



Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement *(hors gestion active de la dette)*

Départements	Remboursement d'emprunts hors GAD			Produits des emprunts			Dette au 31/12/2023			Annuité de la dette		
	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022
Charente	19,1	53	-0,1%	20,0	55	50,0%	178,2	493,9	0,5%	23,4	64,9	11,1%
Charente-Maritime	36,1	54	-3,0%	40,0	60	7,5%	389,1	579,4	1,0%	45,7	68,1	7,1%
Corrèze	30,3	123	1,1%	0,0	0		240,0	971,8	-12,9%	36,5	147,7	1,8%
Creuse	11,2	94	-4,1%	8,0	67	-12,5%	93,1	779,8	-3,5%	13,4	111,9	2,1%
Deux-Sèvres	20,3	53	-8,6%	0,0	0		152,7	396,9	-13,3%	25,2	65,5	-3,4%
Dordogne	35,7	84	0,8%	34,8	82	2,3%	451,0	1 065,4	-0,2%	47,1	111,2	9,0%
Gironde	64,3	39	1,2%	175,0	105	48,6%	924,6	556,5	12,0%	87,1	52,4	10,8%
Haute-Vienne	4,7	12	-6,1%	0,0	0		31,3	82,5	-15,1%	5,1	13,5	-4,5%
Landes	20,0	46	0,2%	0,0	0		128,2	297,8	-15,6%	23,1	53,6	5,6%
Lot-et-Garonne	26,9	79	2,2%	9,5	28	-26,3%	202,5	597,4	-8,6%	32,1	94,6	4,6%
Pyrénées-Atlantiques	36,7	52	6,8%	45,0	64	40,0%	329,2	466,3	2,7%	45,5	64,5	14,6%
Vienne	21,6	48	-1,2%	25,0	56	20,0%	188,8	420,1	1,8%	25,6	57,0	5,8%
Métropole hors Paris, Corse et 69M	3 203,6	51	0,0	2 791,7	45	16,2%	29 969,4	479,3	-1,2%	3 942,8	63,1	2,9%
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	518,4	55	-0,2	310,3	33	-33,6%	4 685,9	494,3	-4,5%	636,6	67,2	-10,1%
NOUVELLE AQUITAINE	326,9	53	0,0	357,3	58	26,7%	3 308,6	536,1	0,9%	409,8	66,4	7,4%

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement *(hors gestion active de la dette)*

Départements	Remboursement d'emprunts hors GAD			Produits des emprunts			Dette au 31/12/2023			Annuité de la dette		
	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022
Ain	45,3	67	15,7%	10,0	15	-69,7%	357,3	530,2	-9,9%	56,0	83,1	12,3%
Aisne	30,6	57	1,0%	31,7	59	18,0%	516,9	955,2	0,2%	48,7	89,9	1,3%
Allier	28,7	83	1,9%	5,0	15	-500,0%	247,4	718,3	-9,6%	33,4	96,9	4,2%
Alpes-de-Haute-Provence	20,1	118	29,2%	6,7	39	39,8%	84,7	498,1	-15,9%	22,0	129,1	27,5%
Alpes-Maritimes	92,8	84	7,2%	60,0	54	-18,3%	824,9	742,2	-4,0%	114,3	102,8	6,3%
Alsace	81,5	42	-43,4%	0,0	0		519,9	267,2	-15,7%	94,5	48,6	-34,7%
Ardèche	22,9	68	4,8%	0,0	0		271,6	803,2	-8,4%	29,9	88,5	13,0%
Ardennes	21,7	79	0,1%	10,0	36	-80,0%	153,0	554,6	-7,7%	28,4	102,9	13,1%
Ariège	8,8	56	82,2%	0,0	0	-59,7%	0,7	4,7	-1180,6%	9,3	59,0	82,4%
Aube	2,4	8	2,0%	20,0	63	100,0%	35,4	111,3	49,5%	3,1	9,6	5,8%
Aude	23,6	62	4,6%	20,0	52	-54,4%	232,3	605,2	-1,6%	28,4	74,1	12,0%
Aveyron	22,1	76	-5,3%	15,0	52	0,0%	169,7	585,6	-4,2%	25,0	86,2	-3,2%
Bouches-du-Rhône	92,9	45	-2,3%	242,2	117	9,9%	1 933,1	932,8	7,7%	127,9	61,7	11,6%
Calvados	17,4	24	-15,7%	0,0	0		117,2	164,8	-14,9%	20,0	28,2	-11,5%
Cantal	16,2	108	2,0%	10,0	67	-44,9%	173,5	1 162,3	-3,6%	20,2	135,1	5,0%
Charente	19,1	53	-0,1%	20,0	55	50,0%	178,2	493,9	0,5%	23,4	64,9	11,1%
Charente-Maritime	36,1	54	-3,0%	40,0	60	7,5%	389,1	579,4	1,0%	45,7	68,1	7,1%
Cher	26,4	86	0,3%	24,5	80	24,0%	240,5	781,2	-0,9%	31,7	103,0	3,1%
Corrèze	30,3	123	1,1%	0,0	0		240,0	971,8	-12,9%	36,5	147,7	1,8%
Côte-d'Or	28,4	52	15,1%	20,0	37	-20,0%	220,8	403,7	-3,8%	34,8	63,6	18,0%
Côtes-d'Armor	30,1	48	-21,9%	0,0	0		198,3	318,9	-15,2%	34,3	55,2	-19,0%
Creuse	11,2	94	-4,1%	8,0	67	-12,5%	93,1	779,8	-3,5%	13,4	111,9	2,1%
Deux-Sèvres	20,3	53	-8,6%	0,0	0		152,7	396,9	-13,3%	25,2	65,5	-3,4%
Dordogne	35,7	84	0,8%	34,8	82	2,3%	451,0	1 065,4	-0,2%	47,1	111,2	9,0%
Doubs	23,0	41	7,1%	30,0	54	56,7%	238,9	427,4	2,9%	29,1	52,1	5,6%
Drôme	11,9	22	-16,9%	25,0	47	40,0%	84,5	159,3	15,5%	12,5	23,6	-16,7%
Essonne	89,4	68	8,0%	176,3	134	52,4%	1 038,1	786,3	8,4%	110,6	83,8	14,6%
Eure	20,3	33	-2,4%	50,0	82	50,0%	352,3	574,9	8,4%	25,9	42,3	5,1%
Eure-et-Loir	24,9	56	-3,7%	30,0	68	-47,3%	265,6	601,5	1,9%	29,2	66,2	2,7%
Finistère	45,3	48	22,2%	10,1	11	95,0%	206,3	218,9	-17,1%	50,4	53,5	22,5%
Gard	43,9	57	3,8%	10,0	13	-200,0%	461,2	602,9	-7,4%	54,1	70,7	3,4%
Gers	15,3	77	0,9%	15,2	77	1,3%	121,9	614,0	-0,1%	17,3	87,0	3,6%
Gironde	64,3	39	1,2%	175,0	105	48,6%	924,6	556,5	12,0%	87,1	52,4	10,8%
Haute-Garonne	54,7	38	1,7%	80,5	56	8,1%	408,4	283,8	6,3%	64,8	45,1	7,5%
Haute-Loire	12,0	51	2,8%	5,0	21	-100,0%	79,7	340,2	-8,8%	13,9	59,4	6,2%
Haute-Marne	4,4	25	-27,7%	10,0	57	90,0%	33,2	187,7	16,9%	4,7	26,8	-23,9%
Hautes-Alpes	19,8	137	4,6%	0,0	0		146,5	1 010,3	-13,5%	24,5	169,2	5,8%
Haute-Saône	16,6	69	-5,5%	15,0	62	0,0%	121,0	502,5	-1,4%	18,8	78,2	-1,7%
Haute-Savoie	21,9	26	5,1%	89,4	104	44,1%	173,6	202,7	38,9%	24,6	28,8	4,7%
Hautes-Pyrénées	18,9	80	8,1%	0,0	0		135,1	573,1	-14,0%	22,4	95,1	10,5%
Haute-Vienne	4,7	12	-6,1%	0,0	0		31,3	82,5	-15,1%	5,1	13,5	-4,5%
Hauts-de-Seine	19,5	12	-27,9%	0,0	0		136,8	83,3	-14,2%	26,5	16,1	-30,3%
Hérault	42,2	35	-109,6%	120,0	99	58,3%	645,5	534,9	12,1%	55,2	45,7	-78,5%
Ille-et-Vilaine	59,1	53	-3,6%	80,0	72	87,5%	437,7	393,0	4,8%	69,1	62,0	1,3%
Indre	0,8	3	3,8%	0,0	0		0,0	0,0	-35,3%	0,9	3,9	-20,9%
Indre-et-Loire	28,4	46	-3,0%	34,0	54	85,3%	221,1	354,1	2,5%	31,8	51,0	1,9%
Isère	44,6	34	-11,3%	0,0	0		450,8	346,1	-9,9%	48,8	37,4	-9,7%
Jura	15,5	58	0,0%	0,0	0		63,3	236,2	-24,5%	17,4	65,1	2,3%
Landes	20,0	46	0,2%	0,0	0		128,2	297,8	-15,6%	23,1	53,6	5,6%
Loire	32,6	42	-2,5%	15,0	19	100,0%	271,2	346,6	-6,5%	40,3	51,5	0,2%
Loire-Atlantique	56,8	39	1,3%	95,1	65	99,9%	578,1	392,1	6,6%	71,0	48,1	6,3%
Loiret	36,4	52	8,6%	0,0	0	62,2%	410,1	588,5	-8,9%	47,9	68,7	8,7%
Loir-et-Cher	8,0	24	-201,9%	20,0	59	50,0%	110,5	327,2	10,8%	9,7	28,6	-162,4%

Les comptes administratifs des départements 2023

L'endettement (hors gestion active de la dette)

Départements	Remboursement d'emprunts hors GAD			Produits des emprunts			Dette au 31/12/2023			Annuité de la dette		
	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022	2023 M€	2023 €/hab	Evolution/ 2022
Lot	9,5	53	3,7%	4,0	22	-25,0%	66,0	366,3	-8,4%	11,1	61,4	7,8%
Lot-et-Garonne	26,9	79	2,2%	9,5	28	-26,3%	202,5	597,4	-8,6%	32,1	94,6	4,6%
Lozère	6,0	74	14,7%	0,0	0		38,6	480,5	-15,4%	6,8	84,5	17,6%
Maine-et-Loire	32,7	39	-20,8%	25,1	30	100,0%	290,5	345,5	-3,3%	40,2	47,9	-19,2%
Manche	33,3	65	3,0%	25,0	49	-20,0%	248,0	485,8	-3,4%	39,8	77,9	3,6%
Marne	19,1	33	5,5%	20,0	35	25,0%	156,8	271,2	0,6%	21,8	37,7	5,1%
Mayenne	10,7	34	5,0%	0,0	0		95,2	301,4	-11,2%	12,0	38,0	6,7%
Meurthe-et-Moselle	23,4	32	5,6%	0,0	0		143,1	192,2	-16,4%	27,0	36,3	7,9%
Meuse	12,3	66	6,1%	11,6	62	48,3%	132,0	701,1	-0,6%	16,9	89,5	12,8%
Morbihan	23,8	30	5,8%	0,0	0		94,9	120,8	-25,0%	26,4	33,5	4,9%
Moselle	48,3	45	1,6%	40,4	38	24,8%	555,7	520,5	-1,4%	61,0	57,1	7,2%
Nièvre	17,6	84	4,2%	17,0	82	4,1%	200,6	964,9	-0,3%	22,6	108,5	8,4%
Nord	129,0	49	4,7%	129,0	49	4,7%	1 244,3	471,8	5,5%	159,2	60,4	11,1%
Oise	71,5	84	-0,3%	52,0	61	-26,9%	645,0	761,4	-3,3%	85,5	101,0	7,3%
Orne	16,5	58	-3,8%	16,5	58	-3,0%	129,2	451,2	0,0%	18,9	65,9	-3,3%
Pas-de-Calais	85,1	57	3,2%	100,0	67	20,0%	731,6	493,1	2,0%	100,7	67,9	9,9%
Puy-de-Dôme	39,0	58	20,3%	15,0	22	-66,6%	241,9	357,7	-10,8%	45,5	67,3	23,1%
Pyrénées-Atlantiques	36,7	52	6,8%	45,0	64	40,0%	329,2	466,3	2,7%	45,5	64,5	14,6%
Pyrénées-Orientales	16,4	33	-326,6%	0,0	0		127,3	259,6	-12,9%	19,5	39,8	-299,5%
Rhône	24,4	51	-7,2%	25,0	52	100,0%	319,0	668,9	-0,6%	38,0	79,7	-17,8%
Saône-et-Loire	34,1	60	-11,8%	21,0	37	52,4%	269,5	476,0	-4,9%	38,3	67,7	-8,3%
Sarthe	19,1	33	-7,7%	0,0	0	-745,0%	148,0	255,1	-12,9%	23,7	40,9	-3,7%
Savoie	10,9	24	-113,2%	0,0	0		126,3	279,3	-8,6%	15,4	34,1	-74,9%
Seine-et-Marne	73,4	51	-33,5%	77,0	53	17,9%	566,9	392,3	0,6%	89,9	62,2	-21,5%
Seine-Maritime	113,2	89	11,2%	10,9	9	-175,8%	690,8	541,7	-14,8%	136,4	107,0	14,2%
Seine-Saint-Denis	106,2	64	4,4%	100,1	60	0,0%	1 613,7	970,9	-0,4%	160,2	96,4	10,6%
Somme	20,3	35	-8,5%	0,0	0	28,6%	218,5	377,6	-9,3%	25,9	44,8	-3,1%
Tarn	24,3	61	-3,4%	12,0	30	8,3%	225,7	562,0	-5,5%	30,8	76,8	3,3%
Tarn-et-Garonne	17,9	67	2,9%	13,0	48	0,0%	175,9	656,1	-2,8%	22,8	85,2	1,8%
Territoire de Belfort	7,7	54	1,6%	7,0	49	-100,2%	87,4	610,8	-0,8%	9,8	68,2	6,6%
Val-de-Marne	83,0	59	4,8%	161,0	114	22,2%	1 176,1	830,2	6,6%	108,7	76,7	14,3%
Val-d'Oise	75,2	60	-12,4%	0,0	0		708,8	561,8	-10,6%	93,5	74,1	-6,8%
Var	134,0	122	58,9%	0,0	0		315,5	286,2	-42,5%	149,1	135,2	52,1%
Vaucluse	22,5	39	-11,6%	20,0	35	50,0%	160,8	280,7	-1,6%	26,0	45,4	-6,6%
Vendée	38,4	54	-29,5%	0,1	0	5,5%	193,7	272,1	-19,8%	46,1	64,7	-23,5%
Vienne	21,6	48	-1,2%	25,0	56	20,0%	188,8	420,1	1,8%	25,6	57,0	5,8%
Vosges	34,2	92	-2,4%	9,0	24	-288,9%	237,0	634,9	-10,6%	39,5	105,9	2,7%
Yonne	18,4	54	1,7%	1,0	3	100,0%	128,2	374,3	-13,5%	21,7	63,3	6,1%
Yvelines	47,0	32	18,8%	136,0	92	15,4%	669,4	454,1	13,3%	58,8	39,9	24,1%
Métropole hors Paris, Corse et 69M	3 203,6	51	0,0	2 791,7	45	16,2%	29 969,4	479,3	-1,2%	3 942,8	63,1	2,9%
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	518,4	55	-0,2	310,3	33	-33,6%	4 685,9	494,3	-4,5%	636,6	67,2	-10,1%
NOUVELLE AQUITAINE	326,9	53	0,0	357,3	58	26,7%	3 308,6	536,1	0,9%	409,8	66,4	7,4%

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL

INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

Soldes de gestion et indicateur

Départements	Epargne de gestion		Epargne brute		Epargne nette		Taux endettement Encours/RRF	Délai désendettement Encours/épargne brute	Annuité/RRF	Annuité/Epargne de gestion
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	%	années	%	%
Charente	57,2	158	52,9	147	33,7	94	38,4%	3,4	5,1%	41,0%
Charente-Maritime	108,5	162	100,1	149	64,0	95	49,8%	3,9	5,8%	42,1%
Corrèze	82,5	334	83,2	337	52,9	214	71,1%	2,9	10,8%	44,2%
Creuse	21,1	177	19,7	165	8,5	71	47,8%	4,7	6,9%	63,3%
Deux-Sèvres	48,7	127	43,8	114	23,5	61	39,4%	3,5	6,5%	51,7%
Dordogne	58,6	138	47,3	112	11,6	27	84,1%	9,5	8,8%	80,3%
Gironde	10,7	6	-7,3	-4	-71,6	-43	54,3%	-126,5	5,1%	812,4%
Haute-Vienne	64,1	169	63,8	168	59,1	156	7,1%	0,5	1,2%	8,0%
Landes	61,7	143	59,1	137	39,1	91	25,5%	2,2	4,6%	37,4%
Lot-et-Garonne	55,8	165	50,8	150	23,9	70	47,0%	4,0	7,4%	57,5%
Pyrénées-Atlantiques	69,3	98	63,3	90	26,6	38	44,5%	5,2	6,2%	65,7%
Vienne	42,1	94	38,0	85	16,4	37	41,9%	5,0	5,7%	60,9%
Métropole hors Paris, Corse et 69M	7 285,9	117	6 936,9	111	3 733,3	60	43,9%	4,3	5,8%	54,1%
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	1 425,1	150	1 361,0	144	842,7	89	41,5%	3,4	5,6%	44,7%
NOUVELLE AQUITAINE	680,1	110	614,7	100	287,7	47	47,5%	5,4	5,9%	60,2%

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

Départements	Epargne de gestion		Epargne brute		Epargne nette		Taux endettement Encours/RRF	Délai désendette ment	Annuité/ RRF	Annuité/ Epargne de gestion
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	%	années	%	%
Ain	129,7	193	122,5	182	77,2	115	57,9%	2,9	9,1%	43,2%
Aisne	34,8	64	17,6	32	-13,0	-24	83,1%	29,4	7,8%	139,6%
Allier	83,3	242	79,1	230	50,4	146	52,1%	3,1	7,0%	40,1%
Alpes-de-Haute-Provence	36,7	216	35,0	206	14,9	88	34,1%	2,4	8,8%	59,8%
Alpes-Maritimes	250,8	226	230,5	207	137,7	124	60,7%	3,6	8,4%	45,6%
Alsace	225,2	116	227,9	117	146,4	75	27,7%	2,3	5,0%	42,0%
Ardèche	54,2	160	44,8	133	21,9	65	68,6%	6,1	7,6%	55,2%
Ardennes	28,2	102	21,6	78	-0,1	0	42,0%	7,1	7,8%	100,5%
Ariège	47,2	299	46,6	295	37,9	240	0,4%	0,0	4,7%	19,8%
Aube	45,4	143	44,8	141	42,3	133	9,6%	0,8	0,8%	6,7%
Aude	50,4	131	49,2	128	25,5	66	40,7%	4,7	5,0%	56,5%
Aveyron	52,9	182	56,1	194	34,0	117	43,3%	3,0	6,4%	47,3%
Bouches-du-Rhône	220,0	106	209,1	101	116,3	56	75,8%	9,2	5,0%	58,1%
Calvados	87,3	123	95,0	134	77,6	109	15,7%	1,2	2,7%	22,9%
Cantal	43,2	290	39,3	263	23,1	155	72,3%	4,4	8,4%	46,6%
Charente	57,2	158	52,9	147	33,7	94	38,4%	3,4	5,1%	41,0%
Charente-Maritime	108,5	162	100,1	149	64,0	95	49,8%	3,9	5,8%	42,1%
Cher	41,8	136	36,5	119	10,1	33	62,7%	6,6	8,3%	75,9%
Corrèze	82,5	334	83,2	337	52,9	214	71,1%	2,9	10,8%	44,2%
Côte-d'Or	68,1	125	62,0	113	33,6	61	37,5%	3,6	5,9%	51,1%
Côtes-d'Armor	77,2	124	73,0	117	43,0	69	29,8%	2,7	5,2%	44,5%
Creuse	21,1	177	19,7	165	8,5	71	47,8%	4,7	6,9%	63,3%
Deux-Sèvres	48,7	127	43,8	114	23,5	61	39,4%	3,5	6,5%	51,7%
Dordogne	58,6	138	47,3	112	11,6	27	84,1%	9,5	8,8%	80,3%
Doubs	59,8	107	53,6	96	30,7	55	42,0%	4,5	5,1%	48,7%
Drôme	108,2	204	109,3	206	97,3	183	13,0%	0,8	1,9%	11,6%
Essonne	120,0	91	111,7	85	22,3	17	76,4%	9,3	8,1%	92,2%
Eure	64,0	104	58,7	96	38,4	63	62,0%	6,0	4,6%	40,5%
Eure-et-Loir	48,4	110	44,0	100	19,1	43	60,2%	6,0	6,6%	60,4%
Finistère	88,3	94	87,4	93	42,1	45	22,0%	2,4	5,4%	57,0%
Gard	85,2	111	76,6	100	32,7	43	49,9%	6,0	5,8%	63,4%
Gers	22,0	111	12,0	60	-3,3	-17	45,3%	10,2	6,4%	78,5%
Gironde	10,7	6	-7,3	-4	-71,6	-43	54,3%	-126,5	5,1%	812,4%
Haute-Garonne	112,6	78	136,2	95	81,4	57	25,1%	3,0	4,0%	57,6%
Haute-Loire	40,3	172	38,5	164	26,5	113	29,0%	2,1	5,1%	34,5%
Haute-Marne	30,6	173	30,1	170	25,7	145	14,5%	1,1	2,1%	15,5%
Hautes-Alpes	68,9	475	65,9	454	46,0	318	63,7%	2,2	10,7%	35,6%
Haute-Saône	43,6	181	41,6	173	24,9	104	45,7%	2,9	7,1%	43,2%
Haute-Savoie	179,2	209	182,4	213	160,4	187	19,3%	1,0	2,7%	13,8%
Hautes-Pyrénées	54,0	229	50,8	215	31,9	135	38,6%	2,7	6,4%	41,5%
Haute-Vienne	64,1	169	63,8	168	59,1	156	7,1%	0,5	1,2%	8,0%
Hauts-de-Seine	145,7	89	139,8	85	120,3	73	8,1%	1,0	1,6%	18,2%
Hérault	127,7	106	142,1	118	99,9	83	43,0%	4,5	3,7%	43,2%
Ille-et-Vilaine	64,9	58	56,9	51	-2,2	-2	40,8%	7,7	6,4%	106,5%
Indre	41,1	183	41,2	183	40,4	180	0,0%	0,0	0,4%	2,2%
Indre-et-Loire	46,9	75	43,7	70	15,3	24	36,7%	5,1	5,3%	67,9%
Isère	250,2	192	246,3	189	201,7	155	32,0%	1,8	3,5%	19,5%
Jura	57,5	215	62,3	233	46,8	175	20,2%	1,0	5,6%	30,3%
Landes	61,7	143	59,1	137	39,1	91	25,5%	2,2	4,6%	37,4%
Loire	63,8	81	56,4	72	23,7	30	33,7%	4,8	5,0%	63,2%
Loire-Atlantique	93,5	63	80,8	55	24,0	16	43,0%	7,2	5,3%	75,9%
Loiret	83,9	120	75,8	109	39,4	57	63,0%	5,4	7,4%	57,1%
Loir-et-Cher	34,0	101	30,3	90	22,3	66	28,8%	3,6	2,5%	28,4%

Les comptes administratifs des départements 2023

Soldes de gestion et indicateurs

Départements	Epargne de gestion		Epargne brute		Epargne nette		Taux endettement Encours/RRF	Délai désendette- ment	Annuité/ RRF	Annuité/ Epargne de gestion
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	%	années	%	%
Lot	41,8	232	41,1	228	31,6	175	25,8%	1,6	4,3%	26,5%
Lot-et-Garonne	55,8	165	50,8	150	23,9	70	47,0%	4,0	7,4%	57,5%
Lozère	28,1	350	27,5	343	21,5	268	27,5%	1,4	4,8%	24,2%
Maine-et-Loire	50,9	61	39,6	47	6,9	8	38,6%	7,3	5,4%	79,0%
Manche	80,6	158	76,7	150	43,4	85	43,7%	3,2	7,0%	49,3%
Marne	32,5	56	29,8	52	10,7	19	30,4%	5,3	4,2%	67,1%
Mayenne	35,9	114	39,3	124	28,7	91	28,3%	2,4	3,6%	33,4%
Meurthe-et-Moselle	55,0	74	55,7	75	32,3	43	18,1%	2,6	3,4%	49,2%
Meuse	22,3	118	19,5	104	7,2	38	54,0%	6,8	6,9%	75,6%
Morbihan	120,7	154	118,1	150	94,3	120	12,9%	0,8	3,6%	21,8%
Moselle	90,5	85	79,5	74	31,2	29	60,6%	7,0	6,7%	67,4%
Nièvre	25,4	122	20,6	99	3,0	15	63,1%	9,7	7,1%	88,9%
Nord	147,1	56	120,2	46	-8,8	-3	40,4%	10,4	5,2%	108,2%
Oise	94,9	112	93,7	111	22,2	26	79,3%	6,9	10,5%	90,1%
Orne	49,8	174	47,3	165	30,9	108	36,6%	2,7	5,3%	37,8%
Pas-de-Calais	76,6	52	71,8	48	-13,3	-9	42,0%	10,2	5,8%	131,4%
Puy-de-Dôme	77,9	115	72,0	107	33,0	49	34,0%	3,4	6,4%	58,4%
Pyrénées-Atlantiques	69,3	98	63,3	90	26,6	38	44,5%	5,2	6,2%	65,7%
Pyrénées-Orientales	91,9	187	85,0	173	68,7	140	23,4%	1,5	3,6%	21,3%
Rhône	37,0	78	34,6	73	10,3	22	70,2%	9,2	8,4%	102,7%
Saône-et-Loire	44,6	79	42,2	74	8,0	14	45,4%	6,4	6,5%	85,9%
Sarthe	73,8	127	69,2	119	50,1	86	24,5%	2,1	3,9%	32,1%
Savoie	91,1	201	120,6	267	109,7	243	21,6%	1,0	2,6%	16,9%
Seine-et-Marne	148,5	103	141,3	98	67,9	47	40,3%	4,0	6,4%	60,5%
Seine-Maritime	226,4	178	204,2	160	91,0	71	44,1%	3,4	8,7%	60,3%
Seine-Saint-Denis	147,6	89	153,8	93	47,6	29	94,2%	10,5	9,4%	108,5%
Somme	77,1	133	72,1	125	51,8	90	31,9%	3,0	3,8%	33,7%
Tarn	67,7	169	51,7	129	27,4	68	44,9%	4,4	6,1%	45,6%
Tarn-et-Garonne	41,4	155	40,8	152	22,9	85	50,5%	4,3	6,6%	55,1%
Territoire de Belfort	12,5	87	12,1	84	4,4	31	53,2%	7,2	5,9%	78,3%
Val-de-Marne	103,5	73	84,7	60	1,8	1	76,2%	13,9	7,0%	105,0%
Val-d'Oise	130,6	103	113,2	90	38,0	30	58,0%	6,3	7,6%	71,6%
Var	139,5	127	151,4	137	17,3	16	24,8%	2,1	11,7%	106,9%
Vaucluse	67,1	117	96,7	169	74,2	129	24,1%	1,7	3,9%	38,8%
Vendée	130,1	183	116,4	164	78,0	110	27,5%	1,7	6,5%	35,4%
Vienne	42,1	94	38,0	85	16,4	37	41,9%	5,0	5,7%	60,9%
Vosges	77,6	208	72,3	194	38,0	102	51,8%	3,3	8,6%	50,9%
Yonne	48,4	141	44,9	131	26,5	77	30,6%	2,9	5,2%	44,8%
Yvelines	108,5	74	97,7	66	50,7	34	53,9%	6,9	4,7%	54,2%
Métropole hors Paris, Corse et 69M	7 285,9	117	6 936,9	111	3 733,3	60	43,9%	4,3	5,8%	54,1%
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	1 425,1	150	1 361,0	144	842,7	89	41,5%	3,4	5,6%	44,7%
NOUVELLE AQUITAINE	680,1	110	614,7	100	287,7	47	47,5%	5,4	5,9%	60,2%

Hors refinancement de dette

Sources : Observatoire des Finances et de la Gestion Publique Locales OFGCL
INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2019).

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses de fonctionnement

Départements	Dépense de fonctionnement		Achats et charges externes		Dépenses d'intervention		Frais de personnel		Charges financières		Autres dépenses de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Charente	410,9	1139	32,1	89	269,6	748	98,5	273	4,3	12	6,3	17
Charente-Maritime	682,0	1016	52,8	79	462,8	689	146,0	217	9,6	14	10,8	16
Corrèze	254,2	1030	20,4	83	155,1	628	68,8	279	6,2	25	3,7	15
Creuse	175,1	1466	14,6	122	107,0	896	49,5	415	2,1	18	1,9	16
Deux-Sèvres	343,8	894	19,4	50	230,1	598	85,1	221	4,9	13	4,3	11
Dordogne	488,7	1154	30,3	71	327,9	775	114,8	271	11,4	27	4,4	10
Gironde	1 710,2	1029	76,9	46	1 233,9	743	321,1	193	22,8	14	55,6	33
Haute-Vienne	378,1	998	16,3	43	272,6	720	82,5	218	0,4	1	6,2	16
Landes	443,9	1031	27,0	63	313,4	728	97,4	226	3,1	7	2,9	7
Lot-et-Garonne	380,3	1122	16,1	48	282,3	833	73,0	215	5,2	15	3,8	11
Pyrénées-Atlantiques	676,7	958	33,2	47	496,5	703	133,4	189	8,8	13	4,7	7
Vienne	413,0	919	24,5	54	300,8	669	80,3	179	4,0	9	3,4	8
Métropole hors Paris, Corse et 69M	61 267,0	980	4 243,5	68	42 147,9	674	13 269,9	212	739,2	12	866,5	14
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	9 942,1	1 049	670,3	71	6 654,7	702	2 331,3	246	118,2	12	167,6	18
NOUVELLE AQUITAINE	6 356,8	1 030	363,6	59	4 452,1	721	1 350,4	219	82,8	13	107,9	17

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses de fonctionnement

Départements	Dépense de fonctionnement		Achats et charges externes		Dépenses d'intervention		Frais de personnel		Charges financières		Autres dépenses de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Ain	495,1	735	34,5	51	337,3	501	104,5	155	10,7	16	8,1	12
Aisne	604,5	1117	36,0	66	410,9	759	132,1	244	18,0	33	7,5	14
Allier	395,8	1149	24,4	71	271,9	789	91,4	265	4,7	14	3,4	10
Alpes-de-Haute-Provence	213,5	1255	25,9	152	121,5	714	61,0	358	1,9	11	3,3	19
Alpes-Maritimes	1 128,3	1015	83,7	75	790,8	712	225,8	203	21,5	19	6,4	6
Alsace	1 646,9	846	120,2	62	1 200,0	617	301,4	155	13,0	7	12,3	6
Ardèche	351,0	1038	23,7	70	228,9	677	87,0	257	7,0	21	4,4	13
Ardennes	342,6	1242	27,6	100	217,2	788	79,3	287	6,6	24	11,8	43
Ariège	150,2	951	12,5	79	83,3	528	52,5	332	0,5	3	1,3	8
Aube	325,7	1023	23,1	72	225,8	709	72,5	228	0,6	2	3,8	12
Aude	521,3	1358	29,9	78	360,2	938	120,7	314	4,8	12	5,8	15
Aveyron	336,2	1160	28,6	99	215,2	743	85,7	296	2,9	10	3,8	13
Bouches-du-Rhône	2 340,9	1130	166,1	80	1 695,4	818	431,0	208	35,0	17	13,4	6
Calvados	649,3	913	47,4	67	440,1	619	149,7	210	2,6	4	9,4	13
Cantal	200,9	1346	18,5	124	123,8	829	53,0	355	4,0	27	1,6	11
Charente	410,9	1139	32,1	89	269,6	748	98,5	273	4,3	12	6,3	17
Charente-Maritime	682,0	1016	52,8	79	462,8	689	146,0	217	9,6	14	10,8	16
Cher	347,1	1127	19,6	64	229,3	745	81,9	266	5,3	17	10,9	35
Corrèze	254,2	1030	20,4	83	155,1	628	68,8	279	6,2	25	3,7	15
Côte-d'Or	526,9	963	33,5	61	367,8	672	111,6	204	6,4	12	7,7	14
Côtes-d'Armor	592,3	953	42,8	69	389,7	627	151,6	244	4,3	7	3,9	6
Creuse	175,1	1466	14,6	122	107,0	896	49,5	415	2,1	18	1,9	16
Deux-Sèvres	343,8	894	19,4	50	230,1	598	85,1	221	4,9	13	4,3	11
Dordogne	488,7	1154	30,3	71	327,9	775	114,8	271	11,4	27	4,4	10
Doubs	515,0	922	34,0	61	349,4	625	113,7	203	6,2	11	11,7	21
Drôme	541,4	1020	37,9	71	369,6	696	123,3	232	0,6	1	10,1	19
Essonne	1 246,9	945	107,2	81	864,9	655	227,5	172	21,2	16	26,1	20
Eure	509,5	832	32,4	53	348,6	569	118,9	194	5,6	9	3,9	6
Eure-et-Loir	397,5	900	27,6	62	272,3	617	89,9	204	4,3	10	3,3	8
Finistère	852,2	904	41,3	44	606,3	643	194,8	207	5,0	5	4,7	5
Gard	848,3	1109	32,7	43	614,7	803	186,0	243	10,2	13	4,7	6
Gers	256,7	1294	18,1	91	153,2	772	79,1	399	2,0	10	4,3	22
Gironde	1 710,2	1029	76,9	46	1 233,9	743	321,1	193	22,8	14	55,6	33
Haute-Garonne	1 490,7	1036	125,5	87	981,9	682	358,3	249	10,1	7	14,8	10
Haute-Loire	236,3	1009	17,1	73	153,1	654	52,1	222	1,9	8	12,1	52
Haute-Marne	199,1	1127	17,4	98	123,5	699	54,2	307	0,3	2	3,7	21
Hauts-Alpes	164,3	1133	12,8	88	97,6	673	46,0	317	4,7	33	3,1	22
Haute-Saône	223,2	927	16,9	70	142,4	592	60,0	249	2,2	9	1,6	7
Haute-Savoie	718,7	839	51,5	60	499,5	583	160,0	187	2,7	3	5,0	6
Hautes-Pyrénées	299,6	1271	22,2	94	192,1	815	79,6	337	3,5	15	2,3	10
Haute-Vienne	378,1	998	16,3	43	272,6	720	82,5	218	0,4	1	6,2	16
Hauts-de-Seine	1 542,1	939	235,3	143	1 027,9	626	257,3	157	7,0	4	14,6	9
Hérault	1 358,1	1125	69,9	58	987,9	819	276,1	229	13,0	11	11,2	9
Ille-et-Vilaine	1 014,7	911	58,3	52	708,9	637	222,3	200	10,0	9	15,2	14
Indre	211,8	944	17,8	79	140,5	626	52,0	232	0,1	1	1,3	6
Indre-et-Loire	558,7	895	30,5	49	391,4	627	117,8	189	3,4	5	15,6	25
Isère	1 161,9	892	80,9	62	813,9	625	244,3	188	4,1	3	18,6	14
Jura	251,2	938	21,1	79	162,7	607	63,3	236	1,9	7	2,2	8
Landes	443,9	1031	27,0	63	313,4	728	97,4	226	3,1	7	2,9	7
Loire	747,9	956	43,1	55	547,1	699	145,6	186	7,7	10	4,3	5
Loire-Atlantique	1 264,2	857	88,4	60	915,2	621	228,7	155	14,1	10	17,8	12
Loiret	575,3	826	53,3	76	380,4	546	113,0	162	11,5	17	16,9	24
Loir-et-Cher	353,0	1045	25,8	76	232,9	690	82,1	243	1,7	5	10,7	32

Les dépenses de fonctionnement

Départements	Dépense de fonctionnement		Achats et charges externes		Dépenses d'intervention		Frais de personnel		Charges financières		Autres dépenses de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Lot	214,8	1192	14,1	78	135,7	753	59,6	331	1,5	9	3,8	21
Lot-et-Garonne	380,3	1122	16,1	48	282,3	833	73,0	215	5,2	15	3,8	11
Lozère	112,8	1406	11,3	141	64,3	802	33,8	421	0,8	10	2,6	32
Maine-et-Loire	712,4	848	46,0	55	499,1	594	150,9	180	7,6	9	8,8	10
Manche	490,5	961	34,5	68	315,3	618	130,4	255	6,5	13	3,9	8
Marne	486,3	841	27,7	48	341,1	590	111,5	193	2,7	5	3,4	6
Mayenne	296,9	940	22,3	71	192,3	609	77,8	246	1,4	4	3,0	10
Meurthe-et-Moselle	733,0	985	38,5	52	508,2	683	142,2	191	3,6	5	40,6	55
Meuse	224,8	1194	21,3	113	137,0	728	54,4	289	4,5	24	7,6	40
Morbihan	619,4	788	31,2	40	441,1	561	140,7	179	2,6	3	3,8	5
Moselle	836,7	784	54,7	51	601,1	563	151,0	141	12,7	12	17,1	16
Nièvre	297,2	1429	20,0	96	182,9	880	84,1	405	5,0	24	5,2	25
Nord	2 956,5	1121	130,8	50	2 194,9	832	582,9	221	30,2	11	17,6	7
Oise	719,4	849	46,0	54	486,1	574	155,5	184	14,0	17	17,8	21
Orne	305,7	1068	28,2	98	194,2	679	77,6	271	2,4	8	3,2	11
Pas-de-Calais	1 668,5	1125	77,4	52	1 208,7	815	359,0	242	15,5	10	7,9	5
Puy-de-Dôme	638,8	945	47,7	71	436,2	645	141,5	209	6,5	10	6,9	10
Pyrénées-Atlantiques	676,7	958	33,2	47	496,5	703	133,4	189	8,8	13	4,7	7
Pyrénées-Orientales	458,3	934	30,8	63	263,2	537	124,5	254	3,1	6	36,7	75
Rhône	419,8	880	37,3	78	264,3	554	101,0	212	13,7	29	3,6	7
Saône-et-Loire	551,5	974	35,7	63	384,7	679	118,3	209	4,2	7	8,5	15
Sarthe	535,1	922	44,5	77	368,6	635	105,5	182	4,6	8	11,9	21
Savoie	463,6	1025	41,4	92	296,6	656	114,4	253	4,5	10	6,6	15
Seine-et-Marne	1 264,7	875	122,6	85	848,7	587	270,3	187	16,5	11	6,6	5
Seine-Maritime	1 363,1	1069	68,5	54	1 008,2	791	250,0	196	23,2	18	13,2	10
Seine-Saint-Denis	1 559,1	938	175,0	105	901,5	542	418,7	252	54,0	33	9,9	6
Somme	613,4	1060	35,1	61	422,0	729	141,6	245	5,7	10	9,0	16
Tarn	450,6	1122	19,9	50	314,2	783	96,3	240	6,5	16	13,7	34
Tarn-et-Garonne	307,3	1146	21,9	82	194,8	726	82,4	307	4,9	18	3,4	13
Territoire de Belfort	152,3	1064	10,5	73	94,8	662	43,4	303	2,1	15	1,5	10
Val-de-Marne	1 458,2	1029	128,6	91	920,1	649	376,9	266	25,8	18	6,9	5
Val-d'Oise	1 109,0	879	76,6	61	813,9	645	182,1	144	18,3	14	18,1	14
Var	1 119,4	1016	65,7	60	775,1	703	256,8	233	15,0	14	6,8	6
Vaucluse	571,5	998	27,3	48	395,5	690	141,5	247	3,5	6	3,8	7
Vendée	588,8	827	52,6	74	382,2	537	123,0	173	7,7	11	23,4	33
Vienne	413,0	919	24,5	54	300,8	669	80,3	179	4,0	9	3,4	8
Vosges	385,7	1033	28,2	76	254,2	681	95,3	255	5,3	14	2,7	7
Yonne	374,1	1092	23,1	68	267,6	781	76,5	223	3,3	10	3,6	10
Yvelines	1 144,1	776	65,8	45	800,2	543	209,3	142	11,8	8	56,9	39
Métropole hors Paris, Corse et 69M	61 267,0	980	4 243,5	68	42 147,9	674	13 269,9	212	739,2	12	866,5	14
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	9 942,1	1 049	670,3	71	6 654,7	702	2 331,3	246	118,2	12	167,6	18
NOUVELLE AQUITAINE	6 356,8	1 030	363,6	59	4 452,1	721	1 350,4	219	82,8	13	107,9	17

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement hors dette		Dépenses d'équipement		Subventions d'équipement versées		Dont subv, d'équipement versées aux communes et groupements		Autres dépenses d'investissement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Charente	75,0	208	49,0	136	23,6	65	8,2	23	2,4	7
Charente-Maritime	205,5	306	97,7	145	89,9	134	29,7	44	17,9	27
Corrèze	60,2	244	39,7	161	16,4	66	13,0	53	4,1	17
Creuse	21,0	176	14,8	124	5,7	48	3,0	25	0,5	4
Deux-Sèvres	38,1	99	29,3	76	8,2	21	6,4	17	0,6	2
Dordogne	98,7	233	52,1	123	44,0	104	25,8	61	2,6	6
Gironde	212,8	128	149,4	90	63,0	38	36,9	22	0,4	0
Haute-Vienne	66,2	175	41,6	110	23,5	62	15,1	40	1,0	3
Landes	81,3	189	54,4	126	26,3	61	14,7	34	0,6	1
Lot-et-Garonne	67,7	200	54,8	162	12,5	37	0,2	1	0,5	1
Pyrénées-Atlantiques	148,8	211	81,7	116	60,1	85	20,4	29	6,9	10
Vienne	64,6	144	48,0	107	15,4	34	10,6	24	1,2	3
Métropole hors Paris, Corse et 69M	12 132,0	194	7 936,1	127	3 898,0	62	1 804,6	29	297,9	5
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	1 911,9	202	1 285,6	136	564,9	60	270,6	29	61,4	6
NOUVELLE AQUITAINE	1 139,9	185	712,5	115	388,5	63	184,1	30	38,8	6

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement hors dette		Dépenses d'équipement		Subventions d'équipement versées		Dont subv. d'équipement versées aux communes et groupements		Autres dépenses d'investissement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Ain	163,7	243	98,5	146	55,9	83	24,3	36	9,3	14
Aisne	80,2	148	40,6	75	29,0	54	24,3	45	10,5	19
Allier	84,1	244	38,4	111	44,9	130	31,8	92	0,9	3
Alpes-de-Haute-Provence	51,5	303	38,7	227	11,8	69	4,4	26	1,0	6
Alpes-Maritimes	293,3	264	192,7	173	96,9	87	46,7	42	3,7	3
Alsace	324,9	167	248,6	128	72,0	37	23,5	12	4,3	2
Ardèche	68,1	201	44,2	131	23,8	70	14,1	42	0,1	0
Ardennes	35,7	130	28,3	103	4,9	18	3,8	14	2,5	9
Ariège	59,7	378	29,3	185	29,3	186	12,8	81	1,0	6
Aube	86,7	272	61,2	192	25,2	79	8,2	26	0,3	1
Aude	76,2	198	48,8	127	26,5	69	17,2	45	0,9	2
Aveyron	63,4	219	46,3	160	14,4	50	7,6	26	2,7	9
Bouches-du-Rhône	469,4	227	205,6	99	261,9	126	183,7	89	1,9	1
Calvados	129,6	182	87,1	122	41,0	58	32,4	46	1,5	2
Cantal	46,2	310	35,0	234	7,0	47	4,6	31	4,3	29
Charente	75,0	208	49,0	136	23,6	65	8,2	23	2,4	7
Charente-Maritime	205,5	306	97,7	145	89,9	134	29,7	44	17,9	27
Cher	52,3	170	40,9	133	10,9	35	2,9	10	0,5	2
Corrèze	60,2	244	39,7	161	16,4	66	13,0	53	4,1	17
Côte-d'Or	82,2	150	58,9	108	22,8	42	11,4	21	0,5	1
Côtes-d'Armor	89,2	143	54,5	88	34,5	56	18,7	30	0,2	0
Creuse	21,0	176	14,8	124	5,7	48	3,0	25	0,5	4
Deux-Sèvres	38,1	99	29,3	76	8,2	21	6,4	17	0,6	2
Dordogne	98,7	233	52,1	123	44,0	104	25,8	61	2,6	6
Doubs	91,0	163	67,1	120	23,7	42	18,4	33	0,2	0
Drôme	153,1	288	118,5	223	30,7	58	16,5	31	3,9	7
Essonne	272,9	207	182,5	138	86,0	65	27,9	21	4,4	3
Eure	125,0	204	89,2	146	34,7	57	17,1	28	1,2	2
Eure-et-Loir	84,2	191	59,3	134	20,7	47	8,2	18	4,2	10
Finistère	120,8	128	64,2	68	56,3	60			0,3	0
Gard	125,4	164	93,7	122	30,1	39	16,9	22	1,7	2
Gers	37,2	187	25,7	129	10,2	51	2,8	14	1,4	7
Gironde	212,8	128	149,4	90	63,0	38	36,9	22	0,4	0
Haute-Garonne	248,8	173	128,0	89	118,2	82	43,4	30	2,6	2
Haute-Loire	44,3	189	23,3	100	20,8	89	9,8	42	0,2	1
Haute-Marne	45,4	257	24,5	139	19,6	111	12,2	69	1,2	7
Hautes-Alpes	66,0	455	46,8	323	14,4	99	7,5	52	4,9	34
Haute-Saône	74,2	308	48,4	201	24,7	102	13,2	55	1,1	4
Haute-Savoie	327,5	382	229,5	268	93,8	110	60,3	70	4,2	5
Hautes-Pyrénées	66,4	282	44,6	189	21,8	92	14,3	61	0,0	0
Haute-Vienne	66,2	175	41,6	110	23,5	62	15,1	40	1,0	3
Hauts-de-Seine	537,4	327	349,0	212	186,6	114	68,6	42	1,7	1
Hérault	280,1	232	185,5	154	69,6	58	33,9	28	25,0	21
Ille-et-Vilaine	142,1	128	92,5	83	43,7	39	17,4	16	5,9	5
Indre	53,2	237	39,5	176	13,6	60	7,6	34	0,1	0
Indre-et-Loire	72,8	117	50,1	80	21,6	35	12,3	20	1,2	2
Isère	289,2	222	192,4	148	93,7	72	32,8	25	3,2	2
Jura	60,5	226	41,5	155	15,4	58	6,9	26	3,6	13
Landes	81,3	189	54,4	126	26,3	61	14,7	34	0,6	1
Loire	87,8	112	53,8	69	32,9	42	15,7	20	1,1	1
Loire-Atlantique	249,5	169	202,3	137	47,0	32	18,4	13	0,2	0
Loiret	152,9	219	109,6	157	29,5	42	20,2	29	13,8	20
Loir-et-Cher	62,2	184	49,3	146	10,3	31	7,4	22	2,5	8

Les comptes administratifs des départements 2023

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement hors dette		Dépenses d'équipement		Subventions d'équipement versées		Dont subv. d'équipement versées aux communes et groupements		Autres dépenses d'investissement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Lot	52,4	291	42,5	236	9,2	51	5,0	28	0,7	4
Lot-et-Garonne	67,7	200	54,8	162	12,5	37	0,2	1	0,5	1
Lozère	39,0	486	25,0	312	13,9	173	10,3	129	0,1	1
Maine-et-Loire	119,5	142	92,8	110	23,9	28	3,5	4	2,9	3
Manche	124,5	244	63,9	125	52,1	102	29,8	58	8,5	17
Marne	70,4	122	52,1	90	16,0	28	10,7	18	2,3	4
Mayenne	69,1	219	42,4	134	24,9	79	2,4	8	1,8	6
Meurthe-et-Moselle	74,7	100	55,3	74	18,9	25	7,4	10	0,5	1
Meuse	36,8	195	24,2	129	12,1	65	4,2	22	0,4	2
Morbihan	155,9	198	79,5	101	61,9	79	48,6	62	14,5	19
Moselle	118,9	111	75,1	70	34,4	32	23,4	22	9,3	9
Nièvre	36,1	173	21,6	104	14,2	68	4,3	21	0,3	1
Nord	327,6	124	221,6	84	104,4	40	61,6	23	1,6	1
Oise	133,5	158	75,7	89	56,8	67	37,6	44	1,0	1
Orne	88,1	308	64,3	224	23,4	82	5,1	18	0,4	1
Pas-de-Calais	213,8	144	161,8	109	51,6	35	36,9	25	0,4	0
Puy-de-Dôme	101,5	150	59,6	88	41,3	61	9,8	14	0,6	1
Pyrénées-Atlantiques	148,8	211	81,7	116	60,1	85	20,4	29	6,9	10
Pyrénées-Orientales	108,9	222	64,6	132	43,9	90	18,0	37	0,4	1
Rhône	67,0	140	47,1	99	19,8	41	1,0	2	0,1	0
Saône-et-Loire	107,4	190	61,1	108	44,9	79	11,8	21	1,5	3
Sarthe	84,8	146	64,2	111	19,5	34	10,3	18	1,1	2
Savoie	133,4	295	77,9	172	26,9	59	5,2	11	28,6	63
Seine-et-Marne	295,9	205	221,8	154	73,8	51	42,5	29	0,3	0
Seine-Maritime	242,8	190	154,6	121	87,3	68	30,0	23	0,9	1
Seine-Saint-Denis	343,8	207	266,6	160	76,1	46	7,3	4	1,2	1
Somme	80,5	139	53,1	92	26,2	45	7,3	13	1,3	2
Tarn	82,3	205	58,5	146	21,5	54	13,5	34	2,2	6
Tarn-et-Garonne	64,8	242	42,1	157	22,4	84	15,9	59	0,3	1
Territoire de Belfort	21,1	147	15,1	105	4,0	28	2,2	15	2,0	14
Val-de-Marne	257,9	182	188,7	133	68,5	48	17,7	13	0,7	0
Val-d'Oise	219,7	174	150,8	120	56,4	45	26,4	21	12,6	10
Var	155,2	141	107,0	97	47,4	43	14,1	13	0,8	1
Vaucluse	131,6	230	95,9	167	29,9	52	14,2	25	5,8	10
Vendée	132,6	186	89,2	125	43,0	60	20,8	29	0,3	0
Vienne	64,6	144	48,0	107	15,4	34	10,6	24	1,2	3
Vosges	78,1	209	54,1	145	23,8	64	16,9	45	0,2	1
Yonne	55,2	161	47,2	138	7,8	23	3,2	9	0,3	1
Yvelines	440,8	299	198,4	135	225,0	153	59,7	40	17,5	12
Métropole hors Paris, Corse et 69M	12 132,0	194	7 936,1	127	3 898,0	62	1 804,6	29	297,9	5
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	1 911,9	202	1 285,6	136	564,9	60	270,6	29	61,4	6
NOUVELLE AQUITAINE	1 139,9	185	712,5	115	388,5	63	184,1	30	38,8	6

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

Départements	Recettes de fonctionnement		Impôts et taxes		Concours de l'Etat		Subventions reçues et participations		Autres recettes de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Charente	463,7	1286	326,2	904	68,5	190	43,8	121	22,1	61
Charente-Maritime	782,1	1165	566,3	843	107,4	160	68,1	101	34,9	52
Corrèze	337,5	1367	207,5	840	65,5	265	28,1	114	31,6	128
Creuse	194,8	1631	110,0	921	51,6	432	26,1	219	4,5	38
Deux-Sèvres	387,6	1008	269,0	699	71,2	185	32,7	85	10,4	27
Dordogne	536,0	1266	366,7	866	104,0	246	50,1	118	11,0	26
Gironde	1 702,9	1025	1 301,9	784	164,9	99	157,3	95	68,5	41
Haute-Vienne	441,8	1167	290,9	768	83,5	220	39,6	104	26,8	71
Landes	502,9	1169	362,1	841	74,9	174	42,5	99	19,0	44
Lot-et-Garonne	431,1	1272	300,4	886	65,8	194	41,6	123	22,2	65
Pyrénées-Atlantiques	740,0	1048	540,5	765	102,8	146	69,9	99	23,2	33
Vienne	451,0	1003	312,2	695	67,6	150	49,4	110	20,5	46
Métropole hors Paris, Corse et 69M	68 203,9	1 091	50 078,4	801	9 413,6	151	6 111,5	98	2 149,5	34
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	11 303,1	1 192	7 820,5	825	1 842,4	194	1 092,5	115	451,5	48
NOUVELLE AQUITAINE	6 971,5	1 130	4 953,6	803	1 027,7	167	649,1	105	294,7	48

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

Départements	Recettes de fonctionnement		Impôts et taxes		Concours de l'Etat		Subventions reçues et participations		Autres recettes de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Ain	617,6	917	454,1	674	70,2	104	66,4	99	24,6	36
Aisne	622,1	1149	435,2	804	108,7	201	62,7	116	14,5	27
Allier	474,9	1379	345,2	1002	69,9	203	43,8	127	12,4	36
Alpes-de-Haute-Provence	248,5	1461	180,8	1063	37,1	218	21,6	127	3,2	19
Alpes-Maritimes	1 358,8	1223	1 114,2	1003	62,3	56	146,5	132	32,2	29
Alsace	1 874,8	963	1 396,0	717	239,3	123	158,5	81	59,4	31
Ardèche	395,9	1171	277,9	822	68,3	202	37,7	112	8,5	25
Ardennes	364,2	1320	255,1	925	71,0	257	30,4	110	6,7	24
Ariège	196,8	1247	134,9	854	36,9	234	15,5	98	6,8	43
Aube	370,5	1164	264,8	832	60,6	190	34,5	108	6,1	19
Aude	570,5	1486	408,7	1064	87,0	227	52,8	137	20,4	53
Aveyron	392,4	1354	248,4	857	81,5	281	38,6	133	16,3	56
Bouches-du-Rhône	2 550,0	1230	1 866,3	901	358,8	173	195,1	94	126,6	61
Calvados	744,3	1046	524,5	737	110,7	156	64,4	91	35,9	50
Cantal	240,2	1609	137,6	921	55,8	374	26,1	175	17,1	115
Charente	463,7	1286	326,2	904	68,5	190	43,8	121	22,1	61
Charente-Maritime	782,1	1165	566,3	843	107,4	160	68,1	101	34,9	52
Cher	383,6	1246	256,5	833	72,1	234	34,9	113	14,7	48
Corrèze	337,5	1367	207,5	840	65,5	265	28,1	114	31,6	128
Côte-d'Or	589,0	1077	424,1	775	81,1	148	44,4	81	37,7	69
Côtes-d'Armor	665,3	1070	459,3	739	119,3	192	65,0	105	12,0	19
Creuse	194,8	1631	110,0	921	51,6	432	26,1	219	4,5	38
Deux-Sèvres	387,6	1008	269,0	699	71,2	185	32,7	85	10,4	27
Dordogne	536,0	1266	366,7	866	104,0	246	50,1	118	11,0	26
Doubs	568,6	1017	421,1	754	79,3	142	53,2	95	13,9	25
Drôme	650,7	1226	462,0	870	93,7	177	55,6	105	31,8	60
Essonne	1 358,6	1029	1 091,4	827	120,5	91	99,2	75	44,1	33
Eure	568,2	927	400,3	653	93,3	152	60,4	99	11,3	18
Eure-et-Loir	441,5	1000	301,9	684	74,8	169	37,8	86	22,3	51
Finistère	939,6	997	642,1	682	187,8	199	85,0	90	18,0	19
Gard	924,9	1209	682,8	892	139,0	182	77,3	101	20,4	27
Gers	268,7	1354	180,0	907	55,5	280	27,7	139	4,3	22
Gironde	1 702,9	1025	1 301,9	784	164,9	99	157,3	95	68,5	41
Haute-Garonne	1 626,9	1131	1 283,2	892	141,4	98	131,7	92	64,4	45
Haute-Loire	274,8	1173	190,7	814	49,4	211	23,1	99	10,1	43
Haute-Marne	229,2	1297	150,7	853	52,1	295	19,6	111	5,2	30
Hautes-Alpes	230,1	1587	171,4	1183	32,3	223	17,3	119	6,1	42
Haute-Saône	264,7	1100	177,8	738	57,2	238	25,5	106	3,4	14
Haute-Savoie	901,1	1052	690,7	806	48,4	57	135,2	158	23,8	28
Hautes-Pyrénées	350,4	1486	246,0	1044	62,6	265	36,9	156	3,9	17
Haute-Vienne	441,8	1167	290,9	768	83,5	220	39,6	104	26,8	71
Hauts-de-Seine	1 681,9	1024	1 471,3	896	90,1	55	63,6	39	42,5	26
Hérault	1 500,1	1243	1 098,0	910	164,9	137	139,0	115	81,5	68
Ille-et-Vilaine	1 071,6	962	799,3	718	151,7	136	93,3	84	17,2	15
Indre	252,9	1127	155,3	692	54,6	243	25,9	115	14,7	65
Indre-et-Loire	602,4	965	427,4	685	94,7	152	58,5	94	17,5	28
Isère	1 408,2	1081	1 025,2	787	216,5	166	117,2	90	37,2	29
Jura	313,5	1170	219,4	819	53,9	201	28,1	105	10,0	37
Landes	502,9	1169	362,1	841	74,9	174	42,5	99	19,0	44
Loire	804,3	1028	560,4	716	133,8	171	75,9	97	30,8	39
Loire-Atlantique	1 345,0	912	1 032,0	700	161,8	110	114,9	78	34,7	24
Loiret	651,0	934	493,0	707	70,1	101	63,8	92	17,9	26
Loir-et-Cher	383,3	1135	270,0	799	58,7	174	36,6	108	15,4	46

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes de fonctionnement

Départements	Recettes de fonctionnement		Impôts et taxes		Concours de l'Etat		Subventions reçues et participations		Autres recettes de fonctionnement	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Lot	255,9	1420	176,3	979	47,9	266	27,0	150	3,8	21
Lot-et-Garonne	431,1	1272	300,4	886	65,8	194	41,6	123	22,2	65
Lozère	140,3	1748	81,7	1017	46,4	578	9,3	116	1,6	20
Maine-et-Loire	751,9	895	552,1	657	108,4	129	69,4	83	19,2	23
Manche	567,2	1111	416,5	816	65,7	129	54,3	106	23,4	46
Marne	516,2	893	387,4	670	58,4	101	47,5	82	21,2	37
Mayenne	336,2	1064	220,4	698	56,3	178	33,6	106	19,9	63
Meurthe-et-Moselle	788,7	1060	564,3	758	123,4	166	70,0	94	23,6	32
Meuse	244,3	1298	158,7	843	57,0	303	19,4	103	6,7	35
Morbihan	737,5	939	521,3	663	132,7	169	67,3	86	14,0	18
Moselle	916,2	858	667,0	625	154,1	144	81,7	77	10,6	10
Nièvre	317,8	1528	206,8	994	67,2	323	30,1	145	11,1	53
Nord	3 076,6	1166	2 113,8	801	610,5	231	285,0	108	62,4	24
Oise	813,1	960	595,6	703	135,3	160	67,6	80	9,1	11
Orne	353,0	1233	227,7	795	77,6	271	33,7	118	6,0	21
Pas-de-Calais	1 740,4	1173	1 210,0	815	338,7	228	168,9	114	18,3	12
Puy-de-Dôme	710,9	1051	528,7	782	99,9	148	63,2	93	14,0	21
Pyrénées-Atlantiques	740,0	1048	540,5	765	102,8	146	69,9	99	23,2	33
Pyrénées-Orientales	543,4	1107	410,2	836	56,1	114	55,1	112	15,0	31
Rhône	454,4	953	237,4	498	69,7	146	109,0	229	30,1	63
Saône-et-Loire	593,7	1048	407,1	719	103,7	183	67,4	119	11,2	20
Sarthe	604,2	1042	434,5	749	92,8	160	56,7	98	13,6	23
Savoie	584,2	1292	459,3	1016	56,2	124	33,5	74	31,6	70
Seine-et-Marne	1 406,0	973	1 127,4	780	119,2	83	132,0	91	21,7	15
Seine-Maritime	1 567,3	1229	1 176,4	922	195,5	153	131,8	103	61,1	48
Seine-Saint-Denis	1 712,9	1031	1 374,3	827	102,5	62	134,5	81	85,4	51
Somme	685,5	1185	488,2	844	118,1	204	64,8	112	13,0	22
Tarn	502,3	1251	350,3	872	78,9	197	45,0	112	27,0	67
Tarn-et-Garonne	348,1	1299	240,1	896	52,1	194	30,6	114	23,1	86
Territoire de Belfort	164,3	1148	116,5	814	23,8	166	17,3	121	6,4	45
Val-de-Marne	1 542,9	1089	1 194,9	843	171,4	121	126,0	89	28,6	20
Val-d'Oise	1 222,2	969	964,1	764	125,1	99	88,7	70	39,6	31
Var	1 270,8	1153	1 009,2	916	103,4	94	118,4	107	35,0	32
Vaucluse	668,2	1166	482,8	843	107,0	187	59,7	104	16,5	29
Vendée	705,2	991	521,5	733	106,5	150	59,7	84	13,7	19
Vienne	451,0	1003	312,2	695	67,6	150	49,4	110	20,5	46
Vosges	458,0	1227	329,2	882	83,4	223	38,9	104	5,5	15
Yonne	419,0	1223	270,4	789	79,0	231	38,1	111	28,4	83
Yvelines	1 241,8	842	1 075,8	730	33,6	23	85,9	58	25,9	18
Métropole hors Paris, Corse et 69M	68 203,9	1 091	50 078,4	801	9 413,6	151	6 111,5	98	2 149,5	34
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	11 303,1	1 192	7 820,5	825	1 842,4	194	1 092,5	115	451,5	48
NOUVELLE AQUITAINE	6 971,5	1 130	4 953,6	803	1 027,7	167	649,1	105	294,7	48

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

Départements	Recettes d'investissement		Emprunts hors GAD		Recettes d'investissement hors emprunts		FCTVA	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Charente	36,1	100	20,0	55	16,1	45	7,1	20
Charente-Maritime	95,2	142	40,0	60	55,2	82	17,7	26
Corrèze	11,2	45	0,0	0	11,2	45	4,8	19
Creuse	13,4	112	8,0	67	5,4	45	2,7	23
Deux-Sèvres	11,3	29	0,0	0	11,3	29	3,6	9
Dordogne	65,7	155	34,8	82	30,9	73	6,4	15
Gironde	236,2	142	175,0	105	61,2	37	36,2	22
Haute-Vienne	16,9	45	0,0	0	16,9	45	5,6	15
Landes	20,3	47	0,0	0	20,3	47	8,0	19
Lot-et-Garonne	18,4	54	9,5	28	8,9	26	4,4	13
Pyrénées-Atlantiques	83,3	118	45,0	64	38,3	54	12,3	17
Vienne	41,6	93	25,0	56	16,6	37	8,3	18
Métropole hors Paris, Corse et 69M	5 875,8	94	2 791,7	45	3 084,1	49	1 155,0	18
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	829,0	87	310,3	33	518,7	55	185,5	20
NOUVELLE AQUITAINE	649,7	105	357,3	58	292,4	47	117,2	19

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

Départements	Recettes d'investissement		Emprunts hors GAD		Recettes d'investissement hors emprunts		FCTVA	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Ain	62,5	93	10,0	15	52,5	78	10,9	16
Aisne	64,0	118	31,7	59	32,3	60	9,1	17
Allier	26,2	76	5,0	15	21,2	62	6,9	20
Alpes-de-Haute-Provence	20,0	118	6,7	39	13,4	79	4,8	28
Alpes-Maritimes	139,7	126	60,0	54	79,7	72	28,4	26
Alsace	84,3	43	0,0	0	84,3	43	22,2	11
Ardèche	15,4	46	0,0	0	15,4	46	7,9	23
Ardenne	36,8	133	10,0	36	26,8	97	5,1	19
Ariège	12,2	77	0,0	0	12,2	77	4,2	27
Aube	40,8	128	20,0	63	20,8	65	10,4	33
Aude	43,1	112	20,0	52	23,1	60	7,2	19
Aveyron	40,9	141	15,0	52	25,9	89	6,1	21
Bouches-du-Rhône	302,0	146	242,2	117	59,8	29	37,6	18
Calvados	31,6	44	0,0	0	31,6	44	13,9	19
Cantal	20,9	140	10,0	67	10,9	73	4,9	33
Charente	36,1	100	20,0	55	16,1	45	7,1	20
Charente-Maritime	95,2	142	40,0	60	55,2	82	17,7	26
Cher	38,2	124	24,5	80	13,7	44	5,7	19
Corrèze	11,2	45	0,0	0	11,2	45	4,8	19
Côte-d'Or	34,1	62	20,0	37	14,1	26	7,4	13
Côtes-d'Armor	21,9	35	0,0	0	21,9	35	9,1	15
Creuse	13,4	112	8,0	67	5,4	45	2,7	23
Deux-Sèvres	11,3	29	0,0	0	11,3	29	3,6	9
Dordogne	65,7	155	34,8	82	30,9	73	6,4	15
Doubs	49,4	88	30,0	54	19,4	35	8,3	15
Drôme	59,1	111	25,0	47	34,1	64	17,1	32
Essonne	251,2	190	176,3	134	74,9	57	20,6	16
Eure	84,5	138	50,0	82	34,5	56	18,6	30
Eure-et-Loir	50,7	115	30,0	68	20,7	47	11,1	25
Finistère	28,4	30	10,1	11	18,3	19	8,9	9
Gard	35,4	46	10,0	13	25,4	33	11,0	14
Gers	25,9	130	15,2	77	10,7	54	4,0	20
Gironde	236,2	142	175,0	105	61,2	37	36,2	22
Haute-Garonne	128,5	89	80,5	56	48,0	33	17,9	12
Haute-Loire	20,1	86	5,0	21	15,1	64	5,0	21
Haute-Marne	21,5	122	10,0	57	11,5	65	4,5	25
Hautes-Alpes	15,5	107	0,0	0	15,5	107	5,1	35
Haute-Saône	41,1	171	15,0	62	26,1	108	6,9	29
Haute-Savoie	173,0	202	89,4	104	83,6	98	28,1	33
Hautes-Pyrénées	12,9	55	0,0	0	12,9	55	6,6	28
Haute-Vienne	16,9	45	0,0	0	16,9	45	5,6	15
Hauts-de-Seine	139,5	85	0,0	0	139,5	85	64,2	39
Hérault	182,6	151	120,0	99	62,6	52	22,9	19
Ille-et-Vilaine	109,3	98	80,0	72	29,3	26	14,2	13
Indre	13,5	60	0,0	0	13,5	60	5,0	22
Indre-et-Loire	55,1	88	34,0	54	21,1	34	7,9	13
Isère	61,0	47	0,0	0	61,0	47	26,0	20
Jura	20,2	75	0,0	0	20,2	75	6,0	22
Landes	20,3	47	0,0	0	20,3	47	8,0	19
Loire	35,2	45	15,0	19	20,2	26	7,6	10
Loire-Atlantique	148,2	101	95,1	65	53,1	36	23,4	16
Loiret	40,1	58	0,0	0	40,1	58	20,7	30
Loir-et-Cher	35,0	104	20,0	59	15,0	44	6,3	19

Les comptes administratifs des départements 2023

Les recettes d'investissement

Départements	Recettes d'investissement		Emprunts hors GAD		Recettes d'investissement hors emprunts		FCTVA	
	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab	2023 M€	2023 €/hab
Lot	17,8	99	4,0	22	13,8	77	6,1	34
Lot-et-Garonne	18,4	54	9,5	28	8,9	26	4,4	13
Lozère	7,1	88	0,0	0	7,1	88	4,0	50
Maine-et-Loire	68,1	81	25,1	30	43,0	51	10,0	12
Manche	66,6	131	25,0	49	41,6	82	7,7	15
Marne	35,3	61	20,0	35	15,3	26	6,1	11
Mayenne	19,0	60	0,0	0	19,0	60	7,8	25
Meurthe-et-Moselle	20,7	28	0,0	0	20,7	28	8,3	11
Meuse	22,4	119	11,6	62	10,8	57	4,0	21
Morbihan	22,4	29	0,0	0	22,4	29	14,0	18
Moselle	71,3	67	40,4	38	30,9	29	12,6	12
Nièvre	27,5	132	17,0	82	10,5	50	4,0	19
Nord	217,6	82	129,0	49	88,6	34	33,0	12
Oise	84,1	99	52,0	61	32,1	38	14,4	17
Orne	65,7	230	16,5	58	49,2	172	5,3	19
Pas-de-Calais	140,5	95	100,0	67	40,5	27	20,7	14
Puy-de-Dôme	36,2	54	15,0	22	21,2	31	9,1	13
Pyrénées-Atlantiques	83,3	118	45,0	64	38,3	54	12,3	17
Pyrénées-Orientales	23,1	47	0,0	0	23,1	47	10,3	21
Rhône	38,9	82	25,0	52	13,9	29	5,7	12
Saône-et-Loire	41,3	73	21,0	37	20,3	36	11,0	19
Sarthe	34,1	59	0,0	0	34,1	59	9,4	16
Savoie	29,2	65	0,0	0	29,2	65	11,8	26
Seine-et-Marne	147,5	102	77,0	53	70,6	49	25,3	18
Seine-Maritime	56,8	45	10,9	9	45,9	36	20,0	16
Seine-Saint-Denis	290,5	175	100,1	60	190,4	115	36,8	22
Somme	21,8	38	0,0	0	21,8	38	8,8	15
Tarn	22,8	57	12,0	30	10,8	27	6,6	16
Tarn-et-Garonne	28,7	107	13,0	48	15,7	58	5,9	22
Territoire de Belfort	14,3	100	7,0	49	7,3	51	2,2	15
Val-de-Marne	251,0	177	161,0	114	90,0	64	31,4	22
Val-d'Oise	72,9	58	0,0	0	72,9	58	18,7	15
Var	38,8	35	0,0	0	38,8	35	25,8	23
Vaucluse	66,1	115	20,0	35	46,1	80	15,0	26
Vendée	27,1	38	0,1	0	27,0	38	11,5	16
Vienne	41,6	93	25,0	56	16,6	37	8,3	18
Vosges	25,6	69	9,0	24	16,6	45	9,4	25
Yonne	18,4	54	1,0	3	17,4	51	6,6	19
Yvelines	183,3	124	136,0	92	47,2	32	19,0	13
Métropole hors Paris, Corse et 69M	5 875,8	94	2 791,7	45	3 084,1	49	1 155,0	18
Strate (250 à 500 000 hab) yc 69D hors corse	829,0	87	310,3	33	518,7	55	185,5	20
NOUVELLE AQUITAINE	649,7	105	357,3	58	292,4	47	117,2	19

LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Prévisions 2025 - 2027



Plan pluriannuel des autorisations de programme : SYNTHESE PAR POLITIQUES SECTORIELLES

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Réseaux et Infrastructures	40 621 213	19 592 611	13 375 000	14 025 000	87 613 824
Education	50 790 572	21 382 916	25 000 000		97 173 488
Culture	4 073 800	3 000 000			7 073 800
Jeunesse et Sports	4 807 383	840 000	150 000		5 797 383
Agriculture	2 429 811	2 060 000			4 489 811
Développement local	10 984 090	18 100 000			29 084 090
Solidarité territoriale et Tourisme	19 763 296	1 400 000		1 400 000	22 563 296
Solidarité	13 571 201	12 800 000	9 000 000		35 371 201
Environnement sécurité	24 970 123	905 000	300 000	650 000	26 825 123
Administration générale	11 861 124	201 000	1 500 000	1 350 000	14 912 124
TOTAUX	183 872 612	80 281 527	49 325 000	17 425 000	330 904 139

En 2025 créations d'AP globalisées (2025-2027)
en substitution d'AP millésimées annuelles

Participation GPSO	94 895 000				94 895 000
--------------------	------------	--	--	--	------------

TOTAL GENERAL	278 767 612	80 281 527	49 325 000	17 425 000	425 799 139
----------------------	--------------------	-------------------	-------------------	-------------------	--------------------

*(situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur RESEAUX INFRASTRUCTURES

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Assainissement rural (yc SYDEC) Ant -2025/2027	596 753	1 800 000			2 396 753
Alimentation en eau potable (yc SYDEC) Ant -2025/2027	1 569 313	3 600 000			5 169 313
Etudes Faisabilité MEP Pilotes pour traitement Micro Polluants	452 935	200 000			652 935
Eau et assainissement	2 619 001	5 600 000			8 219 001
Construction - Centre exploitation St-Martin-de-Sx	1 487 448				1 487 448
Reconstruction - Centre exploitation Dax	1 500 000				1 500 000
Reconstruction PARL et CE Saint Sever (Etudes)	1 465 194				1 465 194
Unités territoriales	4 452 642				4 452 642
Opérations ponctuelles	11 489 543	1 492 611	1 825 000	1 825 000	16 632 155
Renforcements programmés	10 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000	43 000 000
Voirie Programme courant	21 489 543	12 492 611	12 825 000	12 825 000	59 632 155
Vieux pont de Dax - RD 947	284 426				284 426
Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (études)	395 986				395 986
Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (travaux)	5 167 727				5 167 727
Pont de Sorde (études)	32 904				32 904
Pont de Sorde (travaux)	402 742				402 742
Pont du Mort RD 626 St Paul en Born	431 398				431 398
Pont de Landan à Momuy			550 000		550 000
pont de saugnac et muret				400 000	400 000
Pont de Saint Pandelon				800 000	800 000
Voirie Ouvrages d'art	6 715 182		550 000	1 200 000	8 465 182
Contournement du port de Tarnos (études et travaux)	321 739				321 739
Tarnos desserte site Hélicopter Engines (ex Turbomeca)	8 400				8 400
Voirie Grands travaux	330 139				330 139
Réseau routier départemental	32 987 506	12 492 611	13 375 000	14 025 000	72 880 118
Aménagements autoroutiers A64 (demi échangeur Carresse Cassaber et BARO)	4 964 705				4 964 705
Aide aux communes et EPCI voirie - intempéries (2020)	50 000				50 000
Autres réseaux de voirie	5 014 705				5 014 705
Plan très haut débit prises complexes		1 500 000			1 500 000
Autres réseaux		1 500 000			1 500 000
TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES	40 621 213	19 592 611	13 375 000	14 025 000	87 613 824
Participation GPSO	94 895 000				94 895 000
Participation GPSO	94 895 000				94 895 000
TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES v compris LGV	135 516 213	19 592 611	13 375 000	14 025 000	182 508 824

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur EDUCATION, CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Constructions scolaires du 1er degré Ant -2025/2027	1 694 780	2 250 000			3 944 780
Equipements sportifs destinés aux collèges Ant -2025/2027	3 902 092	3 500 000			7 402 092
Equipements sportifs piscines	4 000 000				4 000 000
Aides aux communes	9 596 872	5 750 000			15 346 872
Collèges - Mise aux normes accessibilité handicapés	17 084	132 916			150 000
Collège de Capbreton - Restructuration	9 013 780				9 013 780
Collège de Peyrehorade - Restructuration (études)	1 247 780				1 247 780
Collège de Peyrehorade - Restructuration (travaux)	12 000 000				12 000 000
Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (études)	2 937 723				2 937 723
Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (travaux)			25 000 000		25 000 000
Collège de Soustons - Restructuration (études)	750 000				750 000
Collège de St Martin de Seignanx (études) Restructuration extension	413 381				413 381
Collège de St Martin de Seignanx (travaux) Restructuration extension	7 098 078				7 098 078
Collège de Biscarosse - Restructuration (travaux)	3 224 744				3 224 744
Collège de Tartas - Restructuration (études)	626 660				626 660
Collège de Gabarret - Rénovation	150 000				150 000
Collège de Pouillon - Rénovation	207 684				207 684
Travaux dans les collèges	37 686 914	132 916	25 000 000		62 819 830
Equipements numériques Ant	3 506 786	500 000			4 006 786
Equipements numériques 2025-2027		15 000 000			15 000 000
Un collégien un ordinateur portable	3 506 786	15 500 000			19 006 786
SOUS TOTAL <u>EDUCATION</u>	50 790 572	21 382 916	25 000 000		97 173 488
Investissement - Musées et sites patrimoniaux Ant -2025/2027	120 180	500 000			620 180
Réhabilitation musée Despiau Wlerick	1 970 000				1 970 000
Investissement et équipement culturel Ant -2025/2027	700 000	400 000			1 100 000
Equipements culturels	2 790 180	900 000			3 690 180
Monuments historiques des sites et objets protégés Ant -2025/2027	670 659	900 000			1 570 659
Patrimoine - Bâtiments culturels	670 659	900 000			1 570 659
Aide aux communes - médiathèques Ant -2025/2027	612 960	1 200 000			1 812 960
Bibliothèques et médiathèques	612 960	1 200 000			1 812 960
SOUS TOTAL <u>CULTURE</u>	4 073 800	3 000 000			7 073 800
Dispositif Jeunesse		240 000			240 000
Dispositif PDESI	194 684	600 000			794 684
Jeunesse - PDESI	194 684	840 000			1 034 684
Siège Fédération Française Course Landaise (FFCL)			150 000		150 000
Maison départementale des sports	1 945 540				1 945 540
Modernisation des Equipements Sportifs d'intérêt départemental	288 632				288 632
Equipements Sportifs de proximité	2 378 527				2 378 527
Sports	4 612 699		150 000		4 762 699
SOUS TOTAL <u>JEUNESSE & SPORTS</u>	4 807 383	840 000	150 000		5 797 383
TOTAL EDUCATION CULTURE JEUNESSE & SPORTS	59 671 754	25 222 916	25 150 000		110 044 670

*(situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE, ATTRACTIVITE TERRITORIALE,

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Agriculture Plan compététivité Adaptation des exploitations Ant -2025/2027	167 239	450 000			617 239
Agriculture aménagement territoire - COOPERATIVES Ant -2025/2027		120 000			120 000
Agriculture aménagement territoire - CUMA Ant -2025/2027	725 577	825 000			1 550 577
Agriculture aménagement territoire - SIVU des Chénaies de l'Adour - Forêt Ant -2025/2027	35 000	210 000			245 000
Agriculture qualité promotion - Transformation à la ferme Ant -2025/2027	340 528	285 000			625 528
Dispositif Maraîchage co financement Région Ant -2025/2027	89 687	150 000			239 687
Etudes Domaine d'Ognoas	64 730	20 000			84 730
Restauration métairies Domaine d'Ognoas	1 007 050				1 007 050
TOTAL SECTEUR <u>AGRICULTURE</u>	2 429 811	2 060 000			4 489 811
Fonds de développement et d'aménagement local	352 008				352 008
Fonds de développement et d'aménagement local - Revitalisation	2 398 000				2 398 000
Plan de relance - Accord de partenariat	6 104 153				6 104 153
Aides au développement territorial 2025/2027		13 200 000			13 200 000
Fonds d'équipement des communes Ant -2025/2027	2 129 929	4 900 000			7 029 929
TOTAL SECTEUR <u>DEVELOPPEMENT LOCAL</u>	10 984 090	18 100 000			29 084 090
Restaurant inter entreprises Tarnos	1 359 000				1 359 000
Industrie - Artisanat - Collectivités 2021-2026, 2027	9 719 950			1 400 000	11 119 950
Appel a projets "Tiers Lieux"	180 000				180 000
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne Ant -2025/2027	155 847	200 000			355 847
Tourisme Ant -2025/2027	341 499	800 000			1 141 499
Tourisme Social Ant -2025/2027		400 000			400 000
Programme Départemental de l'Habitat (PDH)	8 007 000				8 007 000
TOTAL SECTEUR <u>ATTRACTIVITE TERRITORIALE</u>	19 763 296	1 400 000		1 400 000	22 563 296
TOTAL AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE	33 177 196	21 560 000		1 400 000	56 137 196

*(situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur SOLIDARITE

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Maison Assistant Maternel	652 800				652 800
Sub Etablissement Enfance	900 000				900 000
Centres médico-sociaux	1 552 800				1 552 800
Aide à l'investissement dans les EHPAD Landais ANT	1 111 500				1 111 500
Aide à l'investissement dans les EHPAD Landais 2021- 2027	10 016 600				10 016 600
Travaux Courants Ets PA		4 000 000			4 000 000
Travaux Courants Ets PH		1 000 000			1 000 000
Résidence autonomie 2025 - 2027		7 000 000			7 000 000
Habitat inclusif		800 000			800 000
Maison Autisme (études)	870 301				870 301
Maison Autisme (travaux)			9 000 000		9 000 000
Ets médico-sociaux	11 998 401	12 800 000	9 000 000		33 798 401
Restructuration EAD Mont de Marsan	20 000				20 000
Restructuration EAD Mont de Marsan	20 000				20 000
TOTAL SECTEUR SOLIDARITE	13 571 201	12 800 000	9 000 000		35 371 201

*(situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur ENVIRONNEMENT

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Construction Caserne SDIS Pissos	1 503 749	100 000			1 603 749
Sécurité	1 503 749	100 000			1 603 749
Sécurisation du Sud Ouest Littoral	86 765				86 765
Gestion des Aquifères-Forage	522 220				522 220
Hydrogéologie	608 985				608 985
Subventions pour collecte et traitement des ordures ménagères	1 126 356				1 126 356
Subventions pour aide à la prévention des déchets ménagers et assimilés		50 000	50 000	50 000	150 000
Subventions Déchets de venaison	83 744				83 744
Prévention, collecte et traitement des ordures ménagères	1 210 101	50 000	50 000	50 000	1 360 101
Cyclable Travaux	9 207 320				9 207 320
Cyclable subventions	1 479 515	455 000			1 934 515
Randonnées PDIPR - Subventions	24 095				24 095
Itinéraires travaux	217 379	200 000			417 379
Espaces naturels sensibles (études et travaux)	1 355 438			400 000	1 755 438
Espaces naturels sensibles subventions	87 733	100 000	100 000	100 000	387 733
Espaces naturels sensibles (Subv. acq. sites nature 40)	88 449				88 449
Plan Plages	1 914 642				1 914 642
Stratégie locale gestion bande côtière (études travaux)	1 538 837				1 538 837
Subventions Communes - EPCI - Gestion rivière	3 147 349				3 147 349
Protection des inondations	693 716				693 716
Soutien aux démarches de développement durable du territoire	95 848			100 000	195 848
Aide aux politiques paysagères	75 000		150 000		225 000
Projet Ferme Houlomotrice	1 186 324				1 186 324
Subvention SYDEC Réseau Bornes recharges électriques	535 644				535 644
Autres actions en faveur de l'environnement	21 647 289	755 000	250 000	600 000	23 252 289
TOTAL SECTEUR ENVIRONNEMENT	24 970 123	905 000	300 000	650 000	26 825 123

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur ADMINISTRATION GENERALE

montant des AP					
Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	2025	2026	2027	TOTAL
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
Renouvellement parc automobile	1 296 230			1 350 000	2 646 230
Rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan - Etudes	314 437				314 437
Rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan - Travaux	5 986 352				5 986 352
Bâtiments mise en conformité accessibilité, sécurité	199 000	201 000			400 000
Acquisition immeuble SCI Connexion Dax	922 950				922 950
Centre de données numériques de secours à Saint-Geours-de-Maremne	765 735				765 735
Budget Participatif	2 376 420		1 500 000		3 876 420
TOTAL SECTEUR <u>ADMINISTRATION GENERALE</u>	11 861 124	201 000	1 500 000	1 350 000	14 912 124

* (situation des AP au 31/12/2024 et ajustements 2025 provisoires)

PPI 2025-2027 -financement des crédits de paiement correspondants (Base BP)

DEPENSES	CP 2025	CP 2026	CP 2027*
CREDITS DE PAIEMENT EN INVESTISSEMENT	94 200 000	95 700 000	95 700 000
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	16 000 000	14 500 000	14 500 000
TOTAL GENERAL DEPENSES	110 200 000	110 200 000	110 200 000
FINANCEMENT	CP 2025	CP 2026	CP 2027
AUTOFINANCEMENT	43 765 635	47 000 000	50 000 000
RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNTS	16 434 365	17 200 000	17 200 000
EMPRUNTS D'EQUILIBRE	50 000 000	46 000 000	43 000 000
TOTAL GENERAL RECETTES	110 200 000	110 200 000	110 200 000
BESOIN DE FINANCEMENT	CP 2025	CP 2026	CP 2027
EMPRUNTS D'EQUILIBRE	50 000 000	46 000 000	43 000 000
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS	16 000 000	14 500 000	14 500 000
SOLDE	34 000 000	31 500 000	28 500 000

* emprunt de 20 M€ en 2026 soit 1,4 M€ en capital
 Avec une prévision de réalisation de 78 M€ en 2025 et 82 M€ en 2026, 2027 en dépenses d'investissement et un résultat de 10 M€

Département des Landes

Direction des Finances

Hôtel du Département

23, rue Victor Hugo

40025 Mont-de-Marsan Cedex

Tél. : 05 58 05 40 40

landes.fr

Les Landes, le Département 